

Prix : 5 F  
Algérie : 5,00 DA Maroc : 5,00 dir.  
Canada : 2,50 \$ Can. Roy.-Uni : 50 p.  
Espagne : 70 pes. Suisse : 3 F.S.  
Italie : 600 lire Tunisie : 500 mil.  
Abonnements : voir tarif page 23.

Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

## diplomatie

Enquête :

### LA GAUCHE ET LES CONTESTATAIRES SOVIÉTIQUES

(Pages 12 à 14.)

## Un libéralisme organisé

Par CLAUDE JULIEN

**D**E même qu'il existe au Canada un parti « progressiste-conservateur » et que M. Pélissier a inventé la « démocratie totalitaire », voilà que des parlementaires français, inquiets de certaines importations en provenance du tiers-monde, réclament un « libéralisme organisé ». Pendant six mois, leur commission a enquêté sur un problème dont les données essentielles étaient déjà bien connues. Leurs conclusions ne réservent pas d'avantages de surprises : tout ce qu'ils défendent, ils demandent des mesures protectionnistes à l'abri desquelles certaines industries pourraient survivre sans prospérer.

Sur divers points, la commission n'a pas tort. Il est par exemple souhaitable de sauvegarder les « productions de qualité », qui, bien souvent, sont le fait de moyennes et petites entreprises. Mais la politique protectionniste encourage les regroupements et concentrations débouchant sur des unités capables, par leur taille, d'affronter les géants sur les marchés mondiaux. Les premières devraient donc être protégées contre la concurrence des pays à bas niveaux de salaires, ces mêmes pays vers lesquels les secondes ont un impérieux besoin d'exporter.

Il est vrai, d'autre part, qu'en deux ans l'industrie textile, en France, s'est allégée de quarante-trois mille travailleurs... qui peuvent acheter des produits importés moins chers que ceux qu'ils produisaient. Bien que le salaire et le consommateur ne soient qu'une seule et même personne, ils se trouvent ici en conflit l'un avec l'autre. Sans parler de ces employeurs qui, n'ayant pas augmenté leurs effectifs ou les ayant réduits, ont vu le volume des marchandises qu'ils livrent sur le marché : ils ajoutent à leur production propre — au mieux constante, parfois en déclin — les fournitures importées sur lesquelles ils se contentent d'apposer leur griffe. La progression de leur chiffre d'affaires et de leurs profits s'accompagne ainsi d'une stagnation ou d'une contraction de la main-d'œuvre qu'ils emploient.

**A** supposer que les recommandations de la commission soient adoptées, quels en seraient les effets sur le tiers-monde ? La réalité est ici assez éloignée du schéma généralement accepté. Si l'importation de produits textiles a contribué dans ce secteur à un chômage important — et encore faudrait-il prendre en compte les emplois qui, dans une autre stratégie, auraient pu être créés — elle n'a guère profité aux pays fournisseurs : salaires de misère pour des journées de dix à douze heures de travail, souvent une production à des prix « compétitifs », c'est-à-dire très bas, qui ne permettent pas d'augmenter les revenus des producteurs, de faire face aux importations d'équipements industriels que leur vendent, au prix fort, les entreprises occidentales de pointe.

Ce système global a contribué au périlleux endettement du tiers-monde. Il n'en a, bien souvent, entraîné la disparition d'activités artisanales qui, dans des régions tenues à l'écart des grands courants économiques, assuraient à la population des conditions d'existence moins dégradées et mieux équilibrées que celles du sous-prolétariat urbain qui profite à la fois des métropoles du tiers-monde. Le choc de deux économies à des stades très différents sera toujours catastrophique pour la plus faible, d'autant qu'elle ambitionne d'imiter un modèle pourtant en crise sans parvenir à lui emboîter, pour ses ressources naturelles, un prix acceptable.

**L**e « libéralisme organisé » que certains réclament ne peut en fait déboucher que sur un système plus sophistiqué pour mieux pressurer les pays pauvres à la fois en produits de base et en main-d'œuvre bon marché. Ce qu'il importe alors d'organiser, ce n'est pas seulement le libéralisme économique — bien qu'on ait eu, dans ce domaine, de regrettables à-coups — mais aussi et surtout le libéralisme politique, et c'est un secteur dans lequel, il faut le reconnaître, les choses sont beaucoup plus avancées.

Car, dans l'ensemble de l'hémisphère sud, la plupart des régimes en place — ceux, du moins, avec lesquels l'Occident fait les meilleurs affaires — ont subi une dégradation de leur régime — ont vu se structurer les libertés au point de les éliminer. Du Brésil à la Corée, les dictatures se sont érigées sur une perpétuelle dégradation de l'histoire de peuples voués au malheur. Elles constituent l'indéniable rançon des privilèges que la bourgeoisie se doit de préserver à la fois pour les couches au pouvoir dans ces pays et pour la plupart des individus qui peuplent les nations nées. La multitude des autres constitue une catégorie assez spéciale d'êtres dont on peut assez peu se soucier. Sans doute parce qu'aucun commando ne saurait les délivrer.

## SURENCHÈRES AU PROCHE-ORIENT

Egalement pressés, pour des raisons internes, de parvenir à un règlement de paix au Proche-Orient, les dirigeants israéliens et égyptiens ne souhaitent pourtant pas n'importe quelle paix. Rangés l'un et l'autre désormais sous la bannière américaine, les deux pays se découvrent des intérêts convergents qui ne coïncident pas nécessairement avec les objectifs plus vastes de la stratégie américaine.

Dès lors, dans un monde arabe plus divisé que jamais, Washington doit s'efforcer de concilier les points de vue en tenant compte à la fois des intérêts de ses autres partenaires arabes, financièrement plus puissants, et de ses engagements à l'égard de l'U.R.S.S. qui restent consignés dans la déclaration commune du 1<sup>er</sup> octobre.

En manifestant de façon spectaculaire leur désir de s'entendre et coopérer — même si dans l'immediat

M. Begin n'a pas jugé possible de payer de retour le geste de reconnaissance du président Sadate, — les deux chefs d'Etat ont simplement fait monter les enchères. Ils n'ont pas donné la clé d'un règlement global.

Mais après la conférence de Tripoli, qui a réuni les Etats groupés dans un nouveau front du refus, d'autres concertations sont prévues auxquelles les Etats-Unis entendent bien s'associer. C'est là sans doute, et non à Genève, que se règlerait le sort des Palestiniens. N'est-ce pas ce que souhaitent, plus ou moins discrètement, la plupart des régimes du champ de bataille ? A Tripoli, la résistance palestinienne a donc été amenée à durcir ses positions, refusant désormais le principe d'une nouvelle convocation de la conférence de Genève. Ainsi s'instaure une nouvelle dynamique de surenchères lourde de menaces et que seul M. Begin a encore le pouvoir d'arrêter.

## Une victoire pour l'«Egypte égyptienne» ?

Par MARIE-CHRISTINE AULAS

**L**e voyage du président Sadate à Jérusalem, capitale de l'Etat d'Israël, par lequel l'Egypte est en guerre, n'aurait pas causé tant de surprise si l'opération n'avait été à ce point aveuglée par les aspects émotionnels du conflit israélo-arabe. Il s'inscrit en effet dans une logique sans faille.

Depuis son arrivée au pouvoir, le président égyptien, en élargissant la brèche du plan Rogers, a fait franchir à son pays toutes les étapes qui pouvaient le préparer à admettre un tel geste — précipitant le rythme grâce à l'euphorie des succès de la guerre d'octobre 1973. Aujourd'hui, l'ensemble du personnel politique et la minorité sociale proche du chef de l'Etat sont largement favorables à l'orientation libérale de l'Egypte. L'économie est ouverte et soumise au capital privé local et étranger. L'Egypte ayant même rompu le front du boycott arabe contre Israël. Profondément remaniée, la presse ne laisse plus s'exprimer que les opinions acquiescentes à une politique pro-occidentale et qui ne tient compte que des intérêts nationaux. Les importants changements de structure politique, économique et sociale se sont accompagnés d'une intense campagne de mise en condition de la population par l'intermédiaire des organes d'information officiels, de telle sorte que l'initiative du mois dernier a été accueillie sans douleur.

Et, derrière le colosse régional égyptien,

le monde arabe basculait progressivement dans une orientation parallèle. La guerre du Liban permettait la mise au pas des Palestiniens et du mouvement national transjordanien des dirigeants israéliens sur la presse au Liban comme au Koweït, interdisait toute liberté d'expression. L'assassinat du roi Fayçal mettait un terme à la rhétorique de guerre sainte qui traversait les déclarations du dernier leader historique du monde arabe. L'Arabie Saoudite du prince Fahd devenait le gestionnaire discret et efficace de la géopolitique locale des Etats-Unis. Ainsi, tout disposait les pays arabes du champ de bataille à se rendre à la table des négociations pour une solution pacifique du conflit sous les auspices américains. Un obstacle subsistait cependant : le pro-

blème de la participation de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) — désignée comme le représentant légitime du peuple palestinien par le « sommet » de Rabat d'octobre 1974 et confirmée dans ce rôle par les dernières élections municipales en Cisjordanie — qui se heurtait à l'intranséquence des dirigeants israéliens. L'évolution prudente de la terminologie américaine appliquée au problème palestinien depuis l'accession de M. Carter à la présidence des Etats-Unis n'y a rien changé : la reprise de la conférence de Genève, annoncée par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 1976, n'a jamais pu être convoquée. Néanmoins, pour l'Egypte, il restait hors de question de renouveler l'initiative qui lui avait permis de conclure avec Israël les accords de désengagement dans le Sinaï. C'était pourtant le seul moyen pour elle de prouver l'efficacité de son alliance avec Washington.

### Le dos au mur

**J**OUISSANT d'une hégémonie incontestée dans la région du Proche-Orient, les Etats-Unis laissent entendre qu'ils souhaitent une solution globale à l'issue de laquelle les deux camps pourraient consentir en raison de leur attitude à l'égard des Palestiniens. Au cours des derniers mois, depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir, l'Egypte a été en mesure de faire face à une guerre que tout le monde redoutait. Cela eût supposé un renversement d'alliances contraire à la logique des convictions profondes des dirigeants actuels.

Ces derniers devaient aussi tenir compte de la dégradation de la situation intérieure de l'Egypte. Les émeutes populaires des 18 et 19 janvier 1977 avaient remis le pouvoir en question dans l'ensemble de la vallée

du Nil. Par la suite, la montée des forces réactionnaires — courant religieux et parti Waïd — allaient mettre le chef de l'Etat en difficulté au sein même des classes sociales qui pendant longtemps lui avaient été acquiescentes. Dans une perspective américaine, le parti Waïd offrait déjà la solution de rechange toute prête avec l'avantage supplémentaire d'une façade plus intégrale. L'échec de sa politique, tant à l'extérieur qu'en économie, laissait le président Sadate le dos au mur, face à ses propres alliés.

(Lire la suite page 20.)

## Les jeux des militaires au Portugal

Faute d'avoir obtenu un compromis avec les trois partis de l'opposition, il fut s'attendre que le gouvernement de M. Mario Soares démissionne ou soit profondément remanié.

En même temps, le conflit entre le président de la République et les éléments de la droite militaire s'est aggravé, avec le limogeage du commandant de la région militaire du

Nord, le général Pires Veloso. En l'absence d'un consensus, il est probable que le Portugal s'acheminera vers la formation d'un gouvernement présidentiel en réservant une place importante à l'armée. La première tâche de ce nouveau gouvernement serait d'entreprendre de nouvelles négociations avec le Fonds monétaire international.

Par ALAIN ECHEGUT  
et KARL M. VAN METER

**D**EUX ans après le coup de force militaire du 25 novembre 1976, qui a permis au général Ramalho Eanes d'accéder à la présidence de la République en juin 1976, le Portugal se trouve dans une nouvelle impasse politique. Le discours prononcé par le chef de l'Etat à l'occasion de l'ouverture de la seconde session de l'Assemblée de la République, le 15 octobre dernier, est sans aucun doute à l'origine de cette crise.

Dans une intervention très ferme, le président de la République a, ce jour-là, demandé aux partis politiques d'élaborer ensemble un pacte qui permette au gouvernement socialiste minoritaire de M. Mario Soares de gouverner efficacement. Sinon, de nouvelles élections seraient à envisager, et, d'ici là, le président de la République s'est engagé à prendre toutes les mesures qui s'imposeraient pour défendre la Constitution (1).

Ce discours a fait l'effet d'une douche froide dans les milieux de la droite civile et militaire, où l'on espérait que le président renouvellerait l'idée d'une coalition des forces politiques qui avaient favorisé son élection le 27 juin 1976, et qui comprenait le P.S., le P.S.D. et le C.D.S. (2), en excluant les communistes de toute négociation. Une telle stratégie n'a pas paru très réaliste au général Eanes et, en tout cas, peu conforme aux objectifs qu'il s'était assignés, à savoir la construction d'une société socialiste au Portugal.

La première conséquence de cette intervention du président de la République a été la démission, le lundi 7 novembre dernier, de MM. Sá Carneiro et Sousa Franco, respectivement président et vice-président du P.S.D. Ils venaient d'être mis en minorité au sein de la commission politique de leur parti par des dirigeants favorables au projet du général Eanes et, donc, à des discussions avec le P.S. et le P.C. La presse portugaise a même fait état d'un dîner privé qui aurait eu lieu, quelques jours auparavant, à la maison du commandant Vitor Alves, membre du Conseil de la révolution, et qui réunissait le général Eanes et deux membres de l'aile modérée du P.S.D., MM. Rui Machete et Sérgio Cordeira (3). Au cours de ce dîner, on aurait envisagé la possibilité d'écarter M. Sá Carneiro de la direction du P.S.D. Mais, suivant une stratégie déjà utilisée, le leader du P.S.D., en s'appuyant sur les sections du Nord, a réussi, au cours d'un conseil national qui s'est tenu les 10 et 11 novembre, à Lisbonne, à reprendre la majorité au sein de son parti (4).

\* A. Echegut est un journaliste français ; K. Van Meter est membre du Transnational Institute, à Amsterdam.

La seconde conséquence de ce discours a été la nouvelle scission intervenue au sein du P.S. M. Lopes Cardoso, ancien ministre de l'Agriculture, écarter des instances du parti après le congrès du 25 octobre 1976, avait fondé en février dernier, avec ses amis de l'aile gauche du P.S., une association culturelle, Fraternelle ouvrière, ouverte aux militants d'autres formations. Après plusieurs mois de guerre ouverte avec la direction du parti, M. Lopes Cardoso décidait, le 7 novembre, de constituer un nouveau mouvement politique qui « défendra le programme approuvé au congrès du parti socialiste en décembre 1974 ». Cette scission n'est pas sans rapport avec la possibilité de nouvelles élections, annoncées par le président de la République dans son discours.

(Lire la suite page 16.)

- (1) Conformément aux articles 136 et 147 de la Constitution.
- (2) Le parti socialiste, dirigé par M. Mario Soares, compte cent six députés ; le parti social-démocrate, dirigé par M. Sá Carneiro, compte soixante-trois députés ; le Centre démocratique et social, dirigé par M. Freitas do Amaral, compte quarante députés ; le parti communiste, dirigé par M. Álvaro Cunhal, compte quarante députés ; et l'Union démocratique populaire, dirigée par M. António Barreto, un député.
- (3) O Journal du 11 au 17 novembre 1977.
- (4) Le Monde du 13 novembre 1977.



**RIVES**  
LA GRANDE MAROQUINERIE  
DE PARIS



sa toujours prestigieuse  
collection de  
SACS EN CROCODILE

156, rue de Rivoli, 156  
METRO : LOUVRE

**Dans ce numéro :**

**Le Nigéria.  
« clé du problème africain » ?**  
(Pages 2 et 3.)

**Au-delà de l'affaire Croissant :  
les droits de la défense**  
(Pages 4 à 6.)

**L'instabilité du Bangladesh**  
(Pages 10 et 11.)



## Pragmatisme économique et lutte contre l'apartheid

## LE NIGÉRIA, «CLÉ DU PROBLÈME AFRICAIN» ?

## Un tournant spectaculaire dans les relations entre Washington et Lagos

Par SUZANNE CRONJE\*

EN février dernier, un mois à peine après que le président Carter se fut installé à la Maison Blanche, le nouvel ambassadeur américain auprès des Nations unies, M. Andrew Young, se rendait à Lagos où il rencontrait pendant quatre heures le général Obasanjo, chef de l'Etat nigérien. M. Donald Egan, ambassadeur des Etats-Unis à Lagos, qui avait participé aux discussions, déclara par la suite que c'était « la plus intéressante et peut-être la plus importante des conversations de cette nature que j'ai eues durant mes vingt-trois années de carrière ». M. Young, de son côté, rapporta aux journalistes que des plans pour permettre l'accession de la majorité au pouvoir en Rhodésie avaient été discutés ; on avait suggéré des consultations entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, les Etats de la « ligne de front » et les mouvements nationalistes noirs ; luttant pour la libération. Les plans devaient être soumis à l'examen du président Carter et de M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, précisait M. Young en prenant la précaution de donner une assurance aux journalistes américains : « J'ai soigneusement fait attention de ne pas nous engager à quoi que ce soit ».

Peut-être le général Obasanjo s'est-il souvenu de ces paroles lorsque, à la fin du mois d'octobre, M. Young et les autres délégués des pays occidentaux au Conseil de sécurité opposèrent leur veto à trois projets de résolution d'origine africaine demandant des sanctions économiques obligatoires contre l'Afrique du Sud et l'interdiction des livraisons d'armes. Quelques jours plus tard, M. Young, de passage à Londres, faisait savoir intentionnellement, lors d'une interview télévisée, que c'était le refus de la Grande-Bretagne de mettre en péril son commerce et ses investissements en Afrique du Sud qui avait obligé les membres occidentaux du Conseil de sécurité à bloquer les projets de résolutions. Le docteur David Owen, secrétaire au Foreign Office, parlant aussi à la télévision, reconnut, non sans complaisance, que Londres pourait, à l'avenir, subir de plus fortes pressions de la part de Washington, pour qu'une action décisive soit menée contre le régime raciste de Pretoria. Pour certains observateurs, cependant,

\* Spécialiste des problèmes africains, auteur notamment de « L'Unité africaine » (Les Editions de la Pléiade), M. Young a collaboré avec Margaret Ling et Gillian Cronje, publiés simultanément à Londres par Friedman Books et à Paris par Friedman Books Ltd, 1978 (voir le Monde diplomatique d'octobre 1977, page 91).

## « CEDDO »

## Un film de Sembene Ousmane

EN Afrique noire, il n'est guère tabou de critiquer certaines pratiques d'autorité provenant d'une singulière conception de l'islam. Déjà, par exemple, le film sénégalais *Nianguaye* (1974) a dénoncé les méfaits du maraboutisme contemporain et alerté l'opinion sur ces petits bagues d'enfants que sont parfois les écoles coraniques.

Sembene Ousmane s'en prend aujourd'hui à la manière dont fut menée l'islamisation de l'Ouest africain durant le dix-septième siècle. On appelait alors « Ceddo » tous ceux qui, pour ne pas renoncer au spiritualisme africain et à leur identité culturelle, refusèrent de se convertir ; ils incarnèrent, pour le réalisateur, l'authenticité africaine, celle qui a résisté, grâce aux ressources de la tradition locale, à une forme subtile d'expansionnisme étranger.

Le réalisateur, avec l'aisance poétique d'un conteur griot, narre l'irrésistible ascension d'un imam intolérant (portant djellaba marocaine et turbante de Fez) ; d'abord émissaire grisé des autorités villageoises, ce ministre du culte musulman, s'appuyant sur une milice fanatique, renverse le roi et se fait élire chef, cumulant ainsi en sa seule personne tous les pouvoirs, temporels et spirituels ; il en usera pour convertir de force (et on le voit, contrairement à l'esprit de Coran) tous les habitants, les « Ceddo », de la localité.

Charge très violente contre les prosélytismes (le catholicisme, incarné par un missionnaire esclavagiste, est blâmé en passant), contre les intolérances et, surtout, contre les abus des religions d'Etat, ce film valorise visuellement tous les aspects de la culture vernaculaire : rituels, parures, ornements, pratiques de chasse, coutumes de collectivisme, attachement au dialogue. Son héroïsme, un certain tropicalisme, rappelle par endroits cette « esthétique de la violence » que le cinéaste brésilien Glauber Rocha réclamait naguère pour les réalisations du tiers-monde ; il confirme Sembene Ousmane comme le plus brillant, le plus divers, des cinéastes africains.

I. R.  
Pour des projections-débats : CEDDO. Réal. : Sembene Ousmane. 35 mm, couleur, 80 min. — Diffusion : Films Doornik, B.P. 8081 YOPF, Dakar, Sénégal.

## De la guerre du Biafra à la crise angolaise

En fait, la médiocrité des relations entre Washington et Lagos était une vieille affaire. Après son accession à l'indépendance en 1960, le Nigeria s'était d'abord contenté de s'aligner sur la diplomatie britannique dans la plupart des problèmes internationaux. A la suite de la tentative de sécession du Biafra, en 1967, le secrétaire d'Etat Dean Rusk annonça que l'Amérique s'abstenait de fournir des armes à l'une ou l'autre des parties dans la guerre civile, en se retranchant derrière le fait que le Nigeria — Etat souverain depuis sept ans — relevait de la responsabilité première de la Grande-Bretagne.

Pour Lagos, cette attitude fut accueillie comme une insulte officielle de la part des Américains. Qui plus est, la sympathie d'une grande partie de l'opinion publique aux Etats-Unis et, lors de la campagne présidentielle de 1968, le candidat Richard Nixon tenta d'exploiter ce sentiment à des fins électorales en demandant au président Johnson d'oublier la famine au Biafra : « C'est à un génocide que nous assistons actuellement ». Après son élection, le lobby biafrais à Washington s'étendit qu'il vienne en aide aux sécessionnistes. En réalité, il n'en fut rien.

Mais à Lagos, l'impression prévalait que les Etats-Unis s'étaient rangés aux côtés du Biafra et les relations ne s'améliorèrent pas avec la fin de la guerre civile. En 1972, le président Nixon — sans doute préoccupé par l'affaire du Watergate — annula une visite officielle que le président du Nigeria, le général Gowon, devait faire à Washington. Ce qui n'arrangea pas les choses. Car cette rebuffade était plutôt surprenante, le Nigeria se présentant, du point de vue idéologique, comme un allié potentiel pour l'Amérique : Lagos n'avait même pas bronché devant l'engagement américain au Vietnam.

Récemment, un historien nigérien pouvait observer que, « à la fin de la guerre civile, les Soviétiques constataient avec consternation que les liens du Nigeria avec l'Occident, avec la Grande-Bretagne en particulier, restaient intacts ». Le Nigeria survécut à la guerre civile sans avoir une tête de pont soviétique en Afrique.

Après le coup d'Etat qui renversa le général Gowon en 1973, la direction militaire qui lui succéda se montra encore plus hostile à la politique africaine des Etats-Unis que ne l'avait jamais été les équipes précédemment au pouvoir à Lagos et que ne l'étaient les autres gouvernements africains en place, notamment à propos de ce qu'on a appelé la « directive » de Washington visant à influencer l'attitude des pays africains à l'égard de l'Angola. L'Organisation de

l'unité africaine (O.U.A.) était divisée sur ce problème, certains de ses membres voyant d'un œil favorable l'aide apportée par les Cubains au M.P.L.A. du docteur Neto contre d'autres mouvements bénéficiant du soutien de l'Afrique du Sud, tandis que des Etats plus « modérés » s'opposaient à cette présence cubaine. L'O.U.A. s'apprêtait à tenir des réunions spéciales pour discuter de cette question, quand Washington envoya des émissaires sur le continent pour persuader les Etats membres de l'O.U.A. de voter contre l'intervention cubaine. En janvier 1976, à la veille de ces réunions, le nouveau gouvernement nigérien publia une déclaration dans laquelle il accusait le président des Etats-Unis d'avoir non seulement « déployé une mission en Afrique pour influencer les esprits », mais aussi d'y expédier « des lettres-circulaires impératives à l'adresse de tous les chefs d'Etat africains », qui revenaient à leur donner une « directive indiscutable » pour que l'O.U.A. insiste pour obtenir le retrait des conseillers soviétiques et cubains en échange du retrait des troupes sud-africaines qui assistaient les ennemis du docteur Neto en Angola. La déclaration de Lagos insistait sur le fait qu'il ne fallait pas mettre en parallèle les Cubains et les racistes sud-africains, et annonçait que « le gouvernement militaire fédéral recommandait le gouvernement de Luanda dirigé par le M.P.L.A. comme le gouvernement légitime de l'Angola ». Pour finir, la déclaration rejetait totalement « la directive du président des Etats-Unis » en souhaitant que d'autres gouvernements africains refusent aussi de s'incliner devant une telle pression.

Quand s'ouvrit la réunion de l'O.U.A., il apparut clairement que l'énergique déclaration du Nigeria avait produit un effet déterminant sur le vote et que la diplomatie américaine avait échoué dans la question angolaise. Le Nigeria fit savoir qu'il avait l'intention de poursuivre sa campagne contre la politique sud-africaine de l'Amérique et de ses alliés en dénonçant à l'ONU « ces prétendues démocraties qui trouvent l'apartheid répugnant mais continuent de l'accepter en accordant la priorité à leurs intérêts égoïstes ». Le gouvernement de Lagos prédisait que le combat pour l'indépendance du Zimbabwe comme le prolongement du combat pour la liberté et la justice en Angola ». Au début de 1977, le général Garba menaçait d'actions de représailles tous ceux qui collaboraient avec Pretoria : « Nous connaissons fort bien l'ampleur des investissements de certains pays dans l'Afrique du Sud raciste. Nous connaissons tout aussi bien, et de première main, l'ampleur des investissements de ces mêmes pays en Afrique noire. Je puis dire, sans hésitation, que ces derniers sont plus grands. »

Il fallut attendre la conférence contre l'apartheid qui se réunit à Lagos en août dernier, sous l'égide des Nations unies, pour que les termes de l'alternative à laquelle l'Ouest était confronté soient précisés par le général Obasanjo. Il annonça alors que « les contrac-

tion au Nigeria ». Il ajouta qu'il avait établi une équipe d'information économique pour surveiller l'application de cette politique. Dans son intervention à l'Assemblée générale des Nations unies, en octobre dernier, le général Obasanjo est revenu sur les dispositions mises en place par son pays, ajoutant dans une conférence de presse que cette nouvelle politique était déjà à l'œuvre et citant pour exemple le cas d'une société d'Allemagne occidentale qui, dit-il, avait entrepris un programme de dégauchissement progressif de l'Afrique du Sud pour être en mesure de faire des affaires au Nigeria.

Que le Nigeria soit assez organisé pour mettre ses menaces à exécution, c'est à voir. Mais du point de vue économique, il en a certainement les moyens. Selon M. Cyrus Vance, le commerce des Etats-Unis avec le Nigeria atteint le double de la valeur de leur commerce avec l'Afrique du Sud et,

## Du pétrole et du gaz naturel pour les Américains

cause de l'influence de son pays dans les affaires africaines que le général Obasanjo a reçu un tel accueil. Cet Etat d'Afrique occidentale est maintenant le deuxième fournisseur de pétrole de l'Amérique, ce qui constitue un élément stratégique dans la politique des Etats-Unis. En 1977, il aura expédié aux Etats-Unis en moyenne 31 % de sa production pétrolière totale — soit un million deux cent quinze mille barils par jour (2). Ces fournitures en provenance du Nigeria représentent environ un quart des importations pétrolières de l'Amérique, qui doit désormais importer presque la moitié du pétrole dont elle a besoin.

La Nigeria est membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Mais durant la dernière guerre au Proche-Orient, quand les

selon M. Young, le Nigeria devenait aussi l'Afrique du Sud comme partenaire commercial de l'Allemagne occidentale et du Canada — les deux pays occidentaux qui se rangèrent derrière le triple veto des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France en octobre. Toutefois, M. Vance et Young ont tenté de préciser que, pour la première fois dans l'histoire, les Etats-Unis étaient devenus en 1976 le principal fournisseur de l'Afrique du Sud, leurs exportations atteignant 338 millions de livres sterling, devant l'Allemagne occidentale (299 millions de livres) et la Grande-Bretagne (280 millions). L'année 1976 pourrait toutefois s'inscrire comme une année exceptionnelle pour les exportations américaines, puisqu'une grosse commande de Boeing représentait l'an dernier une grande partie du total des ventes. La Grande-Bretagne, de son côté, était restée le premier fournisseur de l'Afrique du Sud jusqu'en 1974, année où elle fut supplantée par l'Allemagne de l'Ouest. Désormais, le Nigeria est le neuvième partenaire commercial de la Grande-Bretagne, tandis que l'Afrique du Sud arrive à la seizième place. Les exportations britanniques en Afrique noire se sont élevées en 1976 à 1 300 millions de livres sterling, le double de celles qui furent destinées à l'Afrique du Sud. A lui seul, le Nigeria avait alors acheté 774 millions de livres sterling de produits britanniques (1).

Nul ne s'étonnera dans ces conditions que Washington ait déroulé le tapis rouge pour accueillir le général Obasanjo lors de sa visite officielle : « La Nigeria est le pays le plus important d'Afrique, économiquement », a dit le président Carter, en lui souhaitant la bienvenue ; au banquet d'honneur, il s'adressa au dirigeant nigérien en le nommant son « camarade baptiste », et il ajouta : « En raison de ma propre ignorance de l'Afrique, il m'est utile d'avoir un conseiller comme notre ami, Obasanjo. »

En réalité, ce n'est pas seulement à cause de l'influence de son pays dans les affaires africaines que le général Obasanjo a reçu un tel accueil. Cet Etat d'Afrique occidentale est maintenant le deuxième fournisseur de pétrole de l'Amérique, ce qui constitue un élément stratégique dans la politique des Etats-Unis. En 1977, il aura expédié aux Etats-Unis en moyenne 31 % de sa production pétrolière totale — soit un million deux cent quinze mille barils par jour (2). Ces fournitures en provenance du Nigeria représentent environ un quart des importations pétrolières de l'Amérique, qui doit désormais importer presque la moitié du pétrole dont elle a besoin.

La Nigeria est membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Mais durant la dernière guerre au Proche-Orient, quand les

France (principalement des véhicules à moteur et des pièces de rechange) 1 900 millions de francs.

(2) Seule l'Arabie Saoudite expédie davantage de pétrole aux Etats-Unis : environ un million quatre cent quarante-cinq mille barils par jour. Mais le brut saoudien s'écoule également d'un autre côté : vers l'Europe, donc plus polluant, il est aussi plus élogieux. Le Nigeria est relativement proche de la côte est industrialisée des Etats-Unis, dont seul l'océan Atlantique le sépare.

## Un rival sérieux pour Pretoria

cisa qu'il considérait « le combat pour l'indépendance du Zimbabwe comme le prolongement du combat pour la liberté et la justice en Angola ». Au début de 1977, le général Garba menaçait d'actions de représailles tous ceux qui collaboraient avec Pretoria : « Nous connaissons fort bien l'ampleur des investissements de certains pays dans l'Afrique du Sud raciste. Nous connaissons tout aussi bien, et de première main, l'ampleur des investissements de ces mêmes pays en Afrique noire. Je puis dire, sans hésitation, que ces derniers sont plus grands. »

Il fallut attendre la conférence contre l'apartheid qui se réunit à Lagos en août dernier, sous l'égide des Nations unies, pour que les termes de l'alternative à laquelle l'Ouest était confronté soient précisés par le général Obasanjo. Il annonça alors que « les contrac-

tant étrangers connus pour entretenir des liens ou des ramifications avec l'Afrique du Sud se sont déjà vu interdire de participer à tout appel d'offres de tout genre ou de toute nature pour toute transaction ou pour tous travaux de construc-



## HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE

en six volumes, sous la direction de Pierre Lévy

Une histoire économique et sociale qui donne du fait du monde.

(Paris : Le Monde, 21 octobre)

Vient de paraître :

1 - L'OUVREMENT DU MONDE XIV<sup>e</sup> - XVI<sup>e</sup> SIECLE

Direction : B. DENASSAR et R. ROSSAU

5 - GUERRES ET CRISES 1914-1947

Direction : G. DUREUX

6 - LE SECOND XX<sup>e</sup> SIECLE 1947 A NOS JOURS

Direction : P. LECHE

Les tomes 2 - 3 et 4 paraîtront fin 1978

En vente en librairie

ARMAND COLIN

DU COURS MOYEN (8<sup>e</sup>-7<sup>e</sup>) AUX BACCALAURÉATS A.B.C.D.  
Pour les études en France de votre fils, un établissement catholique de second degré associé par contrat à l'enseignement public :

**L'ÉCOLE de SORÈZE**

INTERNAT DE PLEIN TEMPS - WEEK-END COMPRIS

ouvert aux enfants francophones,

scialement aptes à l'enseignement secondaire français.

GRAND PARC - ESCRIME - JUDO - EQUITATION

Ecrire : PERES DOMINICAINS - ECOLE DE SORÈZE

rue Locardale, SORÈZE - 81110 DOUGNE

Téléphone : (63) 50-10-11 et (63) 50-10-72

## Le Monde de l'éducation

Le numéro de décembre est paru.

**JOUETS ET LIVRES POUR ENFANTS**

5, rue des Italiens,

75427 PARIS CEDEX 09.

مركز التعليم



maintiendrait cette position en cas de nouvelle guerre. Devant l'Assemblée générale de l'ONU, le général Obasanjo a fait remarquer que le Nigeria soutiendrait pleinement les Palestiniens et qu'il continuerait à le faire « jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de chaque pouce de territoire coquis par la force des armes ».

Le président Carter accomplissait par là le problème pétrolier avec le gouvernement de Lagos au cours de la visite qu'il devait faire au Nigeria à la fin de novembre et qui a finalement dû être remise. Mais les Américains espèrent toujours persuader le gouvernement nigérian d'user de son influence au sein de l'OPEP pour empêcher, ou du moins modérer, les prochaines hausses de prix. Peut-être les Américains estiment-ils disposer d'un certain moyen de pression sur Lagos dans la mesure où les Nigériens attendent la délivrance de permis américains pour exporter aux Etats-Unis leur gaz naturel liquéfié. On a annoncé récemment à Lagos que les négociations pour la construction d'un complexe de gaz naturel liquéfié d'une valeur de 2500 millions de livres sterling, qui produira 2 milliards de pieds-cubiques par jour, en étaient à une phase « très avancée » et que les travaux commencent dès que les Etats-Unis auront accordé la licence. La législation américaine en matière

d'énergie, qui protège les producteurs nationaux, a jusqu'ici fortement gêné les fournisseurs étrangers soucieux de pénétrer sur le marché des Etats-Unis, mais le rude hiver de l'an dernier avait provoqué de graves pénuries de gaz dans le pays; la réduction des livraisons avait abouti à la mise au chômage d'un million trois cents ouvriers de l'industrie, et le président Carter a dû prendre une mesure législative d'urgence pour assurer la redistribution des livraisons. Il y a donc lieu de croire que les licences seront délivrées au Nigeria et, dans ce cas, les revenus en devises que ce pays tire de son gaz naturel pourraient dans les années 80 dépasser ceux que lui procure son pétrole.

Pendant son séjour à Washington, le général Obasanjo a donné quelques encouragements au plan anglo-américain de règlement pour la Rhodesie, mais il a dit au président Carter que « la lutte armée des opprimés est justifiée et sera couronnée de succès ». Il s'est montré pessimiste sur les chances d'une négociation pacifique qui exigeait de la confiance, « et ni M. Vorster ni M. Smith n'inspirent confiance ». Il a invité Washington à soutenir les aspirations des Africains en prenant des mesures plus énergiques à l'encontre de l'Afrique du Sud.

## Les choix du général Obasanjo : discipline et tradition

suite tout simplement parce qu'il était son second dans l'armée, bien que le gouvernement qu'il dirige continue, du moins officiellement, de suivre la voie politique tracée par Mohammed. Il est difficile de dire aujourd'hui si Mohammed était ou non motivé par des convictions idéologiques précises, car il n'est pas resté assez longtemps au pouvoir. En revanche, on sait quelle est la position idéologique du général Obasanjo.

Dans un discours récent prononcé à l'occasion de l'inauguration d'une école militaire à Jaji, le général a évoqué le genre de société qu'il souhaitait pour le Nigeria : « Je suis profondément convaincu que la décision de choisir entre le capitalisme et le socialisme et que l'énergie dépensée pour faire ce choix deviennent des facteurs de

de consommateurs qui se spécialisent dans les produits étrangers exotiques, d'où cette telle course à l'argent rapide et facile... Il existe dans notre société des inégalités marquées qui ne devraient



diversion et de gaspillage. » Il déplore que « la plupart des Nigériens, spécialement dans les centres urbains, préfèrent s'efforcer de tourner la loi plutôt que de s'imposer de la retenue, de la discipline et les sacrifices nécessaires pour se conformer à la loi, au bénéfice de toute la société. C'est l'égoïsme qui engendre l'indiscipline, le non-respect des lois et le désordre. Nous sommes devenus une nation

pas avoir leur place dans une société juste et équitable. » Le Nigeria, dit-il, est « encore un pays où les gens utilisent tous les moyens et stratagèmes déloyaux, y compris les relations en haut lieu, pour obtenir ce qui ne leur revient pas ». Ses remèdes ? Discipline et tradition : « Nous devons scruter notre culture et notre mode de vie traditionnel pour les adapter à l'ère moderne.

Les structures de la société nigérienne ont besoin d'être transformées — quoique les valeurs et les attitudes qui ont cours ne soient pas les plus convenables pour une transformation rapide ». Le chef de l'Etat souhaite « que dans chacun de leurs actes les Nigériens relèvent le défi consistant à forger un mode de vie nouveau et original qui puisse nous conduire à la grandeur, au contentement et au bonheur ».

Il ne fait pas de doute que les espoirs ainsi formulés par le général Obasanjo étaient sincères, mais ils semblaient davantage conçus pour servir une école de cadets du type britannique que pour diriger une nation aussi complexe et diversifiée que le Nigeria, pays euvré d'aspirations qui puissent galvaniser l'unité de ses habitants, un pays privé, en somme, d'une idéologie qui vaudrait les sacrifices que le général demande.

Selon les promesses du gouvernement militaire, le pouvoir doit

laines régions et de certains groupes d'intérêts, et l'on ne saurait s'en étonner puisque beaucoup de membres de la Constituante sont eux-mêmes qui, hommes politiques ou personnalités officielles, avaient conduit le premier gouvernement militaire du pays à l'effusion de sang et à la guerre civile.

Dans ce tableau, le seul facteur consistant est la politique étrangère, particulièrement à propos des problèmes de l'Afrique australe. Vraisemblablement, cette politique est élaborée par l'un des collègues du général Obasanjo, mais qui n'est pas le général Garba, commissaire chargé des affaires étrangères. Selon des sources informées à Lagos, ce serait le deuxième personnage de l'armée, le général de brigade Yar'Adua, chef d'état-major au quartier général suprême, qui inspirerait les décisions les plus radicales. Au mois d'août dernier, dans un discours radiodiffusé prononcé à l'occasion du deuxième anniversaire du coup d'Etat contre Gowon, le général Yar'Adua a insisté sur le fait que le Nigeria accordait déjà son assistance aux mouvements de libération et déclarait que les forces armées nigériennes s'apprêtaient à combattre à leurs côtés mal qu'elles n'en aient pas été sollicitées. A propos de la nécessité d'une idéologie nationale, il déclarait qu'il ne relevait pas de la responsabilité des militaires d'imposer une idéologie au peuple, mais beaucoup de Nigériens se souviennent des paroles qu'il eut un jour pour expliquer la congestion des ports, dont il attribuait la responsabilité à « un sinistre complot de saboteurs capitalistes ».

D'autres personnalités dans l'actuel gouvernement prônent des solutions radicales et pourraient trouver un soutien dans la jeunesse et auprès de tous ceux qui se trouvent déçus. Mais toute tentative pour modifier le cours constitutionnel qui a été assigné au Nigeria ne pourrait que déboucher sur une nouvelle période de dictature militaire, et cela peu de Nigériens le souhaitent. Actuellement, les passions politiques se concentrent fréquemment sur les problèmes de politique étrangère parce que l'acte le plus populaire de l'actuel gouvernement a été son défi à Washington. Au moins, parmi la jeune génération, on ne voit pas, pour le moment, d'autre terrain où puisse s'épanouir le rêve de fierté nationale.

SUZANNE CRONJE

## Affinités ethniques et intérêts d'affaires

du président nigérian a donné compte adopter pour influencer la décision politique américaine. Lors d'un dîner donné en son honneur par les dirigeants de la communauté noire à New-York, le général Obasanjo a pressé les Noirs américains et les Nigériens d'exploiter leurs affinités ethniques. Dans un discours prononcé à l'université Howard, il déclare que la contribution des Noirs à la civilisation humaine avait été complètement entravée ou escamotée par la domination coloniale. Il lança un appel aux universitaires noirs américains pour leur demander de redresser la balance et d'user de leur influence pour faire pression sur Washington. Il les invita aussi à apporter leurs connaissances au Nigeria pour l'aider à se développer.

En somme, il semble que la nouvelle loi du Nigeria dans la bonne volonté des Etats-Unis doit beaucoup à la conviction que M. Carter a été élu président grâce aux votes des Noirs et que c'est cette raison qui a incité son gouvernement à promettre d'œuvrer en faveur de la règle de la majorité en Afrique australe. Pour s'assurer que ces promesses seront tenues, le Nigeria a l'intention d'établir des liens solides avec la communauté noire américaine. Déjà, les organes de presse nigériens contrôlés par le gouvernement évoquent l'« utilité du modèle juif » qui permet aux juifs américains d'exercer un pouvoir et une influence en faveur d'Israël. Dans un récent éditorial, le Daily Times, le journal le plus important, concluait ainsi que « s'il est vrai, certes, que les Afro-Américains ne sont pas encore assez influents pour aider l'Afrique, nous le « garçon de courses des causes de l'impérialisme et du néo-colonialisme ».

mandat. Et la visite d'Obasanjo peut y contribuer ».

Cet argument a largement été exploité pour réduire au silence l'opposition interne que la visite du président et l'amélioration soudaine des relations avec les « impérialistes » avaient suscitées, en particulier chez les étudiants et les universitaires. Le général Garba avait déjà été forcé de défendre la crédibilité de M. Young quant à la politique étrangère américaine après que le diplomate américain eut publié une déclaration s'opposant à l'emploi de la force pour libérer l'Afrique australe. Un journaliste nigérian fit alors remarquer que « M. Young, malgré sa couleur, appartient dans sa quintessence à la classe moyenne américaine. Il ne peut pas se ranger à la non-violence chez lui et prôner à l'étranger une ligne opposée ». Des groupes de pression se sont formés au Nigeria pour presser le chef de l'Etat de prendre position en faveur de « la libération et la révolution en Afrique du Sud », dans la crainte que le désir de satisfaire ses besoins économiques ne conduise le Nigeria à se faire le « garçon de courses des causes de l'impérialisme et du néo-colonialisme ».

De tels soupçons ne pouvaient qu'être confirmés par certains propos tenus par le général Obasanjo devant des hommes d'affaires à New-York et selon lesquels le Nigeria « peut ultimement être surpassé comme proposition » pour réaliser de bonnes affaires. Ou encore : « Au Nigeria, les marges de profit sont restées confortables, les stimulants abondent et la concurrence n'est pas encore accablée par d'anciens milieux d'affaires ».

## BIBLIOGRAPHIE

### «L'expérience socialiste somalienne», de Philippe Decraene

ALORS que ce pays se trouve, depuis quelques mois, au centre de l'actualité africaine, l'ouvrage de Philippe Decraene est le premier en France à présenter la Somalie sous son aspect socialiste. Sa lecture permet de se forger une opinion plus précise sur les causes et les péripéties si complexes du conflit de la corne d'Afrique, en offrant une vue d'ensemble inédite de l'un des principaux protagonistes. Travaillant sur des documents « introuvables », telle cette Chronique de la révolution somalienne, rédigée en 1973 par un membre du P.C.I., puis retirée de la circulation à la demande des autorités de Mogadiscio, l'auteur a également effectué plusieurs séjours professionnels dans le pays. La connaissance des hommes et du terrain qu'il y a acquise apporte à son ouvrage l'indispensable compréhension des phénomènes socio-politiques et de leur évolution. L'abondance des informations qu'il fournit, tant sur l'économie que sur l'histoire ou sur la vie politique du pays, concourent à l'intérêt de sa lecture.

Qui connaît en Europe la révolte de Mohammed Abdullah Hassan, le « mad mullah » poète et guerrier prestigieux, héros national de la Somalie indépendante, dont les troupes furent vingt ans durant les Britanniques en échec ? Si l'unification de la Somalie italienne et du Somaliland anglais reste présente à l'esprit, se souvient-on que ce n'est qu'en 1965 que la Grande-Bretagne céda à l'Ethiopie les « restes » de l'Etat de l'« Ogaden », créant avec cette Alsace-Lorraine somalienne les éléments du conflit qui éclate aujourd'hui ? Decraene s'attache à rappeler l'unité fondamentale de la nation somalienne, par son action en profondeur, la politique culturelle du régime de M. Syad Barre a renforcée : mise au point d'une

transcription en caractères latins du swahili devenu l'unique langue officielle, campagnes d'alphabétisation systématiques : pas une occasion n'est manquée de faire revivre et d'exalter la culture nationale. Si les traits originaux et souvent positifs du socialisme somalien sont soulignés, tels que « l'auto-assistance » par le volontariat collectif, l'auteur ne néglige pas d'en présenter les difficultés : la principale relève sans doute, de l'obstruction de l'Etat à séculariser ce peuple de nomades, profitant au besoin de la terrible sécheresse qui frappait la région il y a peu d'années. Il était malaisé pourtant de se procurer des informations sur les campagnes dans un pays où tout déplacement à plus de 40 kilomètres de la capitale est soumis à autorisation. Les positions somaliennes en politique étrangère font l'objet d'une claire analyse qui détaille l'évolution récente de ses rapports avec les principaux partenaires. En annexe, la biographie des principaux dirigeants et la composition des organes de direction du régime. Depuis que « Hoga » (l'armée) a donné au pays son orientation socialiste, complètent l'étude.

La thèse fondamentale de Philippe Decraene, dont cet ouvrage se veut la démonstration, reste que, pour les dirigeants somaliens, le socialisme scientifique qu'ils déclarent ne saurait s'accommoder d'aucun compromis avec leur nationalisme sans faille. Il n'hésite pas à affirmer, en avertissement, que « s'ils veulent à estimer demain que le choix socialiste n'est plus utile à leur pays, il est hors de doute qu'ils renonceraient aussi aisément à l'expérience en cours qu'ils ont déjà renoncé à l'alliance avec l'Union soviétique ».

★ Philippe Decraene : L'expérience socialiste somalienne, Editions Berger-Leclercq, Paris, 1977, 224 pages, 49 F.

C. B.

## Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Fragne, Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires.



الخطوط الجوية الجزائرية AIR ALGERIE

## PARIS XVII<sup>ème</sup>

Monceau résidentiel à proximité de l'Etoile  
immeuble de luxe  
148 bis Av. de Wagram  
2 à 7 PIECES  
et DUPLEX  
avec terrasse  
9.500 F le m<sup>2</sup>  
prix ferme et définitif

## REALISATION FONCIMMO

Renseignements et vente

GEFICO  
63, Bd de Courcelles  
75008 PARIS  
Tél. 924.83.96

complexe décor de bureau contemporain en cuir et acier

**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER

14, PO-SH-HONORE - 27 bis, RD WAPFILL - 34, AV. VICTOR-HUGO  
PALAIS DES CONGRES, PTE MARLOT - PARIS



## Au-delà de l'affaire Croissant

# LES DROITS DE LA DÉFENSE

Les conditions dans lesquelles M. Klaus Croissant a été extradité semblent bien indiquer que les gouvernements concernés ne sont plus tellement sûrs de leur autorité. Convaincu de son bon droit, le gouvernement français n'eût certes pas manifesté un tel souci d'éviter tout recours devant une instance supérieure. Persuadés de la solidité de leur dossier, les autorités allemandes se fussent bien gardées d'annuler le mandat du 15 juillet sur lequel la chambre d'accusation, à Paris, avait fondé son avis ; elles ne lui eussent pas

substitué une nouvelle inculpation que le tribunal français avait jugée irrecevable. De bout en bout, ce

### Du légalisme au conformisme

qui a triomphé, c'est le mépris du droit. Notion aussi abstraite que formelle ? Non pas, car c'est aussi le mépris de l'homme et des seules garanties que puisse offrir un régime démocratique.

## De quelques ministres et du terrorisme d'Etat

Par CLAUDE JULIEN

EN extraditant M. Klaus Croissant, le gouvernement français n'a nullement « bafoué le droit » : il n'a fait preuve d'aucune « précipitation » puisqu'il avait « soigneusement délibéré sa décision » avant même l'audience de la chambre d'accusation. Il est faux de prétendre que l'intéressé aurait été privé d'un légitime recours en Conseil d'Etat, que le gouvernement français, cédant au « diktat du gouvernement allemand », aurait exercé des « pressions » sur les magistrats, et qu'au bout du compte le principe du droit d'asile aurait été violé. M. Alain Peyrefitte a ainsi dissipé les doutes et les soupçons qui avaient pénétré la conscience de nombreux Français appartenant à des tendances politiques fort diverses (1). Par une argumentation rigoureuse, le ministre de la justice a balayé les objections nées de scrupules excessifs. Mieux, par sa froide logique, il a réduit à néant des spéculations hautement émotives, entraînées par des esprits peut-être moins innocents qu'ils ne le prétendent. Deux points, cependant, méritent d'être précisés, faute de quoi l'analyse, que le garde des sceaux n'a pas poussée jusqu'à son terme, se défilait elle-même.

« Les terroristes », écrit en effet M. Peyrefitte, ne connaissent pas de frontières. Ils parviennent à établir des liens entre eux. (...) Pourquoi les terroristes auraient-ils le droit de se concerter, et non les Etats ? (...) La réponse à cette menace est plus aisément concevable entre des pays (...) où l'on observe les mêmes exigences à l'égard du respect de la démocratie, de la liberté, de la justice. (...) Tel est le cas des nations de la Communauté européenne.

Tel est aussi, sans doute, le cas de l'Iran ? Le jour même où la France extraditait M. Croissant, le chah était en visite officielle aux Etats-Unis avant de s'entretenir, à Paris, avec M. Giscard

d'Estaing. A cette occasion, Washington fut le théâtre de violents désordres, dont l'ampleur rappelait les manifestations contre la guerre du Vietnam ou les émeutes raciales ; les nuages de gaz lacrymogène arrivèrent jusqu'aux pelouses de la Maison Blanche où le président Carter assuait son hôte. Rien de tel à Paris, où l'on enregistra cependant des protestations du parti communiste, de la C.G.T., du parti socialiste, etc. Dans les deux capitales qui accueillirent le chah, on fit mine d'oublier que le régime iranien ne respecte guère « la démocratie, la liberté, la justice » que M. Peyrefitte souhaite, à juste titre, défendre par une étroite coopération entre les Etats. Le problème n'est certes pas nouveau. Voilà un peu plus de dix ans déjà que de violentes manifestations, au cours desquelles un étudiant allemand fut tué par la police, saluèrent à Berlin une visite officielle du chah : c'étaient les premières pas d'une contestation étudiante dont certains meneurs devinrent les terroristes de la « bande à Basadre ». Alors, comme aujourd'hui, la répression et la torture, en Iran, étaient de règle. Alors, comme aujourd'hui, on se montrait discret à ce sujet, car, ce qui importait, c'était, pour la défense des positions de l'Occident, le rôle stratégique de l'Iran dans une région troublée ; car aussi d'importants intérêts économiques étaient en jeu : aujourd'hui, pour Washington, il s'agit de six ou huit réacteurs nucléaires et d'une centaine d'avions militaires à livrer ; pour Paris, de deux centrales nucléaires, d'une usine de montage Peugeot, d'une dizaine d'Alrhubs. Avec, en plus, ce dont il n'était pas question en 1967 : la prise de position du chah en faveur d'un blocage du prix du pétrole, il a dit à Washington, redit à Paris. Et, aujourd'hui comme hier, les droits de l'homme sont systématiquement bafoués en Iran. Ce terrorisme d'Etat,

devant lequel se résignent tant de puissances, ne serait-il pas plus redoutable que le terrorisme pratiqué par des groupes de quelques dizaines d'individus traqués par les polices européennes ? Les gouvernements respectueux « de la démocratie, de la liberté, de la justice » peuvent-ils accepter une définition sélective du terrorisme ?

Dans les jours qui précèdent ce déplacement du chah d'Iran, M. Michel Poniatowski, envoyé spécial du président de la République française, s'entretenait en Argentine avec le général Videla et au Brésil avec le général Goulart. Bien que ces deux pays ne se montrent pas très exigeants à l'égard « de la démocratie, de la liberté, de la justice », Paris entretient avec eux des relations aussi cordiales qu'avec ses voisins européens. La lutte contre le terrorisme ne figurait certes pas au centre des entretiens de M. Poniatowski à Buenos-Aires et à Brasilia, deux autres capitales du terrorisme d'Etat.

Le 22 novembre, c'était M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, qui arrivait au Brésil. Le même jour, dans la banlieue de Rio, on découvrait sept cadavres criblés de balles, les victimes ayant été préalablement torturées par l'« Escadron de la mort » qui, depuis le début de l'année, a causé la mort de cent deux personnes. Washington fournit même au Brésil 54 tonnes d'armes antichar. Auparavant, M. Cyrus Vance était passé à Buenos-Aires, où Mme Patricia Derian, son assistante pour les droits de l'homme, avait remis au gouvernement argentin la liste de sept mille cinq cents personnes disparues, assassinées ou arbitrairement détenues dans le plus parfait mépris des droits de la défense. Le 24 novembre, toujours à Buenos-Aires, deux journalistes (de la Voix de l'Amérique et de la B.B.C.) qui s'entretenaient avec une solennité de même de disparus ont été arrêtés et interrogés pendant sept heures par la police.

M. Michel Poniatowski, pour sa part, a remis au général Videla un « message d'amitié ». Après quoi, comme les journalistes l'imposaient au sujet de la politique du président Carter en faveur des droits de l'homme, l'envoyé spécial du président de la République a fait la déclaration suivante, largement reprise, on s'en doute, par les journaux argentins et par l'agence de presse officielle : « La première condition des droits de l'homme et de la liberté et du progrès, c'est d'extirper le terrorisme auquel nous sommes tous soumis. C'est la condition sine qua non. Le terrorisme constitue une situation de guerre et tous les Etats sont solidaires pour le combattre. La France est solidaire de toutes les luttes contre le terrorisme. »

Il faudra bien qu'un jour le gouvernement de la République française explique comment il peut concilier, d'une part, sa coopération avec d'autres gouvernements démocratiques pour lutter contre le terrorisme, d'autre part, sa coopération avec des gouvernements qui, sous un coup de force, pratiquent, sur une vaste échelle, le terrorisme d'Etat.

### L'insupportable contradiction

LE ministre de la justice ne semble pas avoir perçu cette contradiction. Qu'il veuille donc prendre connaissance de quelques lignes extraites d'un texte de plusieurs pages. Son auteur, Brétilien, est diplômé de l'université de Paris, cette capitale du droit d'asile où tant de ses compatriotes, comme l'a justement rappelé M. Peyrefitte, ont trouvé refuge. Il a été torturé, a refusé de signer des aveux. Traduit devant un tribunal, il a fait inscrire au procès-verbal de son jugement des déclarations d'une grande dignité. Il s'exprime à la troisième personne :

« Le prévenu (...) fut aussitôt placé sur l'instrument de torture appelé « perchoir de perroquet ». Bien que cet instrument de torture soit amplement connu, le prévenu considéra comme important de préciser que (...) l'instrument consistait en deux chevaux de bois

de 1 m 50 de hauteur, l'un de barres de bois et l'autre de métal, dans leur partie supérieure, de rainures où s'insère une tige de fer de 25 millimètres de diamètre environ. Les poignets et les chevilles du prévenu furent entourés de bandes de tissu et attachés avec des cordes. Puis il fut assis par terre de telle sorte que ses genoux fussent placés entre ses coudes. On introduisit, dans l'espace ainsi formé, la tige de fer et dessous mentionnée, puis on la souleva et on la fit sauter les chevaux. Alors, plusieurs individus se mirent à le frapper avec divers instruments (...) pendant qu'un autre attachait aux extrémités de ses membres les fils d'un instrument destiné à déclencher des chocs électriques. (...) Le prévenu resta plusieurs heures sur le « perchoir de perroquet »...

« Après un évanouissement plus prolongé que les autres, le prévenu fut détaché et on appela quelqu'un pour vérifier sa pression artérielle. Il fut ensuite placé sur l'instrument de torture appelé « trône du dragon ». Il s'agit d'un fauteuil grossier dont le siège est constitué d'une plaque de fer galvanisé. (...) Une fois immobilisé, le détenu fut soumis aux chocs électriques... »

La suite est encore pire. De 19 h 30 à 10 heures le lendemain matin, interruption d'une heure. Reprise jusqu'à 18 heures. Interruption de deux heures. Puis, pendant deux jours, une ou deux séances de plusieurs heures par jour. Ce n'était pourtant qu'un début... Et cependant, la « prévenu », devant ses juges, a eu la force morale et intellectuelle de relever les erreurs contenues dans l'acte d'accusation, de plaider pour ses co-détenus qui « disparaissent » avec une étonnante facilité, d'esquisser les grandes lignes du régime qu'il souhaite pour son pays une fois abattu le terrorisme d'Etat avec lequel les nations démocratiques entretiennent de si bonnes relations commerciales et de si loyales relations politiques. (...) Il est hautement souhaitable que les pays démocratiques coordonnent leurs efforts en vue de lutter contre le terrorisme, en consacrant les plus grands efforts à celui qui constitue le plus grave menace : le terrorisme d'Etat. Or que voit-on ? Ces mêmes pays démocratiques qui se proposent, selon les mots de M. Peyrefitte, de mettre au point, en commun, « des instruments juridiques nouveaux (...) de manière à permettre une lutte efficace contre le terrorisme », se livrent simultanément une concurrence acharnée pour obtenir les faveurs commerciales de régimes dans lesquels tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un groupe terroriste tout-puissant. Parallèle politique l'insupportable de survie à une aussi grave contradiction, porte en elle les germes destructeurs de nos libertés et, si le mot ne paraît pas trop désuet, de notre honneur d'hommes libres.

Ce raisonnement, pendant longtemps,

Sans dramatiser, l'affaire n'a de sens que si elle préluce à de nouvelles contraintes imposées par des gouvernements qui doutent d'eux-mêmes. Ils doutent, car la crise économique qui se prolonge et s'aggrave les menace bien plus que ne pourrait le faire un groupe ayant choisi la violence. En brandissant l'épouvantail d'un terrorisme que condamnent à la fois la morale et le réalisme politiques, ils désignent des boucs émissaires, s'efforcent de jouer sur la peur pour regrouper leurs troupes. Au bout de ce chemin, il y a, nécessairement, le conformisme qui étouffe toute vie sociale.

Un pas de plus peut-il être franchi dans cette direction ? Armando Uribe et Jacques Amalric rappellent comment sont violés les droits de la défense dans des régimes pourtant fort différents mais qui ont en commun un même goût de cet ordre stérile qui est la négociation institutionnalisée de la dignité humaine. De tous les terrorismes, le plus redoutable est celui que les Etats eux-mêmes peuvent pratiquer.

### < En droit strict >

UN second point mina par l'intérieur la brillante démonstration du ministre de la justice et la politique qu'il s'agissait de justifier. M. Peyrefitte reprend à son compte les propos d'un juriste qui, tout en critiquant la décision d'extrader M. Croissant avant que le Conseil d'Etat ait pu se saisir du dossier, écrit, vaillant que, « en droit strict », le gouvernement français était fondé à agir comme il l'a fait.

« En droit strict » ? Mais encore faudrait-il que toutes les décisions du gouvernement fussent, elles aussi, prises conformément au droit, faute de quoi ce légalisme, s'il était exceptionnellement réservé à M. Croissant, deviendrait suspect. Et sans doute légitime. D'autres cas, dans lesquels l'extradition a été refusée, ont été cités, et aucun ministre, aucun magistrat ne les ignore. Le droit serait-il donc moins « strict » qu'on veut bien le dire ? Certes, et pas seulement en matière d'extradition.

Si le ministre de la justice déclare, dans tous les domaines, faire « strictement » prévaloir les règles du droit, la tâche qu'il s'entreprend en faisant extradier M. Croissant l'entraîne fort loin... Sans même réclamer une législation nouvelle, mais par l'application effective des textes en vigueur, il bouleversera la société, éliminant des privilèges qui, « en droit strict », ne peuvent être tolérés, restaurant pour tous la plénitude des droits qui leur sont constitutionnellement garantis. Et alors, dépassant ce droit enfin « strictement » appliqué, le pouvoir pourra peut-être porter plus haut ses ambitions et faire preuve d'un peu de hauteur de vue, de courage, de générosité. La société qu'on veut défendre n'en sera pas moins forte, bien au contraire. Elle en sera plus humaine.

### Petit sottisier franco-allemand

SUCCEDANT à l'évasion du SS Herbert Kappler, l'« affaire Croissant » a provoqué, de part et d'autre du Rhin, des commentaires d'un assez remarquable niveau intellectuel. C'est ainsi que Die Welt (3 septembre) écrivait : « En fait, on pourrait croire que Croissant a pris en charge la rédaction du Monde » ; ce qui ne manqua pas, pour le journal du groupe Springer, d'entraîner de fâcheuses conséquences : « La civilisation française (11) et l'amitié franco-allemande sont, dans certains secteurs de ce pays, à un niveau désespérément bas. »

Rien de tout cela n'était fortuit. La Bild am Sonntag (4 septembre) avait fort bien vu que ce tintamarre était le fruit d'une « systématique campagne de haine, organisée contre l'Allemagne » dans l'intention précise de rassurer ce que le Hamburger Morgenpost (24 septembre) appelait « l'image démodée de l'ennemi héréditaire allemand ». Les efforts déployés pendant trois décennies pour fonder sur des bases solides l'amitié entre deux peuples voisins étaient brutalement niés par ces « poubelles d'ordures politiques » qui, selon la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 13 septembre, sont déversées sur la République fédérale. « Poubelles ? Le mot est trop faible. Pour le Welt du même jour, c'est plutôt d'un « déluge d'insultes » qu'il s'agit.

Fort heureusement, cette indignation n'eut qu'un temps. Discret pédagogue qui sait reconnaître les efforts méritoires, la Frankfurter Rundschau (19 septembre) faisait succéder l'éloge au blâme : « Maintenant que le Monde » a lui-même rectifié ses points de vue, l'amitié franco-allemande et la réconciliation, du moins en ce qui concerne la presse, sont à nouveau en vue. » Soudainement...

Si l'on veut bien ne pas voir là une marque de chauvinisme, il faut reconnaître que, dans ce sottisier, c'est quand même à un intellectuel français que revient la palme : « Pendant la troisième semaine d'octobre 1977, la civilisation a vacillé », et elle ne s'est pas définitivement effondrée, c'est grâce à « Helmut Schmidt (qui) a dû prendre sur lui la responsabilité suprême ». C'est signé Alfred Fabre-Luce, dans le Figaro du 3 novembre. Et, l'avocat Croissant ayant été livré aux autorités de Bonn, l'amitié franco-allemande est à son zénith. Le croire serait nous préparer à de tragiques déconvenues.

### Quand Paris refusait d'extrader un terroriste

IL fut un temps où la France refusait d'extrader non pas, certes, un avocat, mais l'auteur d'un attentat contre un chef d'Etat étranger. Il est vrai qu'alors la presse n'était pas seule à s'émouvoir et que le Parlement lui-même faisait connaître sa réprobation de l'éventuelle livraison d'un homme à une police étrangère qui le réclamait avec insistance. Le gouvernement de l'époque, pourtant très bourgeois, se garda bien de céder aux fortes pressions des professionnels du maintien de l'ordre.

Le 19 novembre 1975, un dénommé Hartmann faisait sauter, près de Moscou, le train dans lequel aurait dû se trouver le tsar Alexandre II, puis se réfugiait en France. Cinq ans plus tard, le préfet de police, L. Andrieux, relatait ainsi les événements qui suivirent (1) :

« Le 15 février, l'ambassade de Russie m'avisa que ses agents secrets suivaient Hartmann, et me demanda de le faire arrêter. »

« Il ne me vint pas à la pensée qu'un préfet de police, en de telles circonstances, pût se demander quel était son devoir, ou hésiter à l'accomplir. »

« Je n'avais pas à me prononcer sur la question d'extradition, que le gouvernement seul pouvait trancher. Je prenais en quelque sorte une mesure conservatoire en mettant sous la main du gouvernement français l'homme sur le sort duquel il aurait à statuer. »

« Si j'avais refusé de procéder à l'arrestation ; si, prétendant avoir besoin d'en conférer d'abord avec les ministres, j'avais laissé à l'auteur de l'attentat de Moscou le temps de se soustraire aux recherches, n'est-ce pas alors que j'aurais trahi moi-même, en rendant l'extradition impossible, la question qui échappait à ma compétence ? N'aurais-je pas gravement engagé, avec la mienne, la responsabilité de mon gouvernement ? (...) »

« L'émotion qui se produisit bientôt et l'irritation qui se manifesta parmi mes collègues de la Chambre s'expliquaient surtout par l'ignorance des règles constamment suivies en matière d'extraditions pour crimes commis à l'étranger. »

« Tous les jours, les polices étrangères, sur un simple télégramme du préfet de police, mettent en état d'arrestation provisoire ceux de nos nationaux qui leur sont signalés comme ayant commis un crime sur le territoire français. »

« Les pièces justificatives, les mandats de justice, les arrêtés de condamnation sont transmis plus tard, lorsque, dans les formes régulières, l'extradition est demandée. »

« Mais l'arrestation provisoire n'est jamais refusée, même par les nations les plus jalouses de leurs droits. L'Angleterre, la Belgique, la Suisse, procèdent constamment ainsi, sur de simples dépêches de la police française, et elles rencontrent chez nous une juste réciprocité (...). »

« Le gouvernement sur le sort de ne pas prendre une résolution immédiate. S'il eût pris l'initiative d'extrader Hartmann, il n'eût pas eu à calandrer le reproche de subir la pression de la Russie ; s'il eût été immédiatement décidé à refuser l'extradition, il n'eût pas paru céder à l'attitude communautaire d'une partie de la presse et du Parlement. Le gouvernement hésita (...). »

« Peut-être eût-il été plus digne de rappeler à la Russie que (...) l'extradition n'est généralement pas accordée pour attentats politiques. De nombreux précédents pouvaient être évoqués : il suffisait de rappeler qu'en 1871 et 1872 toutes les puissances nous avaient refusé l'extradition des membres de la Commune, condamnés comme coupables de l'assassinat des otages. »

« (...) Les préjugés de la majorité prévalurent. La demande d'extradition fut repoussée (...). Ce ne fut pas sans émotion que je notifiât (à Hartmann) l'ordre de sa mise en liberté (...). J'admettais pour le crime politique les mêmes explications que pour le crime de droit commun (...). Mais le sentiment n'a pas l'inflexibilité de la justice, et quand le devoir est accompli, le magistrat ne saurait considérer avec la même sécheresse le vulgaire assassin et le fanatique qui a donné sa vie pour le succès d'une idée, si injuste qu'elle soit. »

(1) Souvenirs d'un préfet de police, par L. Andrieux. Edit. Jules Bouffé et Cie. Paris, 1980, pages 195 à 200.

مركز الأبحاث

autorobles  
PEUGEOT  
SODEXA  
LE MEILLEUR CHOIX A PARIS





MANIFESTATION D'AVOCATS FRANÇAIS À PARIS CONTRE L'EXTRADITION DE M. ELIAS CROISSANT.

## EN AMÉRIQUE LATINE

# La dictature et les lois de l'enfer

Par ARMANDO URIBE \*

D E même que chez les Romains, la profession d'avocat était considérée en Amérique latine comme une fonction digne, au service des citoyens et de la chose publique. Certes, la pratique n'était pas toujours conforme à cette vision. Dans son *Chant général*, mine de renseignements sur la réalité du continent, Pablo Neruda définit deux types de juristes ignobles qui hantent l'Amérique des dictatures : l'avocat du dollar, au service de l'étranger et non de la Cité, et le bachelier qui, au grand dommage du public, fournit aux tyrans leurs lois *ex post facto*.

Cependant, depuis la conquête et encore aujourd'hui, l'honneur fut préservé par une troisième lignée d'hommes de droit qui, comme les grands clercs du système séculier à partir de Las Casas, luttèrent pour la justice en Amérique. Honnis par les puissances et balayés par le pouvoir, ils ont toujours été minoritaires. Ils se sont encore plus à présent. Défendre les ennemis de la violence étatique devient aux yeux des dictateurs une forte présomption de complicité dans des actes contraires à la « sécurité nationale » cette nouvelle idole du forum autocratique.

Ainsi les avocats des prisonniers politiques sont à leur tour emprisonnés, les mandataires des exilés sont eux-mêmes exilés et les défenseurs des disparus disparaissent.

### Arrêtés, enlevés, exilés...

CRÉERA-T-ON à l'exagération? Trois exemples parmi des centaines, illustrent ces phénomènes barbares. Herman Montenegro, avocat de prisonniers politiques chiliens au nom du Comité des Eglises pour la paix (collectivement Vicariat de la solidarité), fut longuement détenu en 1975 dans un camp de concentration de la jungle à la suite de plaintes qui dépeignaient aux militaires, tandis que d'autres défenseurs, heureusement pour eux, étaient simplement rayés de l'ordre. En 1976, les avocats chiliens Eugenio Velasco, ancien doyen de la faculté de droit, et Jaime Castillo, ancien ministre (démocrate chrétien) de la justice, pour avoir dénoncé par écrit à l'Assemblée de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains) réunie à Santiago les empiétements du régime de Pinochet dans le domaine judiciaire, furent enlevés dans leurs cabinets, malmenés, ligotés et conduits à l'aéroport, d'où l'avion qui les attendait à leur insu les transporta sans documents et sans argent, à Buenos-Aires. Ils devaient ainsi des exilés par force majeure : ils le restent encore ; M. Castillo a engagé cinq recours devant les tribunaux, mais les magis-

trats n'ont pas cru pouvoir examiner le contenu de l'ordre d'expulsion puisque, d'après le gouvernement, sans plus d'explication, le fonde sur les « nécessités nationales » ; en désespoir de cause, avocat-général d'un avocat qui ne peut plus se fier à la procédure judiciaire de tradition occidentale, il vient de terminer à Caracas une grève de la faim.

Le troisième exemple est encore plus récent et a trait à l'Argentine. En 1977, il y a quelques semaines, plus d'une centaine d'ouvriers d'une usine Renault à Cordoba, dont les travailleurs s'étaient mis en grève, furent détenus et, en vertu du mécanisme qui, en Amérique latine, commence à remplacer les prisons et les camps, « disparurent ». Leur avocat M. Maria Argüello, « disparut » le 2 septembre dernier. Plus de grévistes ennemis de l'Etat, plus d'avocat ami de la vérité. L'Occident chrétien est seul.

La plupart des grandes affaires de justice politique, tant internes qu'internationales, tournent en dernière instance autour des droits de la défense. Que l'opinion soit émise par des affaires qui relèvent de la procédure judiciaire n'est pas un signe de byzantinisme mais de civilisation. Quand, désabusée, la société devient aveugle aux témoignages de la justice, les abus acquièrent droit de cité, se font un état, se proclament l'Etat. Intellectuels ou hommes d'esprit libre, la vocation des clercs a toujours été de s'emparer des grandes causes de violation des droits de la défense pour en faire leur propre affaire. Rien importe qu'ils connaissent ou non un succès immédiat. L'affaire Dreyfus ne tournait-elle pas sur des points de procédure, pièces secrètes, présomptions implicites, documents non communiqués à la défense ?

Dans toutes les grandes affaires de justice politique, les plus graves atteintes aux droits de la défense se ressemblent : « preuves » par inférence, pré- ou post-fabriquées, incontestables puisqu'elles n'admettent pas de contradiction et de toute façon imparfaitement connues des défenseurs ; interférences du souverain, directes ou sous-main, faisant savoir ou deviner aux juges le bon plaisir de l'exécutif, ou son secret ; constitution de tribunaux d'exception à compétences rétroactives ou spécialement définies ; état d'esprit irrationnel suscité par le pouvoir, cette force morale dont parlait Pascal : « La force est la reine du monde, et non pas l'opinion. Mais l'opinion est celle qui use de la force. C'est la force qui fait l'opinion. »

Ce fut par ces moyens qu'en France on mena les affaires Fouquet, Calas, Dreyfus ; et aux Etats-Unis les affaires Sacco et Vanzetti ou Rosenberg. Ce fut par ces moyens tyranniques, en les outrant, que des procès célè-

bres eurent lieu dans la Russie sainte ou profane, et qu'ils ont lieu de facto, aujourd'hui, dans l'Amérique des dictatures.

### La raison d'Etat

LES principes de la défense, dont on doit se réclamer face aux outrages judiciaires, étaient déjà définis sous l'Ancien Régime, par Voltaire et Beccaria sur le continent, par la *Common Law* en Angleterre. Ils se rattachent au droit naturel des théologiens du seizième siècle, ces internationalistes qui régulaient le tyranisme, la rébellion juste et la juste guerre. Victoria et Suarez. Ce sont des principes chrétiens non moins qu'humanitaires. La Révolution américaine et la Révolution française les légifèrent en leur donnant la force de la loi positive.

Mais à présent, sous le leurre de notions idéologiques et politiques répressives, comme l'« internationalisation de la lutte contre le terrorisme » et la « protection de la sécurité nationale », les pouvoirs cherchent à réintroduire dans la vie sociale le vieux concept de la raison d'Etat dans sa version d'avant la Révolution française.

La raison d'Etat. Cette règle selon laquelle le détenteur du pouvoir choisit le « moindre mal ». Mais, pour celui qui en est la victime, le moindre mal devient le mal absolu, l'injustice, bien souvent la mort. L'injuste distribution du moindre mal est le véritable « secret d'Etat » de ceux qui gouvernent au nom de la raison d'Etat.

Si on accepte que l'Etat soit la coercition consentie (et, en démocratie, préalablement consentie), les actes commis au nom de la raison d'Etat portent en réalité atteinte à l'Etat. Tôt ou tard, ils mettent en doute la validité du consentement, et dans l'immédiat ils renforcent l'appareil de coercition. En, on le sait, la pure coercition, sans consensus, sans hégémonie idéologique, est, sans plus de mots, la dictature.

Si, dans une démocratie, les droits de la défense sont méconnus ou éludés, les droits substantiels de la personne humaine deviennent incertains. Ils peuvent bien être reconnus par la loi et même par la pratique sociale, il suffit que la société et l'économie entrent en crise ou qu'ils se heurtent aux intérêts (et à la force) des militaires de l'Etat pour qu'on ne puisse plus assurer qu'ils seront respectés.

Or l'incertitude qui plane sur la capacité de faire valoir le droit est

\* Ancien ambassadeur du gouvernement Argentin à Paris, professeur associé à l'université de Paris-1.

l'une des principales caractéristiques de la dictature, notamment de la dictature latino-américaine contemporaine. C'est de cette incertitude que se dégage l'arbitraire social, la peur, le terrorisme lui-même. Si un seul citoyen ne peut pas efficacement prouver qu'il est innocent, c'est que tous sont présumés coupables. S'il en est ainsi, la dictature devient nécessaire.

Dans cet appendice de l'Occident chrétien qu'est l'Amérique latine, les débats d'opinion sont impossibles, les grandes causes publiques, les affaires politiques et judiciaires ne peuvent pas être soulevées. Dans la plupart de ces pays, tous sont coupables, il y a donc dictatures. Les avocats vaquent à leurs petites affaires de droit privé pour ne pas se voir octroyer de longues vacances par l'exil (public) ou des loisirs définitifs par la mort (secrète).

Les femmes des défunts prennent alors la relève. Jour après jour, surtout quand arrive le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, de « vieilles folles » — selon la police

argentine — orient dans les rues de Buenos-Aires : quand M. Landau, ambassadeur des Etats-Unis, présente à Santiago ses lettres de créance, des femmes sortent des photographies de leurs maris et de leurs fils, de leurs frères disparus et, pour constat d'identité, sont vite conduites au commissariat de police.

Quand les droits de la défense, dont les avocats sont les instruments, tombent en suspens, quand on qualifie rétroactivement ou présomptivement la défense de délit politique, ou, pis encore, de délit de droit commun, quand le résultat néfaste des actes du défendu est attribué au défendeur, au mépris du rapport de causalité logique et des limites de l'intention coupable, la triste légion des victimes de la justice n'est pas loin.

Les démocrates ne doivent pas oublier ce que Faust disait à Méphisto : « Même l'enfer a ses lois (1) ».

(1) Première partie, traduction de Gérard de Nerval.

## En Uruguay, des avocats coupables au même titre que leurs clients

M<sup>r</sup> SCHURMANN, cinquante-cinq ans, qui n'a jamais eu d'activité politique, a été arrêté à Montevideo le 30 septembre dernier. Professeur de droit, il fut pendant plusieurs années nommé, par la Cour suprême, avocat d'office pour assurer la défense d'inculpés politiques. Il est maintenant poursuivi pour avoir assuré la défense d'un inculpé qui ne lui aurait pas fourni une déclaration écrite le chargeant d'assurer sa défense. M<sup>r</sup> Schurmann assure qu'une telle déclaration figurait bien dans le dossier, ayant constaté sa disparition, il aurait fourni une seconde attestation qui, à son tour, aurait disparu. Moyennant quoi, il est inculpé des trois chefs suivants :

- Assistance à une organisation subversive, pour avoir agi de sa propre initiative, sans avoir été mandaté par son client qui appartient à une organisation subversive ;
- Usurpation de fonctions, pour s'être ainsi substitué au défenseur militaire désigné d'office en l'absence d'une autorisation écrite de l'inculpé ;
- Offense à la cour, pour avoir protesté lors de son arrestation et de son inculpation.

Rappelons que, dans tous les pays civilisés, au cas où une déclaration écrite de l'inculpé désignant l'avocat de son choix ne figure pas au dossier, l'avocat est simplement prié de fournir une telle déclaration.

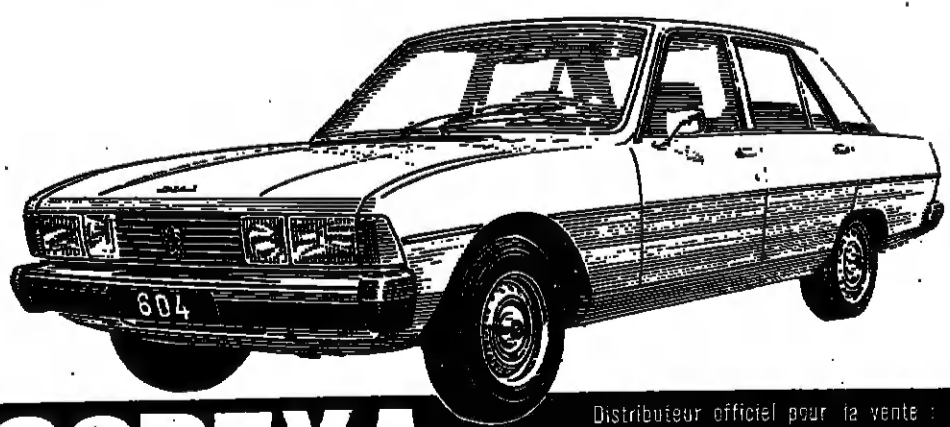
M<sup>r</sup> Fraga, un associé de M<sup>r</sup> Schurmann, a été également inculpé pour avoir déclaré, à l'instruction du procès Schurmann, qu'il défendait lui aussi le client de ce dernier. Le juge d'instruction a retenu contre lui le délit de « falsification idéologique ».

Un autre avocat uruguayen, M<sup>r</sup> Emilio Sizaco, est inculpé d'« atteinte aux forces morales de l'armée » pour avoir présenté une pétition à l'administration publique de la part d'un de ses clients, fonctionnaire de l'Etat, qui avait été licencié pour cause de subversion.

Egalement arrêté et inculpé d'« atteinte à la réputation de l'armée », M<sup>r</sup> Fabbri, soixante-quatre ans, se voit reprocher d'avoir porté des jugements sur le comportement de certains membres de l'armée : il semble que ses remarques aient concerné les militaires qui ont torturé sa propre fille.

La Commission internationale des juristes, qui, à Genève, fournit ces indications, diffuse en même temps la liste de douze avocats uruguayens actuellement en prison, ainsi que les noms de trois avocats arrêtés, torturés et finalement relâchés à condition de quitter le pays. Dix-huit autres avocats uruguayens ont été sommés de quitter le pays sans avoir été inculpés.

automobiles  
**PEUGEOT**



**SODEXA**

Distributeur officiel pour la vente :  
• aux Membres du Corps Diplomatique  
• aux Organisations Internationales  
• aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

26, RUE CAMBACERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peugeot 280.426

SEUIL

Jean-François

**DENIAU**

**L'Europe interdite**



"Voilà longtemps qu'on n'avait pas lu un livre qui donne autant l'impression d'aller au cœur du sujet".

A. Fontaine

Le Monde

Coll. l'Histoire

immédiate

324 p. 45 F



## ***L'infailibilité du procureur, représentant du système***

هكذا عن الرجل







# LES INDIENS DES AMÉRIQUES REVENDIQUENT LEUR DROIT A L'AUTODÉTERMINATION

« **D** U pôle nord à la Terre de Feu, nous formons un seul peuple en lutte pour reconquérir ses droits, même si nos terres sont occupées par d'autres. » Cette affirmation d'un représentant inouï à la Conférence internationale des organisations non gouvernementales sur la discrimination à l'égard des populations indigènes dans les Amériques, qui s'est tenue du 20 au 23 septembre au Palais des Nations à Genève, résume assez bien l'essentiel des débats. Sous l'égide du sous-comité des Nations unies sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation, ainsi que du comité spécial des organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme, plus de deux cent cinquante délégués, observateurs et invités ont pu dresser un premier inventaire, d'ailleurs non exhaustif, des mesures discriminatoires dont sont victimes les descendants des premiers habitants du Nouveau Monde.

Pour la première fois, des représentants d'une soixantaine de peuples autochtones des Amériques ont fait entendre leur voix dans l'enceinte des Nations unies et ont lancé un appel à la solidarité internationale en faveur de la reconnaissance de leurs droits. Pour la première fois aussi, nombre d'observateurs internationaux ont découvert que les problèmes soulevés par les représentants des Indigènes des Amériques ne pouvaient pas se traduire uniquement en termes économiques ou sociaux, mais qu'il s'agissait aussi d'une question de survie et de décolonisation.

Trop longtemps, en effet, la condition des Indiens, dans le nord comme dans le sud du continent, a été assimilée à la situation des plus défavorisés, ou des oubliés d'une certaine prospérité, d'un certain développement. Jusqu'ici, à quelques très rares exceptions près, les peuples autochtones des Amériques ont été considérés comme partie intégrante des classes exploitées ou marginalisées. Cette conception n'est pas erronée, elle fait simplement abstraction de la person-

nalité propre des peuples d'avant la conquête blanche et ignore la diversité de leurs cultures, de leurs langues et de leurs coutumes. Car l'Indien est doublement exploité — en tant que paysan ou prolétaire, et en tant qu'Indien.

Au cours de la conférence, trois commissions ont étudié les aspects juridiques, économiques et socio-culturels de la discrimination. Sous forme de recommandations, leurs différentes résolutions seront soumises au comité des Nations unies sur la décolonisation. De plus, la conférence a catégoriquement condamné la junte militaire chilienne pour le génocide perpétré contre les Mapuches et s'est vigoureusement élevée contre les plans du gouvernement du général Banzer de faciliter, avec le concours du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, l'établissement de colons blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud en Bolivie (1). La conférence a aussi proposé que le 12 octobre, jour de la « découverte » du Nouveau Monde, soit désormais considéré comme « Journée internationale de solidarité avec les peuples indigènes des Amériques ».

Le programme d'action adopté en séance plénière prévoit notamment l'élaboration d'une déclaration de principes pour la défense des peuples indigènes de l'hémisphère occidental; l'adaptation de certains documents des organisations internationales, en particulier de l'Organisation internationale du travail, aux réalités, afin de ne plus mettre l'accent sur l'intégration en tant que solution du problème indigène, mais de demander le respect de leurs juridictions et de leurs coutumes ancestrales; la réalisation d'une enquête sur le rôle des sociétés transnationales dans le pillage et l'exploitation des terres, des ressources naturelles et des peuples autochtones dans les Amériques.

A l'heure où la course à l'énergie entraîne une constante détérioration de l'environnement dans les pays industrialisés, les Indiens d'Amérique du Nord

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

rappellent qu'aux Etats-Unis 90 % des réserves d'uranium et la moitié des réserves énergétiques se trouvent en territoires indigènes, reconnus comme propriété exclusive des tribus par des traités en bonne et due forme, souvent violés par les autorités. Des exemples précis de développement imposé sans consentement des autochtones ont été rapportés : le projet hydro-électrique de la baie James au Canada (2), l'exploitation du charbon en territoire cheyenne, celle du pétrole et d'autres ressources minières dans le bassin septentrional de l'Alaska, sans oublier la construction de la route transamazonienne au Brésil ou le projet hydro-électrique de Tucuruí. Le gaspillage inconsidéré de l'eau met en péril de nombreux peuples indiens, qui s'en voient brutalement privés alors

## Des conditions de vie précaires

DANS les anciennes colonies ibériques, les populations autochtones ne sont pas mieux loties. Au sud du Rio-Grande, elles sont encore majoritaires dans quelques pays comme le Bolivie ou le Guatemala, et représentent une bonne moitié de la population au Pérou ou en Equateur. En Colombie, au Brésil et au Paraguay, les Indigènes forment encore des groupes importants, mais déjà menacés d'extinction en raison des conditions de vie extrêmement précaires qui leur sont imposées. Au Mexique, le seul pays à avoir assumé, en partie du moins, son passé précolombien, des mesures de protection ont certes été prises, mais les préjugés demeurent tenaces et la junte péruvienne entre les discours officiels et la pratique.

Ailleurs, que ce soit en Argentine, au Chili, au Venezuela, au Panama ou au Nicaragua, les ultimes descendants des premiers habitants du continent se battent à présent pour tenter de sauver ce qui reste de leur identité. Pour eux tous cependant, le problème de la terre se pose en termes à peu près identiques. Spoilés, dépossédés, repoussés vers les contrées les moins fertiles et les plus inhospitalières, ils sont accablés d'une prolifération de lois, et leur marginalisation devient ainsi double. Leurs terres ancestrales pour une réforme agraire tenant compte de leurs droits légitimes ont le plus souvent débouché sur des baies de sang, que ce soit au Chili pour les Mapuches, au Mexique pour les Yaquis ou en Bolivie pour les Aymaras et les Quechuas.

La base de la discrimination dont ils sont victimes est certes économique, et elle met en jeu la survie d'importantes communautés humaines. Si leurs structures propres ont parfois été détruites ou abîmées par la colonisation anglo-saxonne ou ibérique, certaines d'entre elles ont réussi néanmoins à survivre à l'ins des colonisateurs qui les considéraient avec dédain, au nom d'une prétendue supériorité de civilisation. Aujourd'hui, le réveil de la conscience indienne remet en lumière des valeurs fondamentales qui ont cruellement défaut à la société moderne.

Les représentants indiens ont tous dénoncé à Genève une pratique largement répandue : la stérilisation forcée de leurs femmes, sous le fallacieux prétexte d'une planification familiale. Aux Etats-Unis, dans certaines réserves, 40 % des Indiennes ont subi ce traitement sans leur accord. Sur les hauts plateaux andins, la situation est analogue. Aux pratiques d'extermination employées à l'époque coloniale — travail forcé, mal-

qu'elle constituait pour eux une condition essentielle de leur survie.

Le problème de la terre se pose de manière particulièrement aiguë pour les Indiens des Amériques. En dehors de son caractère sacré, la terre est aussi la base matérielle d'une existence déjà fort précaire. Aux Etats-Unis, des accords ont été passés entre Indiens et blancs établissant des frontières territoriales : unilatéralement transgressées toujours au détriment des Indigènes, ces traités ne gardent plus qu'une valeur symbolique. Pourtant, aujourd'hui, les Sioux réclament l'application intégrale du traité de Fort Laramie de 1868, et les Iroquois demandent le respect de l'accord de 1784 passé avec le gouvernement fédéral américain. La base territoriale qui avait été garantie aux Cherokees, aux Choctaws, aux Creeks et aux Séminoles déplacés de force en Oklahoma n'existe pratiquement plus (3).

Les importations, servage sinon esclavage, alcoolisme — sont venues s'ajouter des méthodes plus atroces, appliquées sous couvert d'aide sociale. Pourtant, les Indiens sont de moins en moins dupes. Au Canada, ils ont exigé par exemple l'expulsion des pays d'Amérique latine des missionnaires de l'Institut linguistique d'été, en raison de leur complicité directe avec les firmes transnationales dans les territoires indigènes. Le respect des langues vernaculaires, véhicule par excellence des coutumes et des valeurs autochtones, est aussi revendiqué en priorité, en particulier dans les grandes communautés andines et au Guatemala.

Certes, le Pérou avait bien décrété en 1975 de faire du quechua la seconde langue officielle du pays, mais cette loi n'a jamais été appliquée. Les Indiens ont introduit le 12 septembre dernier une requête devant la Cour suprême, demandant la restitution du territoire national aux Indiens. « Il y aura procès, nous a déclaré le représentant péruvien, M. Manasse Fernandez Llancho. Nous avons réuni toutes les preuves que l'indépendance face à la couronne d'Espagne a été obtenue par les Indiens qui se sont battus, et nous en avons été frustrés. Nous avons assez d'une indépendance symbolique. Nous sommes quelque huit millions, c'est-à-dire que nous formons la majorité de la population péruvienne. Nous voulons le rétablissement de nos lois et de nos coutumes de l'époque Inca. Bien sûr, cela représente des sacrifices pour les Indiens, mais nous les faisons en échange une autre voie vers la paix et le progrès. Nous en avons assez de voir fouler aux pieds nos croyances et nos traditions... »

Un délégué symara de Bolivie s'est montré encore plus catégorique. Chef d'une communauté indigène de l'Altiplano, M. Constantino Lima vit actuellement en exil au Canada, après avoir passé dix mois en prison pour ses activités en faveur du respect des droits des Indiens. « Nous ne luttons pas contre un gouvernement en particulier, dit-il. Notre malheur a commencé avec la conquête. Nous nous battons pour reprendre le pouvoir. Qu'ils soient de droite ou de gauche, tous les régimes qui se sont succédés depuis la pseudo-indépendance de 1825 n'ont aucunement tenu compte de nous, ils nous ont trompés, ils se sont servis de nous pour leurs propres intérêts. Pas plus que des militaires qui nous oppriment actuellement, nous n'avons pas grand-chose à attendre des partis politiques, car leurs dirigeants ne songent qu'à s'installer aux commandes pour mieux nous exploiter. »

« Nous ne saurions nous contenter de réformes à la petite semaine, nous voulons le pouvoir politique pour régler nous-mêmes nos problèmes. Par voie pacifique ou par d'autres moyens s'il le faut. Ce n'est pas uniquement une question de lutte des classes. La discrimination raciale dont nous sommes victimes existe dans tous les domaines — dans la loi, l'éducation, l'économie, le travail, la santé. Et de réparer ce qu'il a été dit en séance plénière : »

« Nous demandons la rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne, et des réparations pour cinq cents ans d'esclavage, pour l'assassinat de milliers de nos frères, pour l'appropriation de nos biens et de nos terres, pour le vol de l'or, de l'argent, de nos ressources, pour le droit de culte, pour nous avoir imposé une religion qui n'a rien à voir avec nos traditions, avec nos valeurs propres, avec notre être profond. »

Ces paroles incendiaires n'ont pas été sans provoquer quelque stupeur au Palais des Nations. Elles témoignent de la vigueur d'une prise de conscience face à une situation coloniale, ou néo-coloniale, qui n'en finit pas de durer. D'ailleurs, certains délégués indiens, notamment de Colombie et du Brésil, ont été empêchés par les autorités de se rendre à Genève. Participant à la conférence, M. Rusekiewicz, dirigeant étour et héros de la révolte de Wounded Knee, n'a pas hésité à déclarer : « Notre sort est aussi inquiétant que celui des habitants d'Afrique du Sud ou de Namibie. Nous sommes victimes d'un véritable génocide. A Pine Ridge, on fait encore la chasse aux Indiens. Nous voulons faire connaître notre sort, et nous en appelons à la communauté internationale pour soutenir notre lutte de libération, comme elle a soutenu la lutte d'autres peuples contre la colonisation, pour le droit à l'autodétermination. »

## « LA GUERRE DE PACIFICATION EN AMAZONIE »

Un film d'Yves Billon

D ES hommes aux corps tatoués, le crâne curieusement rasé, disposent sur des branches, comme on ornerait un sapin de Noël, de très prosaïques ustensiles : casseroles, machettes, couteaux... Ils poussent ensuite, en langue vernaculaire, des cris d'amitié à l'adresse de gens invisibles, cachés dans la forêt équatoriale.

Il s'agit de faux Indiens, appartenant à un régiment de l'armée brésilienne spécialisée dans les contacts avec les ethnies nouvelles que la route transamazonienne s'apprête à reconstruire. Aujourd'hui, après des années de bombardements et de massacres, les chefs de la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) préfèrent user d'arguments psychologiques pour atteindre le même but : l'ethnologie, le meurtre des civilisations indiennes.

Amorcés par ces « pièges culturels », les derniers Indiens encore libres émergent de la jungle vierge ; instant de rare gravité filmique (on éprouve dans la salle un réel sentiment d'impudeur scopique) : le regard défiant, vit de ces « primitifs » qui renouent, pour la première fois, l'homme blanc heurte avec quelque tremblement l'objectif de la caméra. Les soldats travestis les embrassent, rient avec eux, leur donnent tout : bassines et courroies, fusils et chevaux ; ils accablent une idée simple : l'homme blanc, c'est l'abondance.

Yves Billon, qui suit depuis 1971 tous les fronts de pacification en Amazonie, montre comment, en emportant ces objets nouveaux (les habitants de cette région n'utilisent pour tous leurs besoins qu'une soixantaine d'objets), l'Indien accepte, en fait, la notion de rendement à sa propre harmonie ; car, avec la hache, vient la notion de rendement avec les textiles celle de pudeur corporelle, avec les fusils la nécessité des munitions. De tels objets font naître des besoins nouveaux dans ces sociétés millénaires à l'équilibre très strict. La dégradation de leur culture les fait fuir dans l'alcool ou la prostitution, ils s'exilent vers les banlieues des grandes villes où ils se prostituent puis s'écroulent dans la clochardisation, consommant ainsi le cycle de leur acculturation.

Cet ethnocide effectue au nom des grands principes « civilisateurs » qui, depuis Christophe Colomb, président à toutes les entreprises coloniales ; en réalité, explique Yves Billon, ce sont des impératifs économiques qui déterminent une telle politique à l'égard des Indiens ; les fonds de la FUNAI proviennent de grandes sociétés transnationales désireuses de prospecter le sous-sol ignoré de l'Amazonie ; des géologues accompagnent toujours les « pacificateurs » dans leur avancée ; ils ont découvert, dans la Serra Norte, le plus grand gisement de fer du monde (exploité actuellement par une compagnie nord-américaine), ce qui a entraîné l'expulsion du peuple xicri, installé là depuis toujours.

Si Yves Billon dénonce « l'extrême préférence de la civilisation blanche à vouloir non pas échanger, mais assimiler à elle » un autre réalisateur, Jean-Pierre Dutilleul, se prononce, dans *Bani* (1977), pour cette solution provisoire que constituent les réserves indiennes ; sans pour autant amortir le choc des cultures et empêcher la disparition de pratiques et de savoirs qui peuvent enrichir l'arrogante civilisation occidentale. Leurs deux films témoignent, avec conviction et délicatesse, de l'urgence qu'il y a à empêcher la destruction des derniers peuples dont les cultures nous rappelleraient cette conciliation, cette harmonie avec la nature que nous appelons tout simplement écologie.

I. R.

### POUR DES PROJECTIONS-DEBATS :

La Guerre de pacification en Amazonie. Réal. : Y. Billon, 16 mm, couleur, 52 min.

Diffusion : Les Films du Village, 20, allée des Maisons-Basses, 93340 Le Raincy. Tél. : 227.09.98.

Revol. Réal. : Jean-Pierre Dutilleul, 35 mm, couleur, 84 min.

Diffusion : S.N.D., 27, rue Desportes, 93400 Saint-Ouen. Tél. : 235.53.00.

## BIBLIOGRAPHIE

### Quand les Indiens s'éveillent...

LES événements de Wounded-Knee en 1890 ont spectaculairement montré l'opposition d'un militantisme indien en Amérique du Nord. Il ne s'agissait nullement en effet du baroud d'honneur d'une ethnie en voie de disparition, mais d'un acte de résistance entre beaucoup d'autres, qui se termina, après six semaines et onze jours de lutte, par des accords signés entre le gouvernement américain et les Indiens. Ce livre, très remarquablement par ce dernier. Une habitude en quelque sorte historique, puisque Wounded-Knee avait pour cause le viol par les autorités d'un traité de 1868 avec la nation lakota. La question du respect des traités signés il y a un siècle et demi est donc très actuelle. Dans un ouvrage qui tient du reportage et du dossier (1), trois auteurs font le bilan de huit ans de résistance, en signalant des informations peu connues en Europe comme la brutale et meurtrière répression menée conjointement par le F.B.I. et le B.I.A. (Bureau des affaires indiennes) contre les dirigeants et même les militants de l'A.I.M. (American Indian Movement). On trouve aussi dans ce livre un texte important de Jimmie Durham, de la nation cherokee, sur le bon usage des outils du marxisme-léninisme par les Indiens en lutte et sur le caractère négatif du missionnarisme gauchiste blanc.


Mais le réveil indien affecte tout le continent, bien qu'il n'y prenne pas encore un caractère aussi systématique qu'aux Etats-Unis et au Canada. Un recueil de textes (2) présenté par Yves Maitre montre que, du Mexique au Brésil, les Indiens s'organisent et se libèrent. A travers les manifestes des différents congrès ou assemblées on perçoit — dans un langage militant, neuf pour l'Occidental, concret et épuré de toute logomachie — une réalité commune, celle de l'exploitation culturelle, économique et politique. Réalité qui n'a pas les mêmes fondements que celle du prolétariat blanc, puisque quelle s'articule autour du lien religieux avec la terre : « L'Indien et la terre ne font qu'un. L'Indien est le maître de la terre avec ou sans titre de propriété. » Dans une postface pénétrante, Michel de Certeau analyse le spécificité de l'organisation autochtonne des Indiens (juxtaposition des anthropologues européens) qui leur fait mener des luttes aux modalités originales mais en même temps solidaires des mouvements paysans non indiens.

BERNARD CASSEN.

(1) J.P. Grangaud, R. Patroilleux, S. Rizzo et R. Raa, Nations indiennes nations souveraines, Maspéro, Paris, 1977, 272 pages, 50 F.

(2) Le Réveil indien en Amérique latine, textes réunis et présentés par Yves Maitre avec une postface de Michel de Certeau, Editions du Cerf, Paris, 1976, 140 pages, 31 F.

**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER



38, FAUB. ST-HONORE - 26, AV. VICTOR-HUGO  
27<sup>me</sup>, BOUL. RASPAIL - PALAIS DES CONGRES PT MAILLOT  
PARIS

COMMANDEZ DIRECTEMENT  
TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

**LIBRAIRIE DELAMAIN**  
155, rue Saint-Honoré,  
75001 PARIS.

Sur simple demande,  
envoi gratuit de notre  
« Les Livres du mois ».

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants :  
Jacques Favet, directeur de la publication.  
Jacques Sauvaget.

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57-538

5341 (1) (1) (1)



# COMMENT AMÉNAGER LA COOPÉRATION FINANCIÈRE ENTRE L'EST ET L'OUEST ?

Les relations monétaires et financières Est-Ouest sont-elles entrées dans une nouvelle phase? Une curiosité tout peu sceptique avait accueilli les propositions faites à la fin de 1978 par le Groupe des experts de la Banque internationale de reconstruction et du développement et du Comité des experts de la Banque mondiale pour la mise en œuvre d'un accord de règlement et de crédit à court terme du Commerce et du Développement de la Banque mondiale en rouble transférable, monnaie collective de compte et de règlement dans les pays de l'Est. L'état-ci est un projet tendant à résoudre partiellement le problème de la circulation des roubles en devises convertissibles, une contribution à la construction d'une zone de coopération économique et un ballon d'essai pour tester la crédibilité du Comecon en matière

**L**ES pays de l'Est continuent à ne pas communiquer de chiffres sur leur endettement en devises « convertibles ». Mais alors que jusqu'ici les publications occidentales ce sujet étaient assorties de commentaires plus souvent inquiétants et pessimistes, et étaient ressenties à l'Est comme une insulte à l'honorabilité financière des pays socialistes, on voit émerger de part et d'autre des attitudes plus réalistes, débouchant sur la recherche de solutions concertées.

La principale raison de ce changement est le redressement marqué des membres du palestre des pays socialistes. En 1975, les pays socialistes arrivent à l'équilibre, tant s'en faut que ces pays ont ramené leur déficit extérieur à l'égard des pays capitalistes à 2 milliards de dollars. Les pays développés à économie de marché à moins de 8 milliards de dollars en 1975, de ce fait, le total mondial en 1975 : de ce fait, le total mondial de la dette de l'endettement net cumulé de 70 % entre décembre 1974 et décembre 1975, est tombé à 100 milliards de dollars. En 1975 à la fin de 1976, taux comparable à la progression enregistrée entre décembre 1974 et décembre 1975 le montant de la dette mondiale est réétabli à 38-39 milliards de dollars. Certaines estimations occidentales, basées sur des données officielles des pays de l'Est ne publient jamais de chiffres et les experts socialistes se bornent à discuter qualitativement les chiffres. Les experts occidentaux pour Budapest ont « fourchettes » pour l'endettement brut total de 30

se situant à la fin de 1976.

Les importations sont imputables à une politique délibérée d'ouverture des ventes et de contraction des achats : ainsi, en 1976, les exportations du Comecon vers la C.E.R. se sont accrues de 30,9 %, et les importations ont diminué de 3,7 %.

Ces deux phénomènes conjugués entre 1976-1980 ne soient pas purement explicites en ce domaine, on voit en effet se dégager deux tendances :

- une restriction relative des importations en provenance de l'Ouest, qui entre 1971 et 1975 avaient augmenté de plus de 50 %;
- une augmentation des exportations vers le tiers à celui des exportations associée à une promotion vigoureuse des ventes ; une réorientation des échanges vers le Comecon, la part des pays développés à économie de marché venant à décroître légèrement dans le commerce extérieur total des pays de l'Est.

Ces tendances ont été analysées à Budapest avec objectivité. Les représentants de l'Europe de l'Est ont admis qu'il n'était pas question pour eux de réduire à l'excès des importations nécessaires à leur croissance, surtout pour ce qui concerne les achats d'équipements. Par ailleurs, on se plaignait des discriminations opposées par l'Ouest aux achats d'origine hongroise. Un économiste hongrois a reconnu que, même en l'absence de contingents ou de restrictions, les marchandises pro-

posées par l'Est ne seraient pas toujours compétitives et que beaucoup restait à faire dans les pays du Comecon pour améliorer la qualité et le choix des produits exportables. Du côté occidental, on a souligné la nécessité de résister à la tentation protectionniste, et la pertinence d'une poursuite de la politique actuelle de crédits, même si l'endettement des pays de l'Est devait se maintenir à un niveau relativement élevé jusqu'en 1980.

Certes, sur cette question, le front capitaliste n'est pas totalement uni. Les industriels occidentaux sont évidemment favorables à toute politique macro-économique leur facilitant la recherche de débouchés extérieurs. Les banquiers (les créances cumulées sur les pays de l'Est représentent, à concurrence des deux tiers environ, des crédits bancaires) tablent sur la ponctualité et la rigueur des pays de l'Est en matière de rembour-

**L**e rouble transférable est la monnaie collective du règlement des pays socialistes, les unités monétaires internes étant rigoureusement inconvertibles et réservées exclusivement à la circulation intérieure. Il sert à libeller des créances et des dettes, et à assurer le règlement. Appelé « rouble » parce que sa parité or est identique à celle du rouble soviétique (0,987412 g d'or), il n'est en aucun cas assimilable à ce dernier :

l'U.R.S.S. ne peut se procurer du rouble transférable, comme chacun de ses partenaires, que par un excédent de ses exportations sur ses importations. Le commerce intra-Comecon se fait en effet sur la base des prix mondiaux, calculés annuellement (depuis 1975) ; auparavant, tous les cinq ans, d'après la moyenne des prix des cinq années précédentes, et l'conversion en roubles transférables par l'application d'un taux de change identique contre le dollar (et autres monnaies fortes) ; les échanges de biens et de services, au sein des négociations bilatérales entre pays du Comecon ; le volume du commerce est planifié de part et d'autre, et très peu de biens sont échangés contre des roubles transférables intracommerciaux. La Banque internationale de coopération économique (S.I.C.E.), créée en 1964 en même temps que la monnaie collective, ne peut émettre que des roubles transférables ; à la fin de l'année, chaque pays a un excédent ou un déficit vis-à-vis de l'ensemble du Comecon, globalement nul, mais qui se traduit par des flux commerciaux bilatéraux tendant à l'équilibre. Exceptionnellement il peut y avoir des déséquilibres importants ; ainsi en 1975 après le relèvement des tarifs douaniers du régime du contrôle soviétique et d'autres matières premières : dans ce cas précis, l'U.R.S.S. a accordé à tous ses part-

sement, qui ne se sont pratiquement jamais démenties jusqu'ici. Les sondages effectués par le *Washington Post* témoignent un sondage récent auprès de banques américaines cité à Budapest, que les pays du Comecon « déclarent avoir des réserves de dollars et seraient en dernier ressort saurés par l'U.R.S.S. de la banqueroute : hypothèse sur laquelle les représentants américains ont réagi avec véhémence, et se prononcer et qui suscite toujours la plus vive indignation chez leurs partisans, on a pu le constater, à la fin du mois dernier, les banquiers occidentaux pensent qu'il faut hier de plus en plus les financements à de grands projets renoués, et de la part des capitalistes. Une seule voix s'est élevée contre cette opinion, celle du représentant de la Banque mondiale : « L'existence d'un tel point de vue paraît pas forcément, celle de l'économie tout entière. Il n'y avait qu'à Budapest de représentants des gouvernements occidentaux, ceux-ci ont le sentiment que les plus réticents devant l'accroissement de créances sur les pays de

Si donc, sous cette réserve, on est d'accord pour développer les échanges de façon réaliste, avec un niveau acceptable d'endettement, n'y aurait-il pas une solution technique consistant à financer une partie de ce commerce au moyen de la monnaie des pays socialistes, le rouble transférable ?

Or, en octobre 1970, reprenant des dispositions déjà anciennes mais partiellement révisées, la B.I.C.E. a publié une circulaire qui définit une procédure de participation à des règlements en roubles transférables, ouverte à des pays tiers, pour toutes opérations, sur biens et services, multilatérales ou bilatérales; les dépôts en roubles transférables effectués par la Banque sont rémunérés à 1 %; les crédits sont assortis d'un taux d'intérêt de 1,5 %.

Ces propositions avaient alors alimenté les spéculations — on a parlé à ce propos d'un « euro-rouble ».

Après les rencontres de Budapest et de Prague, les spéculateurs ont mieux la conscience du problème.

Les spécialistes occidentaux ont fait observer que, paradoxalement, cette procédure a été suggérée au moment où le rôle de l'opération de transfert du rouble transférable semblait se restreindre à l'Est même, à 10 à 15 % des échanges (selon les pays) !

Le Ministère des finances soviétique a réglé les devis convertibles, essentiellement pour les biens livrés hors quota. Les deux cinquièmes des opérations du S.B.E. et près des deux tiers des échanges de crédits de la Banque internationale d'investissement du Caucase sont en devises convertibles.

Le rôle fondamental en est que le rouble transférable est très difficile à transférer en pratique. Les flux commerciaux sont limités par les accords bilatéraux, le créancier, en cette monnaie doit essayer de trouver un partenaire qui accepterait de lui verser des devises convertibles.

En tous les cas, les dix milliards enco-

\* Professeur à l'université de Paris-I

tables sont déjà inclus dans les accords commerciaux.

Fréquemment développé par les experts occidentaux, ce thème de l'inconvertibilité « réelle » qui rendrait insupportable le plus général des problèmes de convertibilité monétaire n'est plus nié par les représentants de l'Est : ceux-ci admettent qu'il y a là une difficulté majeure, qui pourrait être surmontée par une simplification des procédures de commerce extérieur, soit par une planification directe d'échanges multilatéraux, soit par une planification bilatérale (par exemple en devises occidentales) de la monnaie collective, recommandée surtout par certains économistes marxistes et, avec plus de réserve, par le P.C.F. et le P.C.R.

La convertibilité du rouble transférables, même externe (réserves, aux non-résidents), pose des problèmes complexes. Même la convertibilité intranationale de cette monnaie (avec des exceptions pour les pays de l'Est), pourtant prévue au programme du Comecon adopté en 1971, n'est pas facile à mettre en œuvre. A mesure, toutefois, que le rouble transférables a éliminé les échanges (plus exactement des coefficients de conversion) pour le passage des devises nationales du Comecon à des devises nationales transférables, les taux pour convertir les résultats des transactions invisibles et une palette de taux applicables à la réalisation par un ensemble de pays d'un investissement, ont été introduits. Les partenaires. Système indispensable, car non seulement les prix internes de chaque pays diffèrent par leur niveau et la structure des prix mondiaux corrigés, exprimés en roubles transférables, mais ils accentuent en outre de fortes distorsions d'un pays à l'autre. Quels prix, en fait, apparemment, dans les conditions, d'un traitement sévère de roubles transférables déstabiliser d'utiliser sa créance soit pour acheter des biens et services, soit pour effectuer la conversion en devises occidentales ?

A Budapest comme à Paris les théoriciens experts de l'économie occidentale ont montré le caractère très théorique de ces questions. Les utilisateurs potentiels de roubles transférables n'ont pu résister à l'espoir d'employer directement les roubles transférables dans le cadre d'un échange libéralisé en roubles transférables a été négocié dans le cadre d'un « switch » classique, c'est-à-dire escompté auprès d'un établissement bancaire qui a été autorisé à rechercher la contrepartie de l'Est auprès du débiteur. Une autre fois, un opérateur occidental a proposé de convertir des roubles transférables offerts par son débiteur en un monnaie nationale d'un autre pays socialiste, ce qui eût permis de régler, dans le cadre d'une coopération interfirmes, des dépenses de nature exclusivement payées en monnaie locale ainsi que les frais de transport aérien intérieur et des dépenses touristiques. De telles suggestions ont été repoussées, ce qui a conduit à l'opération relative d'écarter les roubles transférables dont il ne pouvait transcrire l'emploi.

A Paris devant les faits, les représentants des pays de l'Est répliquent que le rouble transférable n'est pas destiné à ce type d'opérations. Ils ont précisé à Budapest que la nouvelle procédure serait réservée en priorité aux règlements avec des pays en voie de développement jusqu'à la mesure par clearing bilatéral, ou avec des pays socialistes non membres du Comecon. Mais aucune applica-

On s'est quelquefois demandé à l'ouest si l'offre éventuelle de roubles transférables dans une transaction commerciale ne serait pas un moyen détourné de faire accepter la compensation, généralement si mal vue par les exportateurs occidentaux. Ceux-ci seraient trop heureux de recevoir des roubles transférables, après avoir constaté qu'il est encore plus difficile de placer quelque part des roubles transférables ! Dans l'état actuel, rien n'indique que ce calcul soit plausible : avoir été exempté de la taxe sur l'exportation de roubles transférables ne semble pas constituer une compensation suffisante.

On aurait-il pas un autre usage possible de réserves transférables dans les rapports Est-Ouest, celui d'une monnaie de réserve rendue attractive pour les déposants occidentaux par sa stabilité et des taux d'intérêt élevés ? La suggestion a été en effet émise. A court terme, elle paraît tout à fait impraticable en raison des coûts élevés d'émission. Mais à long terme, les banques socialistes ou la B.I.C.E. (charges d'intérêt, nécessité d'avoir des réserves de devises importantes) pour rendre crédible leur monnaie. Mais elle témoigne d'un engagement croissant des pays de l'Est dans les réformes du système monétaire international.

des pays de l'Est se sentent concernés par la solution du système monétaire international capitaliste, car l'actuelle instabilité monétaire les gêne dans leurs transactions avec l'Ouest, et même dans leurs échanges internationaux de devises convertibles. Le temps n'est plus où ils se contentaient d'observer en spectateurs critiques les « convulsions monétaires de l'Occident », mais ils ont pris conscience de l'étalon d'or de l'origine de tous les maux. A Budapest, comme à Paris, on a pu entendre des suggestions constructives pour la participation des pays de l'Est à la solution internationale qui conduirait éventuellement à la création d'une nouvelle monnaie mondialement acceptée. Certes le Fonds monétaire international est toujours, et quelquefois de plus en plus, le grand ennemi du principe même, et l'accord sur le principe d'un « nouveau Bretton Woods » n'est pas unanime. Mais le tournant est pris. Individuellement, les représentants des pays de l'Est ont craint de ne pas comprendre quelques-unes des positions différentes (par exemple, à Budapest, sur le rôle monétaire mondial que pourrait encore assumer l'or) et font état avec franchise de l'intérieur d'un même pays. C'est à l'intérieur d'un même pays qu'est née une nouvelle attitude qui peut modifier sensiblement la manière dont sont reçues à l'Ouest les suggestions de l'Est, on n'a plus l'impression d'une critique d'un monde s'effondrant, dissimulant de vifs conflits.

(3) Le premier était la déclaration de quatre domaines scientifiques. Les Ouesi orientales entre 1975 et 1977 par l'Institut de recherches économiques comparatives de Vienne sur le thème général de l'interaction économique entre le monde et l'économie nationale. La participation de l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des sciences de Hongrie, universitaires et praticiens (surtout banquiers) autour des problèmes de récession, de chômage et de l'Ouest. Le second, l'Initiative du Centre d'économie bancaire et du Centre d'économie internationale des pays socialistes de l'université de Paris, et est centrée sur l'analyse des unités monétaires de compte « occidentales » et « orientales ».

## La lutte contre les « quatre » se durcit

**L**e onzième Congrès du Parti communiste chinois, qui s'est tenu du 12 au 19 août 1977, a consacré officiellement des orientations qui se sont affirmées depuis douze mois et dont la tonalité centriste paraît s'effrayer depuis l'été. Précédemment, à la mi-juillet, une réunion du comité central a réhabilité M. Teng Hsiao-ping et l'a réintégré aux postes qui étaient les siens jusqu'en avril 1976. On ne doit pas perdre de vue que ces décisions sont le résultat de ses fonctions. Cela explique peut-être le net retour à l'orthodoxie dont témoignent, entre autres, les nouveaux statuts (1).

Le parti communiste y est exalté en des termes inahabités. Il est « le parti politique du prolétariat, dont il représente la forme suprême d'organisation de classe ». Cette dernière formule n'avait pas été utilisée depuis 1917, et un ans et demi après laquelle elle fut inscrite dans le statut du congrès en septembre 1956 et que M. Teng passe pour avoir rédigé. Au début de la révolution culturelle, des organisations de masse avaient vu le jour et leur rôle avait éclipsé celui du parti. Fins tant, sous le slogan « l'armée de la révolution », le plus jarmen des dirigeants de la Chine, le chef de la dictature du prolétariat ». Aujourd'hui le P.C.C. retrouve une prééminence absolue.

Dans la formulation de ses tâches, on note aussi une différence. Il a pour but de « poursuivre la révolution prolétarienne et de supprimer progressivement la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses ». Au dixième congrès, en 1973, il devait les « renverser définitivement ». Cette tournure plus gauchiste reflétait l'influence du groupe de Changhaï, désormais éliminé.

Le rapport de M. Yeh Kien-yung sur la modification des statuts illustre

la même orientation. Le vice-président y rappelle que, si la bourgeoisie existe toujours en Chine, elle « a déjà été renversée ». Le passage au communisme doit être « graduel » et il faut en « créer les conditions nécessaires » (3).

La tâche des quatre modernisations (de l'industrie, de l'agriculture, de la défense, de la recherche) est « dans le même esprit », dit-il. En particulier, il confirme le vif intérêt des nouveaux dirigeants pour l'économie et la croissance. En matière d'organisation, l'accent est mis sur la discipline bien que l'article 15 maintienne le droit des communistes à « réserver

*leur opinion » en cas de désaccord. Il précise néanmoins qu'il leur faudra compter avec les « forces de l'opinion publique », même quand il s'agit des désapprobations. Des commissions de contrôle de la discipline sont instituées, disposition que l'on trouve également dans les autres pays communistes.*

Pour sa part, M. Hsu Kuo-feng a rappelé dans son volumineux rapport politique (3) que la bourgeoisie ne saurait exister au rang du parti. Résumant longuement les thèses de la « bande des quatre », éliminée en octobre 1976, il souligne que « le rang et le statut de la bourgeoisie ne sont pas les critères économiques permettant de dépister les « responsables engagés dans la voie capitaliste ». En d'autres termes, l'existence de privilèges sociaux et de richesses dans une société n'est pas une base matérielle du révisionnisme. Celui-ci n'est pas structuralement induit par le nouveau système politique et économique. Les « forces de l'opinion publique » résultent du poids des idéologies traditionnelles et des influences externes. M. Hsu Kuo-feng conclut que la « révolution culturelle » est la chute de Lin Biao et la destitution

tion des quatre » comme la « continuation de la lutte contre le Kuomintang ». La subversion nationaliste inspirée par Taïwan est donc à ses yeux un foyer de lutte de classes important, voire le plus important. Dans une large mesure, il s'agit de placer la révolution socialiste à l'extérieur de la société chinoise, dans un corps qu'elle a rejeté. Dans la logique de cette conception, M.M. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, membres déchus du bureau politique, sont les seuls à respecter véritablement un agent du Kuomintang et de la III<sup>e</sup> République.

**Par JEAN DAUBIER**

Le président appelle à en « finir radicalement » avec l'inflation et le chômage, à une lendemain de leur chute, il y a un an, il insistait sur leur isolement, ce qui pouvait faire penser que leur critique demeurerait circonscrite. M. Fieschi soulignait alors la nécessité d'être « paré, en attendant, à se « chercher des terrains d'entente sur les problèmes majeurs en négligeant les petites divergences » (4). Il abandonne aujourd'hui cette modération, et ses discours sont devenus plus agressifs. Il veut finir avec un net durcissement intérieur. Le président introduit dans son rapport l'idée, courante depuis l'été que les « quatre » avaient édifié tout un « réseau rationnel » pour l'Europe. Une « union européenne » rationnelle est en cours pour le démanteler. Mais cette campagne a aussi d'autres objectifs, comme le retour au calme et la répression du bandi-

Depuis la tenue du congrès, de nouveaux éléments ont confirmé cette évolution. A la fin de septembre, le

naire de Pékin, Wu Teh, et le commandant de la région militaire, Chen Si-lien, ont dû faire leur autoritocratique pour avoir durement réprimé les manifestations de la place Tian-An-Men le 4 avril 1976. Les dirigeants antiparquistes avaient été déconcertés du limogement de M. Teng qui passait pour leur inspirateur. Désormais, elles ne sont plus tenues pour des incidents contre-révolutionnaires, c'est-à-dire des révoltes contre le pouvoir. Il n'est pas « autorisé » à revenir au pouvoir malgré ses « erreurs », il y revient de plein droit. Et du même coup, ce sont Wu Teh et Chen Si-lien qui sont en difficulté. Leur absence met en preuve l'influence grandissante

(1) *Peñón Information*, n° 36, 5 septembre 1977.  
(2) *Ibidem*.  
(3) *Peñón Information*, n° 33, 29 août 1977.  
(4) *Le Monde*, 1<sup>er</sup> décembre 1976.  
(5) Mafioses Informations ont fait état d'une vague de condamnations à mort en différentes provinces (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre 1976). Les condamnés étaient placardés dans les grandes villes par le bureau de la sécurité, ces condamnations étaient accompagnées de lettres d'incriminations dans certains cas. Parfois, elles étaient accompagnées de lettres de félicitations. *Le Sunday Telegraph* du 30 octobre a cru pouvoir faire état de l'exécution de 100 personnes (le Monde du 30 novembre de l'année écoulée). Cela a été démenti à Tokyo par M. Tshang Hwang-tchen, directeur général de la prison de Woung (du 3 novembre). Nous-mêmes avons vu à Canton en juillet dernier deux affiches dans les parcs. Également, les nous place au bout de la barre d'une croix sur un poteau, les uns les autres.  
Rappelons que l'usage chinois est, sauf exception, de faire les exécutions à l'obscurité. Le comportement du commandé. Mais, normalement, cela ne se fait pas, voir les articles.  
(6) Le 5 avril 1976, un hommage massif

des amis de M. Teng Hsiao-ping, permis-  
lesquels son protecteur, le général  
commandant la région militaire de  
Canton, Hsu Shi-yu, fait de plus en  
plus figure d'homme fort du régime.

Est-ce pour cela que la coloration  
moderne de la nouvelle direction paraît  
s'accomplir en une si courte période ?  
Les dirigeants chinois ? Les membres du  
peuple du 7 octobre réclamaient une  
« opération d'assainissement sans  
mercis » (7), contre les « affidés »  
de la « bande des quatre », et le mot  
d'ordre officiel constamment répété :  
« Lutter sans trêve, sans pitié, sans  
pitié pour les forçats rouges », indique que  
la Chine n'a pas encore trouvé son  
équilibre (8).

des Pékinais à la mémoire de Chou En-lai défilait en émeute. Dans le contexte de l'époque, cette manifestation était un acte de révolte qui pouvait mener à l'apparition d'un nouveau mouvement. On approuvait M. Teng Hsiao-ping. Celui-ci fut déclaré le remplaçant par M. Hua Guofeng, qui fut élu président du Comité central. On indique que l'attitude des différents groupes de la jeunesse de l'époque est encore une source de conflit.

(7) *Le Monde* du 22 octobre 1977 et 27 octobre 1977.

(8) On dit hors de Chine que les factions de la révolution culturelle continuent d'être actives en certaines provinces. On ajoute que gardes rouges et bandes rouges ont été formés dans une masse exclusive des comités révolutionnaires. On dit que les bandes rouges envoient en zone rurale, pour régler l'insécurité par endroits. C'est inévitablement la source de conflits. On dit que le peuple a rapporté que Pi T'ing-chun, commandant de la région militaire de la province de Hubei, a été assassiné par un « meryer » en juillet 1976. Or, dix mois après, on dit que le « meryer » qui a tué que son adjoint, le général Tcheng Chao-chang, était lui aussi « mort en meryer ». On dit que les « meryers » sont des voleurs à penser que la province du Hunan est le théâtre de rébellions du « meryer ».



**Le Monde**  
réalise chaque semaine

**UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE**

RESERVEE  
AUX LECTEURS  
RESIDANT  
A L'ÉTRANGER

■

**Numéro spécimen  
sur demande**

*5, rue des Italiens,  
75427 PARIS CEDEX 09*

هكذا من الأصل







# LA GAUCHE FRANÇAISE ET LES CONTESTATAIRES SOVIÉTIQUES

Pour prévisible qu'il soit  
le choc a été accueilli avec surprise  
et ne parvient toujours pas à provoquer  
l'exigeante réflexion qu'il appelle

Enquête d'YVES HARDY et PASCAL GABAI



(Photo Karol-Gamma.)

SINIAVSKI A PARIS

« D'U côté de l'Occident, il n'y a pas d'espoir, nous devons jamais compter sur la liberté, nous ne devons qu'à nous », pouvait écrire Alexandre Soljenitsyne à la fin de l'IV<sup>e</sup> (1). Peu de temps avant le bannissement d'U.R.S.S., en février 1974, alors que le K.G.B. s'est emparé d'un exemplaire de l'Archipel du Goulag, la gauche française se fait plus pressante, force lui est de constater que les temps ont changé : « Pour dire, la vigueur, la réaction dans le monde de la gauche, l'extrême gauche française, ce regain d'intérêt pour... »

Certes, les dirigeants soviétiques ont déployé des trésors d'imagination pour travestir la réalité : la répression : cyniquement, ils faisaient peindre l'inscription « Vive la paix » ou « Vive le champignon soviétique », sur les camions convoyant les détenus à travers le pays (3). Mais, depuis les années 20, pas moins de quarante livres ont été publiés en Occident sur les camps en U.R.S.S. Ce système dénoncé, entre autres, par Cillaig, Kravtchenko ou Roussel, n'avait suscité que des interrogations relativement pâles au regard de l'ordre des choses amorcées par la publication de l'Archipel du Goulag. Il y a vingt-cinq ans, ce qui faisait l'objet du débat, c'était l'authenticité

même témoignages, nul aujourd'hui... Les questions, il présent, ne portent plus sur la réalité du Goulag, mais sur sa signification.

Les opposants au pouvoir soviétique, que l'on appelle les « dissidents », n'ont pourtant pas de faire connaître à l'Occident la situation des prisonniers soviétiques, coupant la main au jetant dans l'exécution de « d'arbres destinés à l'exportation, afin que les peuples... »

Lettres à l'ONU, diffusion de Livres... la nouvelle procédure (Sinavski-Daniel en 1966, Guinzbourg-Galanskov en 1968...), envois à l'étranger de la Chénèque... évasion... cette publication « samizdat »... exposés les différents... répression : aucun n'a négligé pour d'inform... ceux qui, hésiter, dénonçant la répression organisée par les frangistes espagnols... les colonels grecs.

Alors les questions brûlent. Pour quelles raisons, les larges secteurs de la gauche française sont-ils, pendant des décennies, sourds aux témoignages sur le Goulag soviétique ? Ou, ceux qui avaient, pourquoi, le savoir... ? Pourquoi ce qui... irrécusable hier est-il devenu assimilable aujourd'hui ?

Phénomène d'auto-aveuglement, avance-t-on. Et, doute, n'est-il de pire aveugle celui qui ne veut pas voir.

Premier indice : rendre inopérantes les accablantes déclarations du régime issu de la révolution d'Octobre, les meilleurs arguments de plaidoirie pulvérisés dans la rhétorique marxiste-léniniste. Les procès ? Il faut mettre les « ennemis du peuple » hors d'état de nuire. Les camps ? S'ils existent, ce ne sont pas des « exterminations », mais des camps de rééducation socialiste, le travail. Des « peuples », peut-être, qui se souviennent de faire oublier les progrès scientifiques (la spoutnik) le gigantesque développement économique et social du pays. On ne peut pas... la politique-fiction dans lequel un orateur, interpellé sur le rôle répressif des hôpitaux psychiatriques soviétiques, répond : « C'est absolument faux, la c'est que l'U.R.S.S. est le plus gros producteur de mangonnes » (5).

Bref, tout s'est déroulé, jusqu'à ces dernières années, comme si une bonne partie de la gauche française, refusant de porter sur l'U.R.S.S. un regard critique, lui avait accordé le bénéfice de la morale, le plus favorisée. On ne... alors, avec Claude Lefort, qui demander : « Comment la gauche, en France, le peur du vrai a-t-elle pu être si... cultivée » (6) ?

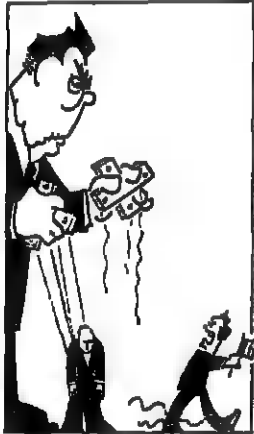
tandis que le Comité central exprime sa « désapprobation ». Le parti... félicite... cette condamnation publique, pour l'inciter à aller plus loin, l'appareil communiste n'avance qu'à comptés dans ses vols. Ne pas jeter de l'huile sur le feu, ne pas inciter le « grand frère » soviétique, semble être le premier réflexe des dirigeants. Paul Noury, à l'époque rédacteur en chef de Démocratie nouvelle, a publié dans cette revue, en février 1968, un interview d'Alexandre Dubcek sollicité l'avis de la direction du parti. En septembre 1968, il prépare un numéro spécial consacré à la Tchécoslovaquie. « J'avais dit », dit-il, la photo d'un... de dans dans les rues de Prague pour... Jean Denis, envoyé par la direction, s'écrit alors : « Ah ! non, il n'est pas question. » On se... la difficulté de Jacques Duclos. Petelin, celui-ci ne... : « Paul, tu ne pourrais pas plutôt prendre une photo avec un petit cheri... » Le numéro ne sortira pas et Démocratie... paraîtra plus.

Avant que deux années décisives (1956 et 1968) préparent le terrain aux remises en cause, la gauche française dans son ensemble vivait à l'heure des certitudes. Pour elle, la lutte antifasciste interdisait d'affaiblir le « socialisme » lui portant des critiques. Comme le confie Jean Fronteau, élu député communiste de la Charente dès la Libération : « Croyez-moi, c'était très difficile de se battre dans la gauche contre la gauche allemande, on se disait qu'on avait pour alliés les... Soviétiques... pratiquaient des méthodes... »

La victoire de Stalingrad et le climat de guerre froide qui prévaut à l'issue du deuxième conflit mondial semblent rendre caduques les inquiétudes passées (procès de Moscou des années 30, pacte germano-soviétique...) ou celles qui se font jour (procès « titistes », affaire Lysenko...). Cursus phénomènes sont de même. A force d'éviter de « faire la part de l'ennemi de classe », les réalités conformes arrivent même à échapper au cribe de l'analyse.

Dans cet univers machinien, il faut savoir choisir... et le... à deux heures, comme la dit Bernard Kouchner, écrivain qu'il était... la gauche ne pouvait pas recevoir la nouvelle. Chaque militant... de Jdanov, ne percevait que les seules... situations » (10). On comprend mieux, à la fois, l'ouvrage de Kravtchenko Ural... la liberté, 1949) ravive les antagonismes. Pierre Dolex, qui a adhéré au P.C.F. en 1939 — un fait à une section française de l'Internationale communiste — précise-il, rappelle les raisons de sa virulence passion : « Quitter l'U.R.S.S. pour aller aux États-Unis, c'était un peu comme... Français en 1945. Kravtchenko, la transfuge, s'était pour... forcément un salaud. » Du coup, le débat sur... escamoté, l'accusateur lui placé en situation d'accusé : Kravtchenko n'est-il un homme de main de la C.I.A. ?

## Deux dates pour la désacralisation de l'U. R. S. S.



Des multiples « confessions »... qui ont participé à cet étonnant phénomène de cécité collective se dégage une explication... : lente mais progressive désacralisation, ceux... la gauche, du régime soviétique, la dérusification (achevée pour certains, seulement amorcée pour d'autres) du P.C.F. ont créé les conditions permettant d'accueillir l'événement Soljenitsyne. Car... la réalité soviétique restait... P.C.F. s'en faisait le chantre devant... auditeurs plus larges que les cercles... proprement dits, témoignages « négatifs »... l'U.R.S.S. étaient disqualifiés succès.

Le fait nouveau... que le P.C.F. joue plus... il le pourrait d'ailleurs pas — ce rôle... pôle d'authentification de la vérité — une Union soviétique tombée... piédestal. L'ouverture de cette brèche, dans laquelle ont fait irruption les dissidents soviétiques, a... largement préparé par les deux grandes secousses des années 56 et 68.

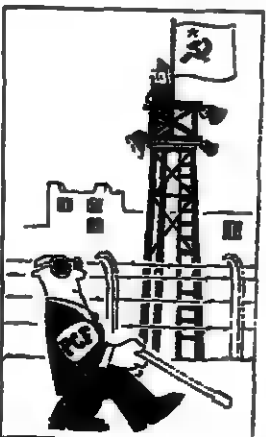
Pour bon nombre de militants, qui partageaient la vision d'une armée communiste internationale dirigée par Staline, la publication par le... du rapport Khrouchtchev (juin 1956) fut vécue... un traumatisme. Les intellectuels du parti, qui supputaient les nouvelles chances offertes... la désalinisation annoncée... U.R.S.S., furent ébranlés. « Car ce qui avait fait le... nous avions... nous dit Pierre Dolex, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire communiste Lettres françaises, « c'était... pen... que, malgré les... l'essentiel n'était... atteint, c'est-à-dire le socialisme scientifique. » Or, si, malgré les tentatives de Maurice Thorez d'« enterer » le rapport, crimes Staline sont... divulgués puis dénoncés, aucune analyse n'en... donnée.

Après les hâtives réhabilitations Rajk et Kostov (7), la révélation du rapport Khrouchtchev incite... nombreux communistes à contester au P.C. soviétique la capacité d'être le guide du... communiste mondial. « Ceux qui... démissionnent pas du parti, ajoute Pierre Dolex, l'idée... fait jour qu'il... faudrait... compter sur... Soviétiques, mais seulement sur... pour... compte du... C'est l'attitude... ceux qui ont... démocraties populaires. Ce fut, en France, une réaction... celle de Roger Garaudy. » Cette impuissance ouverte... dépositaires en titre... l'idéal marxiste-léniniste... interpréter, le parti... leur doctrine, les « erreurs » passées créa les premiers lézards dans les fondations mêmes de l'édifice « socialiste ».

L'intervention... l'armée soviétique à Budapest... va-t-elle... fournir la gauche communiste

l'occasion des réexamens nécessaires ? Las ! Au même moment, l'expédition militaire franco-britannique à Suez et les attaques du siège du parti, carrefour de Chateaudun, amènent la plupart des militants — hormis quelques intellectuels (Claude Roy, Aimé Césaire, Dominique Desanti...) — à remettre les rangs. Paul Noury, militant du parti à l'époque, et qui a soutenu le siège, a écrit : « Après ces attaques, Thorez n'eut aucun mal à démontrer... les troupes que les assaillants de... avaient... que ceux qui, à Budapest, voulaient défendre les insurgés hongrois. » L'infailibilité soviétique peut à nouveau faire figure de dogme, et pour de longues années.

Déjà critiqué... internationalisme jugé trop timoré durant le... d'Algérie (8), le P.C.F. préfère en 1964-1965... ou... les remuants militants... l'U.E.C. (Union des étudiants communistes) plutôt... de s'interroger... le bien-fondé de... positions doctrinales. Incapable d'assimiler la contestation qu'il suscite, le P.C.F. en... réduit aux mesures d'exclusion. En éliminant ainsi de ses... jeunes « dissidents », qui allaient... bonne part former



Cet alignement des intérêts... l'Etat soviétique... longue... l'influence... la politique du parti... manifeste... le 6 février 1966, jour où... lecteurs de l'Ha-

ont la surprise de lire, le plume de Louis Aragon, la condamnation à Moscou, pour « édit d'op... », deux écrivains, Sinavski et Daniel Etienne jusqu'en Union soviétique. Soljenitsyne tombe des nues : « Des forces de ce genre, dans ce pays, il s'en était joué bien d'autres... cinquante... et cent... plus sinistres, au... de... plus meurtrières, tout cela n'avait pas... plus d'effet sur l'Occident que l'eau sur les... d'un... » (11). Le P.C.F., peu coutumier... d'initiative, trouve la l'occasion d'exposer ses craintes d'une résurgence du stalinisme depuis la chute de Khrouchtchev, n'est-ce pas aussi... la situation politique française l'incite à donner des... de libéralisme ?

Cinq mois plus tôt, effet, le P.C.F. avait

les premiers groupes trotskistes... maoïstes, le parti laisse passer... chance de régénérer... pensée marxiste en voie de sclérose (9). Mai 68 en fournira une éloquent démonstration : le P.C.F. voit dans le mouvement de... un phénomène « petit-bourgeois », qu'il ne... le monde ouvrier. Attitude qui ne le place pas en position de force... la gigantesque manifestation unitaire du 13 mai, à l'issue... laquelle... Cohn-Bendit peut ironiser : «... crepuscules... étaient... le faucon de... » Quelques jours plus tôt, Aragon était venu dialoguer... les étudiants sur le boulevard Saint-Michel. Et ceux-ci, au lieu de réjouir... la présence d'un membre du Comité central dans la rue, l'interpellent sur les camps en U.R.S.S., refusant de lui reconnaître une autorité quelconque. En ce sens, l'explosion de... 68 consacre la fin du magistère moral de... le P.C.F. exerçait... importante fraction de l'intelligentsia de gauche.

Lorsqu'en août 1968 les Soviétiques... interrompre militairement le « printemps de Prague », le bureau politique du P.C.F., signe de temps nouveaux, manifeste sa « réprobation »,

## Les étapes de la dérussification du P. C. F.

décidé d'apporter... soutien à la candidature de M. François Mitterrand aux... présidentielles, et... Rochet, partisans d'une politique d'ouverture, allait... réclamer l'élaboration d'un programme commun... la gauche. Cet objectif, devenu réalité en juin 1972, forme profondément... politique français. La stratégie d'union... la gauche... partie... la famille radicale à quitter... giron majoritaire ;... ancre à gauche... parti socialiste, qui exerce... « vieux démons », les appels... sirènes centristes ; enfin elle... le P.C.F. à la conquête du pouvoir et,... d'élargir... électorat, l'entraîne à... surenchères avec le P.S. sur les libertés.

Cette « dynamique unitaire » qui, au fil... ma, rapproche la gauche du pouvoir, place aussi... nouveaux alliés... une situation inédite par rapport à l'U.R.S.S.

Les... de M. Robert Fabre et les socialistes du « nouveau parti » né du congrès d'Épigny (1971) n'entretenaient, sur l'Union soviétique, guère plus d'illusions... la... la S.F.I.O. L'U.R.S.S. en... l'Est servent plus de repoussoir que de référence... leurs projets de société. Certes, contre la... Pierre Guideron, l'un des animateurs du CERES, « depuis la signature de programmes communs, la supériorité de la stratégie des socialistes sur la position qui était la leur au temps de Guy Mollet

est... plus... soumise, subordonnée à l'évolution du P.C.,... en mesure de créer... du changement (12) ;... ; pourtant, à l'égard de l'U.R.S.S., la grande crainte... socialistes demeure bien... passer, aux yeux... leur allié, pour... héritiers... Guy Mollet. Afin... dissiper... suspicion qui pèse encore sur eux, et ne... envenimer un... plus leur alliance conflictuelle... le P.C.F., les dirigeants socialistes semblent avoir choisi la politique

- (1) Le Chêne et le V... Seuil, 1975, page 121.
- (2) Idem, page 348.
- (3) Rapporté par Alexandre Soljenitsyne... Premier Orde, Lefort, 1974, page... dans l'Archipel du Goulag, Seuil, 1974, tome 1, page 372.
- (4) Témoignage d'A. Chitrine rapporté par Elisabeth Astor dans Droits... Union... Juillard, 1977, page 258.
- (5) Titre... pages... Prudal, Bayard, 1977.
- (6) Dans... homme en trop, Claude... Seuil, 1970.
- (7) Rajk... hongrois... responsables des... en 1949 pour « titisme », réhabilités en 1953/54.
- (8) Des... communistes... réhabilités en 1953/54.
- (9) Des... qui produisent notamment : «... respectés... jugons justifié... les armes contre le peuple algérien... ».
- (10) Notre... (1953-1968), Robert Laffont, 1977.
- (11) Le Nouvel Observateur du 8 août 1977.
- (12) Le Chêne et le V... page 122.







... ..

هكذا رين الاعمل



























## *Images d'intervention*

aux exclusives et par le désir de coopération pratique théorique entre tous les travailleurs progressistes des médias. Dans cet esprit, **est construite à Vion (Suisse), durant le Festival international du film documentaire (voir notre article ci-dessous), la Fédération européenne pour les cinémas progressistes (FECIP) qui voudrait, entre autres, mettre sur pied un centre de distribution de films des indépendants, organiser des colloques sur l'esthétique des films d'initiation, des commissions d'enquête sur les violations de la liberté d'information (1).**

En France aussi, dans le prolongement de ce mouvement de rénovation, vient de se créer une « Coordination nationale de l'audiovisuel progressiste » qui aspire, par exemple, à étudier les problèmes juridiques de la réalisation des films, à diffusion des films indépendants et à accroître leur diffusion (2).

Les militants à l'intervention, qui tous deux, c'est le discours, ont été nombreux, et ont fait de très bons interventions. Ils veulent plus personnels, ils font une large place à l'émotion, aux méditations du réalisateur, ils demeurent conscients d'influencer, d'agir sur les questions en débat, mais sans être péremptores, tranchants ; ils se découvrent, en somme, une certaine fragilité.

**IGNACIO RAMONET.**

(1) Pour tout renseignement, prendre contact avec : FÉCIP - c/o  
Hélène Herting, avenue du Domaine 51/4, B - 1190 Bruxelles (Belgique).  
(2) Adresse : 6, avenue Cabanis, 69004 Lyon (France). Tél. (78)  
32-50-43.

« Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? »

... dans un certain nombre  
 de pages brillantes (outre ceux  
 micros de Gorbachev, de  
 Makhrou-Dobré, il y a celui,  
 publié, du général Gromyko, l'urne  
 frappe tout en votant.  
 Son général est pessimisme  
 de l'atrocité de la catastrophe  
 au loup ne laisse, dans sa  
 métaphore, aucune place à l'at-  
 tention des hommes libres car, de  
 la situation actuelle meurtrière ou  
 de la seule mort de tous les loups  
 traîtres, nul aujourd'hui ne vou-  
 draient.

**M**ALGRÉ les déclarations de ses hommes libres la liberté (Marx), dans un texte de présentation à son film, est net sur ce point : « tous », dit-il, ont favorablement perçus les terraires qu'ils avaient choisis. Les hommes (l'air est rouge) au temps du « grand froid » et en avril terminés, restent cependant les garçons de dissémination : on les trouve dans les zones auxquel Marx, malheureux, ne se consone, vers la fin, de la « révolution » des femmes. Insubordination des soldats, communistes, ecologistes, fractures à la morale, toutes urbaines, etc. *Alors* : les hommes capables de miter l'imbriation des pouvoirs et la fin, en même temps, l'impérialisme et la guerre. Les films se font contre

**P**RESENTER, un film, différents portraits de horizons sociaux, de la campagne à la grande ville, du prolétariat de l'industrie à la grande bourgeoisie, des milieux marginaux, cela, sans doute, s'est déjà fait. Mais quel regard, quelle écoute, quelle différence aussi, au départ d'une réalisation comme celle de *La nuit du 17*, source, visages que la caméra effleure sans jamais les agresser, portraits qui se construisent lentement, serinement : ce qui est le projet de l'homme que Coline Serreau a décidé de faire, mais un témoignage pour les femmes, par les femmes. Ce qui est venu à l'esprit de la réalisatrice, c'est d'écouter les femmes, d'écouter qu'elles ont un avis, une parole, une parole aussi et profonde.

Le village sillonné par toute une rive dans les champs, avec, au regard, un paysage de la Drôme brassé par les vents, une paysanne parle : « **Mon** femme, à la campagne, c'est le baigne. » Elle raconte les corvées d'eau, car l'eau courante n'est venue que bien tard, trop tard. Les femmes sont parties, elle est restée veuve, elle est seule, avec bête isolée. « J'aurais tant voulu m'installer un peu plus. » Le regard est celui du regret : « **Mon** mari, pense à tout ce que j'aurais pu être, tout ce cafard. » Le bilan est triste, l'espoir absent : une vie perdue à laborieusement gagner.

rendre à l'usine, nous pénétrons avec elle dans ce carmel de la productivité. Elle nous fait visiter les ateliers. Jusqu'à dix heures du matin, elle nous fait passer le même quart d'heure : quarante opérations différentes, dans ce laboratoire scientifique du travail, les outils, les machines, leur vengeance : car, poétiquement à la paysanne, les désenchantés, ces ouvriers de la machine, refusent la mythologie, la résignation. Elles ont déjà leur épopée : une grève de vingt-deux jours.

Le choc est brutal lorsque la machine se transporte dans un appartement de la grande bourgeoisie. Le bruit de la descente de l'escalier fait place au chuchotement stylé. La lumière joue sur les vases Ming. La dame qui nous reçoit affiche un parfait bonisme. Pourtant, peu à peu, filtre sous le vernis des courtoisies la plainte basse et continue des femmes au foyer : l'attente, la disponibilité forcée, le sacrifice.

**A**PREZ cette féminité désuète : une jeune actrice qui a le choix de jouer dans les films porno. Nous assistons à une scène de tournage : corps féminin manipulé, parcellisé en zones érogées par un homme, en scène adipeux et goguenard. Que se passe-t-il ? L'insu du prêt-à-porter ou dans l'insu à rêver, la structure est la même. L'homme est l'ordonnateur du corps féminin machiné. La jeune actrice a su saisir le leçon de cette « exploitation » : elle se révolte, elle se révolte, non seulement : elle s'écroule, mais elle s'écroule.

bué, par le mirage d'un corps  
éternellement perméable, à alié-  
ner les flux.

Cette jeune femme que la caméra est venue chercher dans sa chambre murée vive, protégée par une chevelure-plumage, est anoréxique. Elle a subi la perte d'un parent, d'un Tennessee Williams, être décidée à maigrir, à s'infliger des blessures symboliques, jusqu'à se dissoudre.

« La femme n'a pas qu'un visage. Elle veut faire le diable à quatre et enfanter des justes. » Telle est la parole de cette grand-mère qui a suivi des études de théologie pour devenir Mariée, avec sept enfants, et a perdu sa paroisse. Une telleurlique anime ce visage de porcelaine. Elle a, pour s'adresser à nous, la conviction des sufragettes. 20.

Cette belle femme de Bretagne, jadis enlevée, qui avoue, à la fin du deuxième âge, n'avoir connu de l'amour que maternités et avortements répétés et qui revendique, après le mort de son mari, l'entrée dans la vie et l'accouchement au plaisir, c'est ce voyage à travers les femmes de France.

La mer qui balaie les côtes, au dernier plan du film, vient rappeler que, si ~~elles~~ elles les unes des autres dans ~~un~~ géographique ou social, ~~on~~ elles puissent au même réservoir commun, irréductible : la féminité.

**NOELLE DE CHAMBRUN.**

# LES PLAIES DU MONDE

Le film, n'est sa faiblesse, trouve du mal à incorporer à son l'envers d'épouvante du nazisme : son appétit d'expansion, son anthropophagie concentrationnaire et son désir d'unicité. Ce désir et les sélections politiques auxquelles il donne lieu, militent communistes, un autre, film allemand veut le rappeler en retraçant l'itinéraire biographique et idéologique du contre-propagandiste John Heartfield, photomonteur (1914-1982) par Helmut Herbst. 1977).

George Grosz notamment, du groupe d'intellectuels d'avant-garde qui organisa la première foire internationale des sciences sociales à Berlin en 1927. Cette manifestation fut le point de départ d'une imagination au service de l'agitation politico-sociale contre la poussée du nazisme. Ses recherches en contre-idéologie l'amènerent à créer une « école » de la contre-imaginaire graphique qu'il pratiquait en illustrant la couverture de la revue *Die AIZ (Arbeiter-Illustrierten-Zeitung)*, la plus florissante de la presse allemande. On reconnaît les images que le nazisme proposait de lui-même, et, dans une sorte de contre-nuise en schéma, des pratiques du national-socialisme et du stalinisme.

La pratique artistique opposée au fascisme fut illustrée également par *Ramon, chansons contre la peur*, du réalisateur *Manuel Riera*. Ricard, un jeune chanteur, se livre à un concert où tout qu'il est un des meilleurs doucteurs de l'Espagne d'aujourd'hui. Le chanteur *Manuel Riera* y explique comment les poèmes chantés devinrent pour toute une génération (celle du 68 espagnol) des chants de ralliement. La protestation contre ce que l'on appelle le régime fasciste est sous la prédominance agonisante.

Ces dailleurs, on s'en souvient, durant la lente agonie de Franco que furent signés les accords de Madrid, déclenchèrent ainsi la guerre civile.

ingéat, vinrent rappeler, à Nyong, la situation dans cette partie du monde : Sahara occidental, l'indépendance ou la mort (du réalisateur néerlandais Jan Kees de Rooij, 1977, qui, avec des images d'archives, évoque la vie dans les camps de réfugiés, l' ligne politique du Front Polisario et la préparation à la guerre populaire, les hostilités, la caméra nous fait entrer dans le désert, à l'assaut d'une caserne contre une colonne motorisée marocaine et à la chute d'un chasseur marocain atterri par une fusée Sam, prouvant la combativité et l'efficacité des combattants des Fatah sahraouis).

Un **combat** **libération-**  
naire que même le SWAPO, qui semblait  
être exposé par un film assez insolite  
: *Namibia en Lutte*, réalisé anonymement,  
tourné clandestinement au super 8, et montrant pour la  
première fois, à travers les yeux de  
des **ouvriers** qui habitent les  
miniers **par** les films  
pour exploiter les richesses  
minières de la Namibie.  
L'antidote coloniale des films  
à **partout** d'apartheid furent  
dénominés par un **meilleurs** films  
vus à **Myon, South Africa, the White**  
**Ladger** (réalisé par l'Américain Peter  
Davis, auteur du célèbre *Hearts of*  
de **l'Amérique** explique les origines du  
comportement **afrikaaner** et montre  
comment, depuis 1948, les **Africains**  
au pouvoir essayent de faire oublier  
le **défaut** de la **l'Amérique**  
Boers **en** **entretien** une  
d'assagés.

Une autre situation coloniale, entretient cette fois par les Etats-Unis, est celle qui prévaut à Porto Rico, où les Etats-Unis magistralement le court mstrage du Brésilien Alfonso (ancien opérateur de [redacted] Rocha et de Miguel Litián) Puerto Rico, Paradoxe [redacted] [redacted] économiques que la « puissance protectrice » entretient avec l'île. Relations encore distordues par la crise qui affecte aujourd'hui les Etats-Unis, le tissu

social le plus fin. **Le**  
contre le film de Bar-  
bara Margoulis *On the*  
*line* (1976) en mettant en  
parallèle les images  
quotidiennes contre le  
chémage, contre les ex-  
pulsions ou contre les  
licenciements, **contre**  
de la grande crise de 1929  
pour prouver que la réac-  
tion du pouvoir  
dans les deux cas :  
abus de la violence d'Etat.

Une autre réalisatrice américaine, Helena Solberg, dans *Simplemента* (sensé), se penche sur la violence institutionnelle que supportent les femmes au Brésil quand elles se refusent à la religion et des mass-media pour montrer que le conditionnement de la femme brésilienne à la « femme poiteuse » vise exclusivement le machisme latino-américain. Ce machisme est aussi dans le contexte de la médecine marocaine, par la réalisatrice anglaise Melissa Llewellyn-Davies qui, dans *Femmes* (sensé), analyse la violence faite à sa femme de la langue marocaine, la réalisatrice s'entend avec une femme qui se refuse à être une danseuse publique qui se livre à leur violence morale.

Les vraies prisons, les conditions de détention qui provoquent le refus de la réhabilitation, les analyses avec un esprit critique, militante, dans le français Ella Lemassane pour qui les prisons ? , tandis que les réalisateurs ex-allemands Heynowski et Scheumann proposent une vision, quelque peu idyllique, des camps de rééducation vietnamiens pour anciens combattants du sud-vietnamienne. Je regrette de ne pas avoir pu ces hommes ont été confrontés à un des dilemmes plus difficiles de la



« JOHN HEARTFIELD, PHOTOMONTEUR »  
Sous les charismes, For  
les forges.

De la mort précisément, il question dans le film le plus dense que nous pûmes voir à Nyon : *Raison d'être*, réalisé par le cinéaste québécois Yves Dulon, qui est allé parler de la mort, de la propre mort, deux jours consécutifs. Avec une infinie délicatesse, Dulon a su rendre pathétique le suicide, et nous ramène à voir avec lui la gravité, le regard est simple, écoute, simplement.

Dans la « *maison* » apparente de la Suisse (ce « pays de fiction », dit Borges), la « *maison* » du Festival et des films de Nyon « d'attirer l'attention sur le monde qui l'entourne », le monde qui l'environne. Les films qui ont été projetés à Nyon ont prouvé que l'humanité attend, parfois avec passion. En donnant un grand prix à un film nommé « *maison* » (sur le souvenir de la première guerre mondiale), le jury a dans le sens « manifesté, d'une manière, de l'humanité dominant voir se peut s'apaiser, se guérir plaies du monde.

**I. R.**

## « PAVILLON DU LAC »

**Ouvert tous  jours**

chauffée  
22, rue Gazan (Parc  
585-38-92







## AMÉRIQUE LATINE

**LES GAMINS DE BOGOTA.** — Jacques Meunier.  
■ Jean-Claude ■ Paris 1977, 220  
pages, ■ F.

Qui s'est promené dans les rues de Bogota n'a pu manquer de tomber sur des enfants, seuls ou en petits groupes, vendant leurs bagages ou billets de loterie, mendiant ou cherchant de bonnes heures où ils devraient être à l'école ou dans leur famille. Jacques Meunier s'y est intéressé en anthropologue mais en faisant une place à part à ceux que les Bogotanos nomment « les gamines » et qu'on ne recouvre pas la totalité des quarante mille enfants pauvres de la capitale.

distinctif du «gamin» selon l'un d'entre eux : « Les enfants pauvres sont tristes, pas les gamins. » Pour Jacques Mounier, le trait caractéristique est l'appartenance à une bande, « la gillada ».

Il livre par une monographie de statistiques. Il s'agit de contrôler la rencontre entre un

## PROCHE-ORIENT

**LE MOUVEMENT NATIONAL PALESTINIEN. —**  
Présenté par Olivier Carré.

\* Gallimard, coll. e Archives n, Paris,  
1977, 229 [redacted] F.

Cartes, chiffres, tableaux, extraits de documents, rappel des principaux événements : le bel livre d'É. Caron, clair comme le jour, nous apprend, dans une langue simple, que les palestiniens ne sont pas un peuple d'origine plus ancienne, l'auteur remonte au troisième siècle avant notre ère : à cette époque, les palestiniens, Élétiens ou Philistins, ont un ancêtre commun : Éléas, fils d'Avraham (arabisation, islamisation), elle n'est jamais dispersée... jusqu'à l'implantation de l'État d'Israël, les palestiniens ont eu aussi une résistance : les Palestiniens n'ont cessé de lutter pour préserver l'identité nationale. Élétiens ou Philistins, l'Empire ottoman - la Palestine est alors à l'avant-garde du réveil arabe, - oppose leur terre par les colonies juives, revendication en août 1924 d'un gouvernement autonome, les palestiniens ont été l'objet d'une loi d'oppression de rester au même, et chez lui permets-elle aux palestiniens de rester là où ils ont leur patrie : tel ou tel.

MLTM

[illegible]

1. 9.

**NOUS ? FEMMES CURAINES. —** Betty-Elv-  
thère Georgiou.

★ La France universelle, Paris, 1977,  
138 pages, 23,66 F.

B.E. Georgiou, un autre de ceux dont séjour à Cuba, en 1969 et 1975, a mesuré les énormes accomplis dans la vie de leur famille de la femme et qui ont de la famille de 1975. Son petit ouvrage, a atteint tendus de ces notations personnelles et documents officiels de cette dimension peu connue mais peut-être la plus révélatrice de la révolution cubaine : la volonté de créer un homme et de débarrasser le machisme, cette exaltation de la virilité qui caractérise encore la culture dominante de la majeure partie de l'Amérique latine.

•

### **Les difficultés de l'indépendance économique**

# Richesses naturelles et industrialisation au Maghreb

**L**e destin du monde méditerranéen est une donnée de l'histoire. Mais entre le nord et le sud de la Méditerranée, bien des incompréhensions issues de la méconnaissance se maintiennent. Par la fréquence et la qualité de ses publications, le Centre de recherche et d'études sur les sociétés méditerranéennes (C.R.E.S.M.) et la disposition de la France ont une abondante série d'ouvrages historiques, géographiques ou prospectifs sur la vie économique et politique du Maghreb indépendant. Deux ouvrages récents devraient aider à combler le fossé des malentendus.

Le premier porte sur la question des matières premières énergétiques et minérales au Maghreb : principalement sur le fer, les hydrocarbures et les phosphates (1). L'état d'actualité que ces matières abondamment contenues dans les roches stratigraphiques de ces riches régions, a permis de mettre au point des procédés de développement national des maghrébins : ceux-ci ne se résignent pas à l'exportation massive des produits bruts, mais cherchent d'acquiescer à la fois à la technologie nécessaire à la fabrication sur place de produits finis. L'œuvre historique sur les pratiques coloniales en matière de ressources minérales et le rappel des données géologiques et géologiques qui ont ouvert le vœu principal de comprendre l'analyse des stratégies propres à chacun des pays.

Ce terme de *colonisation*, en ce qu'il implique un choix de remises en cause des liens de dépendance à l'égard de l'impérialisme, seule garantie de l'autonomie de décision, semble *malvenu* ne pouvoir s'appliquer qu'aux cas *libyens* et *algériens*. L'acte de la *révolution* pharaonique *marocaine* laisse, en effet, à quel point celle-ci reste tributaire de facteurs extérieurs déterminés par les firmes multinationales, tandis que la Tunisie demeure allée vers un *système* de la

à la seule maîtrise de la production : plus importante est celle de la transformation des matières premières en produits de leur commercialisation. Une telle synthèse réunit la formule des producteurs et consommateurs, entre États producteurs et consommateurs. Le rôle des matières premières s'est ainsi transformé en rôle des produits transformés. L'industrialisation, tel l'OPEP, y a joué un rôle déterminant de façon croissante : élargissant ses perspectives, l'ouvrage se clôt donc sur l'analyse de stratégies maghrébines et le réaménagement économique marocain. Le rôle de ce tiers-monde y est de « fer de lance du tiers-monde » algérien.

L'UTILISATION des  
turbines aux fins d'industrialisation,  
pour laquelle ont opté les pays du  
Nord, est le résultat d'un choix  
favorable de technologie : sur quel mode et  
avec quel partenaire ? Dans un  
cas, qui a la clarté la présenta-  
tion de Manuel, (2) Dimitri (3) position-  
ne la France dans une position  
dans ce domaine. Il met en diffé-  
rence de choix entre l'Algérie et ses  
voisins du Sud, et la France et  
l'Union soviétique. L'Algérie et  
l'Union soviétique ne souhaitent que s'insé-  
rer au processus international de  
production. Il indique que, dans  
de nombreuses vicissitudes, les entreprises  
françaises conservent une place de  
choix en France, et que ce  
choix est parvenu à l'industrie  
latente d'une dépendance technologi-  
que. Il indique que la France a per-  
du une nouvelle division interna-  
tionale du travail où la France aban-  
donnerait les activités industrielles  
plus sophistiquées, se réservant celles  
à forte valeur ajoutée, mais d'intensité  
travaux et qualité et avec une forte  
valeur ajoutée.

[illegible]

**CHRISTOPHE BATSCH.**

## Idéologie et « révolution »

# La gauche éthiopienne face au pouvoir militaire

Le régime militaire éthiopien est en butte à de graves critiques non seulement de la part de la droite, mais aussi de la part des courants les plus militants de la gauche éthiopienne. Malgré les réformes apportées de 1974 à 1976, les militaires dans ces paysans déshérités, malgré l'adhésion à la doctrine du socialisme scientifique en 1976 et le récent rapprochement avec l'Union soviétique, le Derg, le comité militaire ne jouit pas de la confiance populaire. L'approbation par la majorité d'étudiants, d'intellectuels qui récemment, depuis les années 60, le mouvement de la gauche éthiopienne, l'hostilité envers l'armée a des racines profondes. Les militaires ont été les derniers à saisir les principes du Derg. Ils ont été devenus le fleau du peuple, le saignant le blanc et ravageant les campagnes. Sous Haile Selassie, les militaires, pour leur rôle répressif, méritaient le mépris, et l'empereur récompensait les officiers en leur octroyant des terres. Après leur installation au pouvoir en 1974, les militaires sont contrôlés par l'extrême gauche de la gauche éthiopienne. Ils ont voulu pour autant mener la révolution à son aboutissement. Diverses publications démontent aujourd'hui une idée des critiques formulées contre le Derg, avec une vivacité et une clarté dans l'analyse théorique souvent schématisées et toujours partisans.

P our la première fois le lecteur occidental peut se familiariser avec ce genre d'argumentation grâce à deux livres publiés en anglais par un Éthiopien qui vit en exil depuis le temps de Haïlé Sélassié, Addis Ababa et Addis Abeba : *The Antecedent to Bourgeois Democracy* (2). Le premier ouvrage retrace l'histoire politique et économique de l'Éthiopie depuis les grandes conquêtes de Ménélik dans le dernier quart du dix-neuvième jusqu'à nos jours ; le second est une révolution ; il analyse plus en profondeur l'époque de Haïlé Sélassié et les deux premières années de la révolution. Tous deux abondent en formulations nouvelles, fruit d'une situation sur le marxisme et l'actualité éthiopienne. Face aux succès des mouvements séparatistes érythréen et somali et face à la répression à l'intérieur, deux thèmes s'y pressent : la question des tribus et celle des nationalités et des nationalistes et l'analyse du pouvoir militaire.

A l'entente des historiens éthiopiens qui voient dans les immenses conquêtes de Ménélik (entre 1870 et 1900) le début de la première République, Haïlé Sélassié considère « l'État éthiopien tel qu'il était... Les mêmes forces qui ont créé la Côte-d'Ivoire, le Kenya ou la Côte-d'Ivoire ». L'Éthiopie moderne « (I, page 1). Cette fois, pourtant, le colonialisme n'est pas le fait d'une étape avancée, monopoliste, du capitalisme mais « un colonialisme tardif, qui coexistait et s'appuyait sur les classes dominantes — l'aristocratie féodale. Les terres confisquées à la suite d'un féroce processus de conquête, d'annexion, et de territorialisation » (I, page 3), avaient été distribuées en

majeure pôle des congréganistes. C'était de colonialisme féodal-militaire qui avait permis la création de l'Éthiopie moderne que l'auteur appelle à «Etat-empire» (terme apparemment d'un doute au sens d'imperialism). Dans ce nouvel État-empire impérialiste, la majorité des populations locales avaient été réduites au servage, la domination de classe s'accompagnant d'une lourde oppression sur le plan national religieux. Une telle situation est décrite comme étant la cause du projet de décolonisation, entraine inévitablement une révolution et de la légitimité du mouvement nationaliste érythrien (I, page 89), tandis qu'une révolte somalienne est présentée comme un mouvement ayant un caractère de libération nationale (I, page 88).

Par **OLGA KAPELIOUK**

Quand un régime militaire social, les d'exploiter la propagande officielle selon laquelle « la classe ouvrière, la classe paysanne et les militaires progressistes, soulevés par l'idéologie socialiste, nous rendront devant eux-mêmes tous nos droits », réalise les militaires servent des intérêts. Prisonnier de la formule marxiste sur l'inévitable transition du féodalisme au capitalisme, l'auteur soutient que la démission du pouvoir absolu de Haile Selassié s'accompagne par la réforme agraire de 1975, a abouti à l'installation d'un régime capitaliste dans ce Régime.

L'absence de reconnaissance de la propriété foncière nationaleisation des terres agricoles et urbaines, Addis Ababa s'y voit que des mesures destinées à instituer un impérialisme d'Etat aux mains d'une nouvelle classe dirigeante composée de militaires et de bourgeois.

Le développement de l'éthiopie cette bourgeoisie l'emprunte de plus en plus dans l'orbite de l'impérialisme (4) : « L'état absolu et l'absolu des corporations représentatives de la bourgeoisie nationale ».

Cette bourgeoisie nationale est le résultat de l'intégration du pays dans le système capitaliste mondial » (II page 58).

Au terme de cette analyse plutôt schématisée, Addis Ababa apparaît comme une ville qui se développe et l'organisation des masses dans le cadre d'une parti prolétarien

D'ANS l'éventail de la gauche éthiopienne, Addis Ababa se place à mi-chemin entre les deux groupements majeurs en Ethiopie même : le F.R.P.E. (Parti révolutionnaire populaire) et le F.D.E. (Front démocratique) créés en 1974-1975 dans la lutte armée, et le Meison (Mouvement socialiste pan-éthiopien), qui a prêté un « social » critique à aux militaires jusqu'en août 1977. « Les deux camps », se réclament tous les deux du marxisme-léninisme, « sont » au cours du premier trimestre 1978 lorsque, parallèlement à un changement dans les rapports de force, se met en place un régime d'« union nationale » et d'« union démocratique ».

Le rapprochement du régime paraissait réelle. Les principales divergences entre les deux mouvements, à part quelques différences d'affiliation idéologique, étaient d'ordre tactique. Le F.D.E. était-il ou non, fallait-il, « soutenir le Derg » ?

Le **FRELIMO** dans ses analyses du pouvoir reproduites dans des tracts et diverses publications clandestines, s'attaqua de plus en plus violemment au Derg pour en arriver à préconiser une lutte armée contre le régime. La répression qui s'ensuivit fit d'innombrables victimes. Pendant le seul week-end précédant les festivités du 1<sup>er</sup> mai 1977, **100** d'un millier d'étudiants et de **100** trouverent la mort à Addis-Abeba.

De l'autre côté, les intellectuels regroupés autour du MSAO, tout en reconnaissant la désignation de par sa nature de classe ne pouvant pas avoir une relation à l'État, ont cependant décidé dès le début de 1968 de collaborer avec cet État afin d'éviter d'enflammer ces décisions dans le sens du radicalisme. C'est à leur influence que l'on doit les radicales réformes des années de 1970, la mise au point de la loi sur le droit des citoyens à la détermination et à l'autonomie culturelle (la radicalisation spectaculaire de la phraseologie du régime à partir du printemps 1976. Ils sont alors à l'apogée de leur influence et se voient attribuer le rôle principal dans la création du Bureau provisoire pour l'organisation des masses (B.P.O.M.). Toutefois, le printemps 1977, ils perdent graduellement leur influence pour être finalement éliminés du B.P.O.M. par clandestinité en août 1977 et subsistent à leur tour une représentation non moins sanglante, semblait-il, que celle qui a frappé le P.R.P.E. (7). La rupture entre le pouvoir et les intellectuels du MSAO est définitive. Les intellectuels restent attachés à l'éthiopie et s'unissent avec eux contre l'éthiopie soviétique. Leur tendance maoïste en farent-elles cause ? Celle-là, quoique non avouée officiellement, apparaît assez clairement dans le discours idéologique de la révolution sociale menée par leurs soins l'intention des médias, des organismes gouvernementaux et des militants du régime. Dans la première partie consacrée à l'explication des concepts, on trouve des arguments tels que « la révérence à la culture chronoculture » citée comme exemple, sur la « bureaucratie » (page 100), combattue par la révolution culturelle en Chine ; sur la « nouvelle révolution démocratique » (page 101) ; sur la grande révolution (page 102). Dans la deuxième partie, côté des biographies de Ho Chi Min, Léine Mao, Marx et Engels, figure celle de Staline. Quatre pages longues citations rapportées sous l'intitulé « Chronoculture ». L'histoire des pays socialistes présentant un intérêt particulier pour l'éthiopie, l'Albanie, la Chine, etc. (pages 103 à 105).

Quant aux l'Union soviétique. Avant de parler de l'Union soviétique, il faut noter qu'il y avait que gêner les bonnes relations avec les nouveaux alliés. Débarassés des gauchistes, soutenus fermement par les Soviétiques, les militaires réalisent-ils leur propre modèle

(1) Review of \_\_\_\_\_ Moscow, Occasional Publications n° 1, Londres, 1976, pages (titre et sous-titres en russe).  
 (2) Sans indication de lieu, mars 1978, 97 pages (titre et sous-titres en russe).  
 (3) \_\_\_\_\_ publication \_\_\_\_\_ France  
 (4) \_\_\_\_\_ (Paris), 1978, 10 pages.  
 (5) \_\_\_\_\_ analyse figure également dans les Journaux politiques \_\_\_\_\_ à l'Union soviétique et dans la revue \_\_\_\_\_ de la communauté étudiante éthiopienne en Europe.  
 (6) D'après Nguenda \_\_\_\_\_ l'un des dirigeants du P.E.O.M. dans \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ 17 septembre 1977.  
 (7) Dans le quotidien officiel de langue amharique, Adena Zemen, 18 avril 1976. A cette occasion, \_\_\_\_\_ a été désigné comme « chef des études » (chiffres) : en réalité c'était le mot « peuple » qui était en jeu.  
 (8) \_\_\_\_\_ 15 pages, 1977.  
 (9) \_\_\_\_\_ huitième édition, Adena-Abeba, 1977, 318 pages.

**STERN**  
• GRAVEUR •  
depuis 1840

cartes de visite,  
invitations

*La distinction  
d'une gravure traditionnelle*

nouveau département "Sociétés"  
pour cartes et papillons à lettres  
de belle qualité

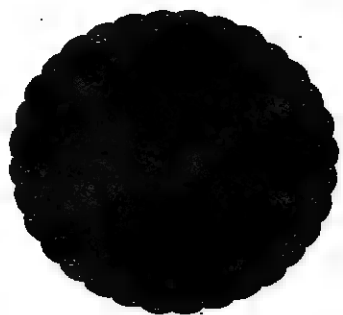
Atelier : 47 Passage des Panoramas  
PARIS 2 - TÉL. 236.94.46

[illegible]









# JAPON: la recherche d'un nouvel équilibre

Il y a un an, le 5 décembre 1976, les Japonais allaient aux urnes pour élire la Chambre basse et reconduisaient la majorité conservatrice au pouvoir depuis la fin de la guerre mondiale. Le parti libéral démocrate disposait, après les élections, d'une majorité plus mince mais, huit mois après avoir enregistré un léger recul, il obtenait un succès inattendu aux élections sénatoriales.

Nommé premier ministre le 23 décembre 1976, M. Fukuda pouvait poursuivre une politique qui, sur le plan intérieur, n'est guère différente de celle de son prédécesseur, M. Miki. Les divisions

d'une opposition sans doute incapable de prendre la relève font que le débat politique paraît bien stérile. La société japonaise n'en est pas moins à la recherche d'un nouvel équilibre.

Fort éloigné du rêve « révolutionnaire » de l'Armée rouge que ses aînés désespérés mais spectaculaires font indument apparaître comme la principale expression de la contestation, le parti croissant du corps social s'interroge sur le développement industriel à outrance, comme en témoigne le phénomène récent de la renaissance des campagnes.

C'est également la recherche d'un nouvel équilibre qui caractérise la diplomatie japonaise. L'accélération de la croissance du Japon par rapport au dollar, la controverse autour de Tokyo à Washington sur l'excédent commercial nippon, le contentieux avec la Communauté économique européenne ont conduit à un isolement relatif du Japon parmi ses alliés occidentaux. Dans ces conditions, le gouvernement de M. Fukuda cherche tout naturellement à améliorer les relations avec les pays asiatiques.

Tout en s'inquiétant de l'engagement au communisme qui constitue à ses yeux le projet des Américains de

se retirer progressivement de la Corée du Sud et en renforçant la coopération avec l'A.S.E.A.N. (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), malgré la méfiance des pays membres, Tokyo cherche à nouer le dialogue avec les Etats d'Indochine. La détérioration des rapports avec Moscou, envenimés par la querelle sur les files Kouriles, contribue à renforcer l'influence des milieux d'affaires nippons qui, conscients de l'importance du marché chinois, poussent à un resserrement des liens avec Pékin, par-delà toute considération idéologique.

JEAN DE LA GUERIVIERE

## Les maisons de commerce à la conquête des marchés étrangers

Par PHILIPPE PONS

Il y a un Japon six mille maisons de commerce, mais seulement la moitié des échanges extérieurs et une bonne partie du commerce intérieur de gros. Les ventes de ces entreprises ne sont pas annuellement à un montant égal au double de celui du budget, soit un tiers du P.N.B. : ce sont les *Sogo shosha*, les fameuses sociétés de commerce japonaises, fer de lance de la promotion des produits nippons sur les marchés étrangers.

Les *shosha* sont nées au moment de la révolution de Meiji (1868) avec l'ouverture du Japon vers l'étranger. La barrière de la langue et l'absence de prestige commerciale internationale ont été à l'origine de leur création. Aujourd'hui, si le deuxième facteur a disparu, et de loin, le premier demeure, au dire des responsables de *shosha*, l'une des raisons essentielles de leur existence. Elles offrent à leurs clients, en plus des activités proprement commerciales dont elles se chargent, toute une gamme de services

(stockage, transports et assurances) et obtiennent même le cas échéant des renseignements sur les banques.

Elles vendent de tout, « à l'exception des narcotiques », et des produits (nom japonais pour les nouvelles chinoises) aux *missiles*. Mais en fait leurs activités s'étendent bien au-delà du simple « import-export ». Les *shosha* agissent en fait dans trois domaines : la mise en valeur des ressources des pays en voie de développement, la vente d'usines clés en main et de technologie dans ces mêmes pays, et, surtout, la collecte d'informations. Les maisons de commerce nippones sont le plus prodigieux outil d'investigation des possibilités des marchés, des risques de financement, etc., qu'un pays ait mis sur pied. Leur capacité à être informées, souvent avant leurs concurrents occidentaux et en tout cas plus complètement qu'eux, est une des principales raisons de leur puissance.

Mitsubishi Corp., la première maison de commerce du Japon, et

Mitsui and Co., par exemple, les deux premiers groupes japonais, disposent d'un réseau de bureaux dans plus de 400 000 villes, desservant par quatre-vingt quatre compagnies aériennes (Mitsubishi a vingt-quatre compagnies avec New York), plus important, dit-on, que celui du département d'Etat américain et de la plupart des agences de presse internationales. Les informations — commerciales, financières, technologiques, — collectées par les agents de Mitsubishi et de Mitsui sont traitées sur ordinateur à Tokyo. New York et Londres puis étudiées par une équipe d'experts.

(Lire la suite page 28.)

## L'irrésistible ascension du yen

Par GUY BRIDIER

HABITUE aux typhons qui abondent sur les côtes à l'automne, le Japon a été plus que surpris par la tempête qui agitait son marché des devises depuis fin septembre et les cotations de bourse de la spéculation qui ont fait monter le cours du yen au niveau jamais atteint de 245 pour un dollar.

Le Japon, dit Japon, pourtant expert à maîtriser les péripéties monétaires, semble avoir été pris au dépourvu par l'ampleur et la force du mouvement que ses acheteurs de dollars — 2 milliards de dollars en deux mois — n'ont pu arrêter. Faut-il accuser quelques « gnomes de New-York »

de Washington comme le fait le Japonais, ou faut-il conclure que le Japon est devenu comme la conséquence tardive, mais inévitable, de l'accumulation d'excédents commerciaux qui attestent à l'évidence que l'« oil shock » (le « choc pétrolier ») n'est plus qu'un épisode passager dans l'évolution de l'économie japonaise ?

Avant de répondre à cette question, il n'est peut-être pas inutile de retracer à grands traits l'histoire du yen depuis l'accord du Smithsonian Institute de décembre 1971, tout en se livrant à un essai d'interprétation.

Les nouvelles parités de décembre 1971 enregistrèrent la dévaluation du dollar, flottant depuis le 15 août. Celle du yen, antérieurement fixée à 360 pour un dollar, fut accusée au cours de l'été 1972 et 1973, le niveau des réserves de changes du Japon s'éleva de façon spectaculaire (de 2 à 16,5 milliards de dollars). La pression à la hausse se fit de plus en plus forte. Survenant alors, début 1973, la seconde dévaluation du dollar et

la mise en flottement du yen dont le cours s'éleva à 245 pour un dollar. A partir de cette date, le yen a joué le rôle du dollar qui, en principe, est le point de référence du yen vis-à-vis du dollar, c'est-à-dire l'unité de compte des échanges internationaux. Les facteurs qui ont favorisé l'évolution de la balance des paiements, différence des taux d'intérêt pratiqués sur les différentes monnaies, anticipations des opérateurs sur la conjoncture économique et politique, tel ou tel qui s'est passé au Japon ?

Retraçons l'histoire d'abord rapidement l'évolution des cours. En 1973, le yen a flotté autour de 240. Il a ensuite glissé au moment du « choc pétrolier » (jusqu'à 300) puis s'est redressé jusqu'à 280. De juillet 1974 à janvier 1975, il a évolué aux environs de 270. En février à mai 1975, il a atteint 280 et ensuite, jusqu'à fin 1976, entre les cours extrêmes de 285 et 300.

(Lire la suite page 29.)

Lire pages 26 à 31 :

- 26-27 DIPLOMATIE
  - Une nouvelle politique de présence en Asie du Sud-Est (Pétrie de Baer).
  - Des espoirs en la coopération avec la Chine (Alois Jacob).
- 28 ECONOMIE
  - Les maisons de commerce à la conquête des marchés étrangers (suite).
  - L'irrésistible ascension du yen (suite).
- 30 POLITIQUE
  - L'« Armée rouge » est essentiellement un mouvement d'exilés (Ph. P.).
- 31 SOCIÉTÉ
  - La renaissance de la province (Augustin Berque).

## DÉSORIENTÉ EN ORIENT?



## EXACTITUDE ET PRÉCISION

Sur la scène internationale du monde ne vous mènent nulle part. L'économie du Japon est souvent un défi et le marché japonais peut prendre des allures de labyrinthe.

Des années d'étude et d'analyse du marché pourront vous donner l'information pour trouver le bon chemin.

Il existe un moyen plus rapide, plus facile et plus sûr. Avec le bon guide-celui qui possède des connaissances exactes et précises, un système d'information publicitaire et les moyens de mettre sur le champ ces connaissances à votre disposition-vous pouvez atteindre rapidement à votre but.

Nikkei est le guide. Maintenant, il est l'heure.

Système total d'information économique du Japon

**The Nihon Keizai Shimbun, Inc.**

1-5-5 Oomachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan Tél. (03) 270-0251

Cable: NIKKEISAN TOKYO Telex: NIKKES J22308, J24788

Représentant

Publicis, 28, Avenue Victor-Hugo, 75115 Paris Tél. 727-73-04

## Banque Européenne de Tokyo S.A. PARIS

Fondée en 1968

Total du bilan : 1000 millions de francs au 31 décembre 1976

FINANCEMENT À MOYEN ET LONG TERME EN EURO-DEVICES

PLACEMENT D'EURO-OBLIGATIONS

### BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo, Ltd.,
- The Industrial Bank of Japan, Limited,
- Bank of Tokyo Holding S.A.,
- The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited,
- The Nippon Credit Bank, Ltd.,
- The Kyowa Bank, Ltd.,
- The Taiyo Kobe Bank, Limited,
- The Saitama Bank, Ltd.,
- The Hokkaido Tokai Bank, Ltd.

Le total des actifs des banques participantes dépasse 100 milliards de dollars.

**Pentax ME.**

Le reflex 24x36 le plus compact et le plus perfectionné. Entièrement

Télex 2.2.11 rue Clichy 75009 Paris. Importateur exclusif pour la France métropolitaine.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_







## DIPLOMATIE

## *Des espoirs immenses en la coopération avec la Chine*

Per ALAIN JACOB

« **S**es relations avec le Japon et la Chine ont été avec nous, pendant l'ensemble de ces dernières années, l'ensemble de ces efforts ont été accomplis. Les choses risquent d'évoluer en sens inverse et ces efforts ne pourront pas poursuivre. Ces paroles récentes de l'ancien ambassadeur du Japon à Pékin, M. Hirofumi Kato, qui a quitté son poste l'été dernier, après quatre années en Chine, reflétaient principalement les propos qui lui avaient été tenus par les dirigeants chinois. Traduits, ils signifient que les progrès ne sont pas réalisés prochainement. Les relations normales entre Pékin et Tokyo, l'ensemble des relations sino-japonaises pourraient en souffrir, y compris des relations économiques bilatérales. Menaces vaines ? Simple manifestation d'impatience ? On peut se demander si les responsables japonais eux-mêmes croient sérieusement à une normalisation. L'année 1977 n'a l'une de celles. Les relations sino-japonaises sont dichotomiques et particulièrement complexes dans leurs politiques ».

ques entre le Japon et la Chine. Politiquement, le comportement du gouvernement M. Fukuda a provoqué des réactions de frustration et de méfiance à Pékin. Le plus clair a été une suite d'« protestations aussi véhémentes qu'offensives » contre l'exploitation conjointe du plateau continental, dénoncée à Pékin comme « une violation flagrante des principes des « quatre chinoses » puisqu'il s'agit de zones maritimes constituant « le prolongement naturel du continent de la Chine ».

La mauvaise humeur chinoise s'est manifestée d'autres façons, par subtils mais non moins réels obstacles administratifs que le nouvel ambassadeur de la R.P.C. Mr Fu Hao attendu début juin. Tokyo, Na rejoint début juillet. Les bons offices de retard. On ne sait pas, par mystère à Pékin que ce délai s'expliquait au moins en partie par la démission de l'ancien ambassadeur M. Fukuda qui avait présumé, en juin justement, ne pas avoir encore eu assez de temps pour rendre le dossier de son mandat à son successeur. Mais et d'autre part gao-jao-va-

Les libéraux sont d'ailleurs moins  
sceptiques à ce sujet et consi-  
dèrent qu'ils y voient surtout  
une manœuvre soviétique pour  
interdire la navigation en

## Le lobby pro-taiwanais

**F**UJIKU, le parti des déclarations... Fukuda début novembre, annonçant son intention de conclure « le plus tôt possible » un accord commercial mais demande à voir, convaincu, comme le disent tous les dirigeants chinois interrogés sur ce sujet, que l'opposition à la signature d'un traité de libre-échange émanant d'un lobby pro-taiwanais « encore puissant au sein du parti libéral démocrate japonais. Et d'observer, comme le vice-premier ministre, M. Nakasone, que le Japon ne peut montrer pour sa part « une résolution et un courage » que « le peuple et le gouvernement chinois n'oublieraient jamais ». Ce qui est une manière de dire à Fukuda que quelle que soit la date de la signature...

lors du séjour à Tokyo du vice-ministre japonais des Affaires étrangères, qui pourrait être une occasion de l'hiver, couvrirait une période de cinq ans et prévoirait notamment la construction d'usines chimiques consommant quinze millions de tonnes de pétrole les matériaux de construction et d'usines japonaises. Ce second avertissement est révélateur de la situation politique. Il implique en effet, si la suite est la même, que les pétroles chinois, avec les caractéristiques des autres pétroles asiatiques, ne pourront être utilisés en Chine pendant longtemps une technologie de pièces de rechange.

[illegible]

Et cet accord est la preuve de la coopération économique sino-japonaise qui continue sans interruption à se développer par d'autres moyens. Les Japonais participent ainsi — avec les Allemands — à la construction du nouveau complexe sidérurgique de Wuhan. La Chine veut en leur dénomination prendre en compte la modernisation des aciéries de Anshan, la plus importante du pays à l'heure

Autre exemple récent : l'acier au Japon qui en Chine vient de franchir pour la première fois la barre d'une production de sept millions de tonnes par an.

des échanges.  
sino-japonais représentent entre  
un cinquième et un quart du  
commerce extérieur de  
chaque pays, le volume des échanges  
dans la proportion de 15 à 20 %  
chaque année. — met du  
à l'exportation et notamment que  
les Japonais  
modalités — paiements diffé-  
rents — car les échanges pui-  
vent être effectués par des  
pratiques et des moyens financiers  
internationaux. Il y a peu de  
différence entre les deux pays  
sur le plan des modalités  
commerciales, comme un  
privilege d'importation et d'exportation  
certaines cultures jouent ici un rôle  
essentiel, parallèlement  
à la culture du riz.  
De même, les échanges  
sont de nature commerciale  
qu'une non néglige-  
able potentialité industrielle chi-  
noise apparaît dans la dernière

### Une délégation par jour

**T**OUJOURS en-il qui se  
pratiquement tous les jours ont  
débarqué à Pékin en  
délégation japonaise, au niveau  
plus ou moins élevé - repré-  
sant des personnalités univer-  
sitaires, des officiers supérieurs,  
des hommes politiques  
- mais assurée chaque fois  
d'une part et d'autre par  
des personnes de Chiang-chi,  
et occupée par la qualité de pré-  
sident de la Délégation sino-  
japonaise, ou fréquemment  
par l'un ou l'autre des vice-pré-  
sidents. Le 12 septembre 1972,  
d'après dernier, M. Tetsuo Inoko,  
président de la Délégation des  
organisations économiques du  
Japon, fut traité par le  
généralissime en attendant la  
venue dans le président  
Guo-feng.

Cette transition des échanges  
est naturellement encouragée  
par la nouvelle direction chi-  
noise. Dans les heures qui  
suivirent l'arrestation de



CHÂNE DE MONTAINE  
DE MAGNETOPHONES

## *L'ombre de Moscou*

**P**AS le temps ? C'est un argument qu'on apprécie d'autant moins à Pékin que l'arrivée au pouvoir de M. Fukuda y avait suscité de nouveaux espoirs. Les experts chinois avaient fort bien vu que le précédent chef du gouvernement japonais, M. Miki, ne disposait pas de la liberté d'action nécessaire ni de l'autorité voulue au sein de son propre parti pour accomplir les pas décisifs qui auraient permis de débloquer une négociation en panne depuis des années en

raison des réserves que rencontre à Tokyo l'inclusion dans le futur traité de la clause dite « *anti-hégémonique* ». Pékin tient absolument à cette clause qui figurait dans la communication signée en 1972 par M. Tanaka et qui s'exprime ainsi : « *La Chine a tous les documents signés ces dernières années par la Chine avec d'autres pays asiatiques. Certes, l'U.R.S.S. a expressément mis en garde le Japon en 1975 contre une formulation par laquelle elle s'estime visée. Mais*

# Construire pour le monde où nous vivons.

## Toyota face aux problèmes de la sécurité.

Tant qu'il y aura des véhicules sur la route il y aura des accidents. C'est regrettable mais vrai. Si nous ne pouvons totalement les éviter, nous pouvons les réduire beaucoup. Construire les infrastructures accroissent la sécurité des passages et minimisent les diversités dommageables pour les objectifs permanents de Toyota.

Il y a cinq ans nous avons démarré notre programme de recherche expérimentale sur la

**Le système d'absorption d'énergie du châssis, les ressorts et les pare-chocs** expérimentales peut résister à l'impact d'une camionnette en plein front à plus de 100 km/h. Les

protégés par un ballon gonflé pour raser le mini-ordinateur aux collisions. Pour le conducteur, une alarme exceptionnelle et un freinage, un système électronique des dérappages latéraux sur rails glissants ou les routes.

Les tests routiers prévus en mai prouvent l'efficacité des dispositifs expérimentaux pour les collisions avant et arrière, les dérappes en les tonneaux. Les recherches à

grandement contribué à la sécurité générale. ■ ■ ■ ■ ■ Toyota commercialisées. Néanmoins, la prévention est ■ ■ ■ ■ ■ moins préférable à ■ ■ ■ ■ ■ résistance ■ ■ ■ ■ ■ collision. Ainsi, par exemple, le ■ ■ ■ ■ ■ électronique Toyota "Sensor Panel" contrôle, ■ ■ ■ ■ ■ signale ■ ■ ■ ■ ■ mauvais fonctionnement ■ ■ ■ ■ ■ l'éclairage, du freinage ■ ■ ■ ■ ■ l'alimentation d'essence.

Les dilemmes ■ ■ ■ ■ ■ accidents demeurent.

résoudre. ■■■■■ ■■■■■ ■■■■■  
 préoccupés par ce problème depuis  
 plus ■■■ 40 ans que ■■■ premières  
 Toyota ■■■■ quitta la chaîne  
 d'assemblage. Et ■■■■ pense que la  
 politique ■■■ Toyota est ■■■  
 construire une voiture selon votre  
 point ■■■■. Cette politique ■■■  
 changera jamais ■■■■ que Toyota  
 construira ■■■■ automobiles.

**Un constructeur attentif**

**COROLLA**



**TOYOTA**

**pour clients exigeants**



**TOYOTA**

## Un constructeur attentif pour clients exigeants



Une Toyota de série est équipée pour des **de stabilité à haute vitesse**. Suspension, freinage, direction **sont testés sur piste dans** voiture **conducteur, radio-guidée**.



**ÉCONOMIE**

# Les maisons de commerce à la conquête des marchés étrangers

(Suite de la page 10)

Mitsubishi Corp. reçoit pour sa part quatre mille messages par jour et dépense 30 millions de dollars en frais de communications. Les autres grandes entreprises ont des réseaux analogues, plus ou moins sophistiqués, et sont en contact permanent avec leurs branches ou filiales dans le monde. Elles ont un moyen un millier pour chaque maison de commerce réparties à travers le monde, des pays les plus pauvres aux plus riches.

« C'est simple, mais efficace », dit Marubeni, « quelques choses à faire » : à Tokyo, à Osaka, à Nagoya, à Yokohama, à 10 000 employés. La direction

extraordinaire de leurs activités et des produits qu'elles traitent permet aux shoshas de rentabiliser ce réseau tentaculaire, alors qu'une entreprise ne vendrait qu'une seule ligne de produits serait incapable. La direction est assurée cependant après le succès pour les grands groupes industriels du secteur automobile par exemple, à leur tour, ils ont un réseau de vente. Il n'y a même aujourd'hui pour la sidérurgie. Malgré cette évolution qui s'accroît à l'emprise des shoshas, les entreprises de plus en plus importantes de produits, elles demeurent la colonne vertébrale de l'activité commerciale du Japon, concevant, organisant et réalisant les échanges économiques internationaux.

## Rentabilité au bout

Si a disparu le caractère de l'activité des shoshas qui a prévalu dans les années 50 lorsqu'elles avaient été créées au service de la grande industrie japonaise, elles n'en ont pas moins, aujourd'hui encore, pour la plupart, une vocation commerciale, tempérée cependant par la loi de la rentabilité et de la concurrence. Par sa dimension, il est clair qu'une maison de commerce japonaise peut peser d'un poids non négligeable dans l'organisation de la réponse à une demande, à un appel d'offre international. Contrairement cependant à une idée répandue, la shosha, qui relève de la grande industrie et du commerce, ne se passe pas automatiquement d'exporter. Elle est la concurrence : si sa direction estime qu'une ligne de produits d'un groupe industriel différent

du sien, est plus apte à répondre à l'appel d'offre, c'est à cette dernière que l'affaire sera proposée. De même, pour les opérations courantes, les maisons de commerce ne travaillent pas systématiquement avec les clients du groupe auquel elles appartiennent. Ce point qui peut paraître surprenant (elles sont souvent accusées, sur le terrain de l'Europe, d'être la cause de la déperdition de l'effort négatif du point de vue du pays exportateur). D'abord, pour la plupart, notamment Mitsubishi, la part des importations est plus importante que dans leur chiffre d'affaires que celle des exportations. Ensuite, une shosha peut avoir une action régulatrice dans le flux des marchan-

disées japonaises, discipliner les importations de tel produit et ainsi juger que la période risque, à terme, de provoquer des réactions protectionnistes. Pour le gouvernement japonais, c'est assurément un instrument, non parfait mais remarquablement efficace, de planification.

## Empires financiers

ASSURÉS de l'appui de l'appareil bancaire nippon, les groupes auxquels appartiennent les shoshas sont constitués autour d'une banque : Mitsubishi et Co, derrière elle la banque du même nom, Mitsubishi et Sumitomo sont dans le même cas. Marubeni travaille avec la Banque Fuyo, etc., constituant parfois des empires financiers qui servent à leur tour à servir les shoshas.

Malgré d'énormes efforts du marchandage international, et ayant la haute main sur le commerce japonais, les shoshas sont au Japon à la fois respectées pour leur contribution à l'effort national et craintes pour leur influence excessive. Dans un rapport, publié en 1976, la Fair Trade Commission japonaise (FTC) accusait les six principales shoshas (Mitsubishi Corp., Fuyo and Co, Sumitomo Bank, Daiwa Bank, Sanwa Bank, etc.) d'être servies de leur puissance commerciale pour bâtir des empires financiers. Les shoshas opèrent principalement grâce au crédit, mais la FTC affirmait qu'en 1976, elles s'étaient moins portées prêteuses pour une somme de 24 milliards de yens auprès de différentes sociétés qui étaient ainsi entrées dans leur

tion du commerce extérieur sans pour autant avoir l'air de céder aux exigences de tel pays. A part le commerce, les shoshas ont pour activité essentielle le « contrôle » au profit du Japon, du plus grand nombre possible de sources d'énergie et de matières premières à l'étranger. Comme aussi bien dans ce domaine que dans celui du commerce proprement dit, les investissements et l'aide, sous différentes formes, que le Japon peut apporter sont une condition pour travailler dans les pays en voie de développement. Les shoshas sont l'intermédiaire pour la majorité des opérations d'investissement nippones à l'étranger, notamment en Asie du Sud-Est, tant dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles que pour la

nationaliste qu'elle peut avoir sur l'ensemble de l'activité économique nipponne. N'ayant pas un ralentissement du commerce extérieur japonais, certaines shoshas mettent l'accent sur les échanges entre pays tiers : elles ne jouent dans ce cas que le rôle d'intermédiaire entre deux pays sans qu'intervienne le Japon. Cette pratique est déjà très développée, notamment en Asie du Sud-Est. Dans certains pays, comme la Corée du Sud et Taiwan, elles assurent une partie substantielle du commerce extérieur. Dans un

effort pour devenir davantage internationaux, les shoshas comptent accroître leur rôle « taxi » entre pays du tiers-monde industrialisé et pays en voie de développement. Ces activités représentent déjà 10 % du total des transactions de Mitsubishi Corp. et 17,5 % de celles de C. Itoh. Récemment, par exemple, Marubeni s'est taillé une place dans le commerce du blé entre les États-Unis et l'Europe. D'autres commencent à vendre des produits européens dans le tiers monde.

## Sans peur des risques

Le problème auquel sont confrontés les shoshas nippones, que l'activité économique ralentit, est celui du risque. Si se pose d'une manière moins aiguë pour les plus puissantes, il est en revanche grave pour les sociétés relativement plus petites. La faillite récente d'Ataka and Co, une firme qui existait depuis le début du siècle et dont le siège était à Osaka, témoigne des risques parfois courus. Ataka était en difficulté depuis décembre 1976 lorsque sa filiale américaine dut faire face à des créances s'élevant à 100 millions de yens. La firme a été absorbée le 1<sup>er</sup> octobre dernier par C. Itoh qui devient ainsi la troisième maison de commerce du Japon, après Mitsubishi Corp. et Marubeni. Apparemment pour prendre une place plus grande parmi les shoshas, Ataka avait accepté d'investir dans des affaires pétrolières avec une firme canadienne, alors que ses concurrents homologues japonais avaient tous refusé.

Le problème des risques qui se posent aux shoshas tient en fait dans l'opinion publique du fait de ces scandales, elles sont aujourd'hui préoccupées par l'évolution des affaires commerciales du Japon avec ses partenaires européens et américains. Apparemment, la moitié du yen, dont la valeur en un an a augmenté de 18 % par rapport au dollar, les affecte par l'effet dé-

portante. D'autant que les shoshas travaillent à un taux d'intérêt : 5 % de dollars en 1976 pour Mitsubishi qui doit chaque jour payer à ses banques 1,5 million de dollars en intérêts. Une relation type entre une shosha et une entreprise est la suivante : la première fournit par exemple à la seconde des matières premières sur la base de crédit à court ou moyen terme et lui achète des produits manufacturés également sur la base du crédit. En d'autres termes, la plupart des créances sur le client sont annulées par les dettes envers celui-ci. Mais, en cas de faillite de ce dernier, c'est la maison de commerce qui assume les pertes (ou son assureur). Quand la situation économique est mauvaise et les possibilités de crédit étroites, les petites entreprises nippones cherchent invinciblement à se débarrasser avec une maison de commerce qui sera en fait leur garantie.

Renouées par les critiques dont elles ont été l'objet ces dernières années, les shoshas ont actuellement un « profil bas » et cherchent à braver le moins d'intérêts possible. Elles sont cependant trop essentielles dans la stratégie commerciale du Japon pour que, quels que soient les scandales qui ont pu les éblouir, leur importance diminue dans l'avenir.

PHILIPPE PONS.



# SCAC

## Transport International.

**ACTIVITES**

- Agence de Compagnies de navigation
- Consignation de navires
- Manutention portuaire
- Commission de transport international
- Opérations de Douane
- Transports routiers et fluviaux
- Fret aérien
- Stockage et distribution

France • Afrique • Moyen-Orient • Etats-Unis  
Canada • Brésil • Extrême-Orient

**scac**

A Paris : SCAC  
30, Quai Marceau  
92806 Puteaux  
Tél. : 76-41 00 Bureaux 36.35  
Tél. : SCAC 620591 F

A Tokyo : SCAC JAPAN KK  
Banque de l'Indochine Building  
1-1-2 Akasaka, Minato-ku  
C.P.O. Box 2139 - Tokyo  
Tél. : 25381

# NIHON OLIVIER K.K.

Une structure d'action commerciale intégrée au service des industriels français

**Siège social : Tokyo**

French Bank Building  
1-2, Akasaka 1 - chome  
Minato-ku - Tokyo  
Tél. : (03) 582-0871/6  
Tél. : J 22345  
Câble : Austrasia Tokyo

**Bureau d'Osaka**

Shinto Building  
7, Saiwai-Cho-Dori 1 - chome  
Naniwa-ku - Osaka  
Tél. : (06) 561-9391/2  
Câble : Olivico Osaka

**FIILAE DE COMPAGNIE OLIVIER S.A.**

Siège social : 1, Robert-de-Fiers 75740 PARIS CEDEX III  
Tél. : 578-61-27

Tél. : 270606 Paris

DEPUIS 1973

# P.U.K. JAPON

- commercialise les produits du Groupe PECHINEY UGINE KUHLMANN
- représente et conseille, à leur demande, les exportateurs français.

**TOKYO** POB 242 Mitsui Building  
Shinjuku-Ku  
Tokyo - 160 - Japan  
Tél. (03) 344.4343  
Tél. : J. 2324895 Pukjap

**OSAKA** Yuman Building  
3-5 Minami Honmachi  
Higashi-Ku  
Osaka - Japan  
Tél. (06) 252.5566  
Tél. : J. 322000 Pukosa

**PARIS** 23, rue Balzac  
B.P. 787.08  
75360 Paris Cedex 08  
Tél. 766.52.00  
Tél. : 290.503 Pechine Paris

SCAC JAPAN KK

BANK OF TOKYO



## L'irrésistible ascension du yen

(Suite de la page 25.)

Depuis le 1<sup>er</sup> de 1977, la hausse a été ininterrompue : 280, 285 jusqu'à 285 fin septembre. S'est ensuite déchaînée la hausse qui se poursuit encore.

L'étude de l'évolution des cours du yen conduit à faire quelques observations :

Certains mouvements à l'évidence conformes aux indicateurs précédemment mentionnés ; ainsi en est-il dans l'ensemble de la hausse enregistrée depuis décembre 1976, même si elle a été freinée par la Banque centrale.

D'autres mouvements sont manifestement contraires à ces mêmes indicateurs. Ainsi la chute du yen de mars à août 1974 (de 276 à 302, soit une baisse de près de 10 %) ne peut pas être seulement expliquée par la hausse du dollar ou des difficultés des

Japonais à emprunter alors sur le marché de l'euro-dollar ; ce fléchissement est contraire à l'évolution de la balance globale, mais il est en revanche tout à fait conforme à la politique d'exportations sous administration mise en œuvre à cette époque. En fait, le yen n'a pas suivi l'amélioration de la balance globale : paiements ; il a provoqué au prix d'ailleurs d'un endettement à court terme considérable du système bancaire à l'égard de l'étranger, ce qui a conduit à la fin de l'année à l'export-drive et fortement encouragé par les autorités monétaires.

Des variations sont de caractère circonstanciel, telle l'accélération de la montée du yen provoquée dans le but d'atténuer les critiques internationales à la veille de la réunion annuelle du Fonds monétaire international à Manille en 1976.

## Originalité du marché de Tokyo

Il convient de garder présent à l'esprit que 80 % des règlements extérieurs japonais sont effectués en dollars, d'où l'importance décisive pour le Japon d'une certaine stabilité des rapports entre le yen et la monnaie américaine.

La Banque du Japon dispose d'un contrôle du marché de très grande qualité qui repose d'une part sur une réglementation des changes très stricte et, d'autre part, sur le fait qu'elle a une connaissance parfaite de ce marché, isolé dans le temps et dans l'espace, qu'elle est en contact permanent avec les banques et leurs clients qu'elle peut « conseiller » sur leurs opérations en devises et qui la tiennent informée.

La politique que la Banque a menée jusqu'ici, en fait, consiste à organiser le passage sans heurts d'une zone de « contrôle » à une autre, qualifiée à chaque fois d'ailleurs de « niveau approprié » des cours, en laissant plus ou moins jouer les trois forces suivantes : la tendance profonde du marché, la pression internationale et, dans les situations de crise, les objectifs de développement interne et d'accélération des exportations. Le Japon a toujours affirmé qu'il pratiquait le flottement contrôlé ; il est indéniable cependant qu'en 1977 il a

cherché à organiser la hausse ; en septembre, cette position est devenue intenable.

Le 1<sup>er</sup> septembre a marqué le début de la hausse qui, en près de deux mois, a fait passer le yen du cours de 367 à celui de 345, soit une progression de 6,2 %. La Banque du Japon a pu ralentir mais non enrayer la vague de spéculation. Le yen a, en effet, franchi la barre de 280 le 6 octobre, celle de 255 le 14 octobre, celle de 250 le 28 octobre et a touché les 245 le 2 novembre.

L'excédent permanent de la balance courante constitue bien sûr la raison profonde de ce mouvement. Il est évident, dès à présent, que l'objectif gouvernemental de 6,5 milliards d'excédents des paiements courants sera largement dépassé et que le chiffre de 10 milliards de dollars sera atteint. Cependant deux éléments ont, en quelque sorte, mis le feu aux poudres. D'une part, M. Minamihara a fait plusieurs déclarations relatives au déficit de la balance des paiements américaine et a reproché au Japon la timidité de ses mesures de relance de l'économie. Il a en outre affirmé que le deutschemark et le yen étaient encore loin de leur véritable valeur vis-à-vis du dollar (il faut remarquer que si la monnaie allemande s'est appréciée de 43 % depuis le Smithsonian Agreement le yen n'a monté que

de 26 % environ). D'autre part, la banque Morgan a écrit, dans son bulletin du 1<sup>er</sup> septembre, que l'excédent courant japonais constituait « une source majeure de déséquilibre monétaire international ».

hausse, qui a conduit à la

## Une véritable monnaie internationale

La promotion au premier rang de l'actualité monétaire du yen, dont se seraient bien passées les autorités japonaises, intervient au moment où celles-ci engageaient timidement le processus d'internationalisation de la monnaie nipponne. Cette dernière n'a pas encore le rôle international qui correspond au poids de l'économie japonaise. Les caractéristiques du commerce japonais, déjà évoquées, font que les besoins en yens à l'étranger sont peu étouffés, que, conséquemment, le marché en est étroit et plus facilement contrôlable par la Banque du Japon. Le ministère des Finances, suivi avec réserves par la Banque centrale, semblait avoir pris conscience qu'une évolution en ce domaine était indispensable et avait commencé à prendre quelques mesures, encore limitées dans leurs effets, mais significatives d'un changement d'attitude. L'ouverture en parti-

cul du fléchissement du yen par rapport aux principales monnaies et des effets d'une spéculation aussi diversifiée que ténue, a pour conséquence essentielle une amplitude de la rapidité. Le volume des opérations quotidiennement effectuées à Tokyo — d'habitude assez étroit — en moyenne, doublé (10 millions de dollars contre 200 millions). Le yen se distingue par le fait qu'il a des places financières extérieures (Londres, New York, etc.), à plusieurs reprises, pris le relais de la place de Tokyo, voire accéléré le mouvement de hausse du yen ; les banques américaines et, dit-on, certaines banques du Sud-Est et du Proche-Orient ayant en un rôle déterminant.

Le marché obligataire japonais aux grands emprunteurs est en est une preuve supplémentaire, qui a même accéléré les sorties de capitaux. La Banque du Japon aura sans doute pour effet de précipiter ce mouvement d'internationalisation. S'il est hasardeux de prévoir jusqu'où montera le yen, il est certain, en revanche, que les pressions à la hausse demeureront fortes, compte tenu des bons résultats probables de la balance courante au cours des prochains mois. Il est aussi, par conséquent, que les Japonais devront relâcher dans une certaine mesure leur maîtrise du marché des changes et qu'il leur faudra assumer, avec les risques et les responsabilités qui en résultent, la hauteur de leur rôle économique mondiale.

GUY BRIDIER.

## VOUS SOUHAITEZ VENDRE AU JAPON ?

VOUS RECHERCHER  
DES PRODUITS JAPONAIS ?

Le Groupe DENIS FRÈRES, présent au Japon depuis 1951, met à votre disposition deux filiales à Tokyo :

— NICHIFUTSU BOEKI, pour l'import et l'export de biens de consommation.

— S.C.E.T.I., pour l'import et l'export de produits et équipements industriels.

Pour toute proposition, écrire directement à :

NICHIFUTSU BOEKI

P.O. Box 47

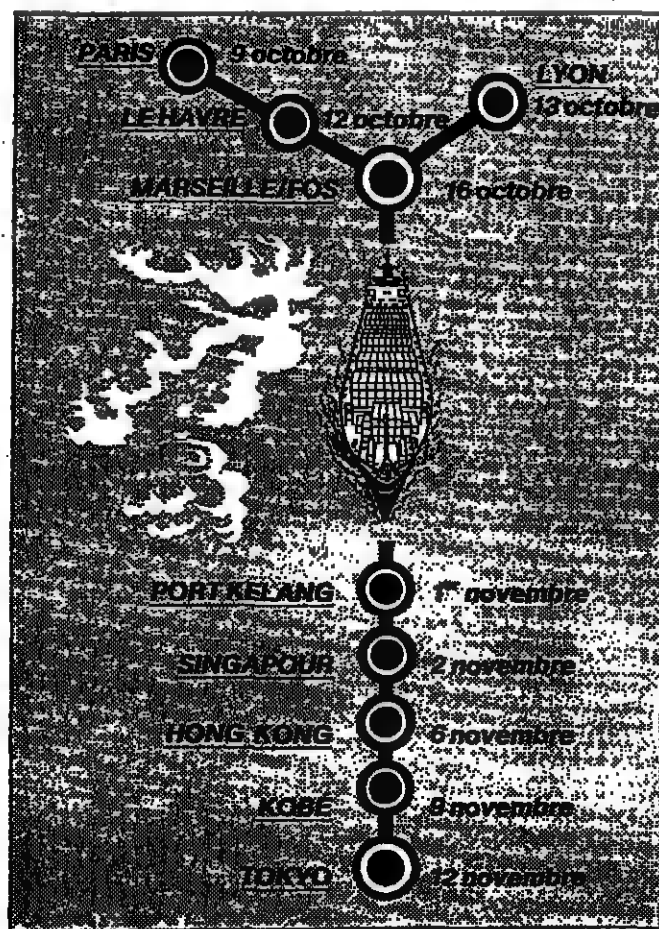
Akasaka TOKYO

S.C.E.T.I.

P.O. Box 24

Akasaka TOKYO

Telex : 233-2348 Denis J. - Télég. : Fulgentio, Tokyo

ScanDutch:  
Paris-Tokyo\*  
en direct.

Le conteneur est sur les lieux de production. Votre personnel le remplit (si besoin est) avec les conseils gratuits d'un spécialiste ScanDutch/CGM.

Le conteneur est plombé. Il sera ouvert chez votre acheteur 3 semaines plus tard, à des milliers de kilomètres.

Entre-temps, ScanDutch l'a pris en charge. Avec des équipes spécialisées, des ordinateurs et ses techniques de pointe.

**ScanDutch/CGM**  
LA LIGNE France Extrême-Orient  
Agent Général pour la France : Cie Gle Maritime Paris.

Départ tous les 10 jours : du Havre les 2, 12, 22 de Marseille les 6, 16 et 26 en direct sur (Port Kelang) Singapour, Hong Kong, Kobé, Tokyo. Correspondances régulières pour : Corée, Philippines, Taïwan.

PARIS : OGM - TOUR WINTERTHUR - CEDEX 15 - 92085 PARIS-14 DÉPENSE - TEL. 776.70.00 - TELEX 630 387  
DUNKERQUE : OGM - QUAI FREYCINET - R.P. 2/511 - 59383 DUNKERQUE - TEL. (20) 111.111 - TELEX 111 111  
LE HAVRE : PLATE RUY AND CO. - 147, RUE DE PARIS - 76067 LE HAVRE CEDEX - TEL. (33) 215.151 - TELEX 190 000  
BORDEAUX : ALFRED BALGUERIE S.A. - 447 RD ALFRED-DANEY - 33075 BORDEAUX CEDEX - TEL. (56) 111.111 - TELEX 031  
MARSEILLE/FOS : GEMER - 3, PL. SADI-CARNOT - R.P. 804 - 13221 MARSEILLE CEDEX 1 - TEL. (91) 91.90.95 - TELEX 111 111  
STRASBOURG : SANARA - 10, RUE DU BASSIN-DU-COMMERCE - 67017 STRASBOURG CEDEX - TEL. (88) 111.111 - TELEX 111 111  
LYON : OGM - 35, RUE FERRANDIERE - 69002 LYON - TEL. (78) 42.11.54 - TELEX 111 000

Si vous désirez  
vous implanter  
sur le marché Japonais  
nous sommes à Paris  
pour répondre à vos  
questions

Bank of Tokyo,  
présente partout dans  
le monde grâce à plus  
de 280 succursales, bureaux  
de représentation ou  
participations, est fière  
d'apporter sa contribution  
au développement des  
relations économiques  
franco-japonaises.

SUCCURSALE DE PARIS  
4-8, rue Sainte-Anne 75001 Paris Tél. 261-58-33  
BANQUE EUROPEENNE DE TOKYO S.A.  
4-8, rue Sainte-Anne 75001 Paris Tél. 261-58-55

toutes opérations de banque  
et de financement internationales  
**BANK OF TOKYO**  
SIEGE SOCIAL: TOKYO, JAPON  
33 succursales au Japon  
Réseau plus de 5000 correspondants dans le monde



***L'« Armée rouge » est essentiellement  
un mouvement d'exilés***

هڪڙي زمين لاءِ اصل



## La renaissance de la province

Par AUGUSTIN BERQUE\*

COMME le mot « province » en français, le mot *chihô* en japonais s'applique à des réalités très diverses. La chose peut surprendre, puisqu'il s'agit d'un pays où le *self-government* existe aux deux niveaux des municipalités et des départements (les *ken* sont ainsi, par exemple). Mais derrière les principes institutionnels prospère une tendance au centralisme qui n'a guère à envier à la tradition française. La dépendance de la province à l'égard du pouvoir central (politique, administratif et économique) n'est pas le moindre des facteurs qui, à partir de 1955 environ, permettent au régime de haute croissance économique d'exprimer concrètement dans la transformation du territoire. C'est en effet parce que l'archipel japonais a pu être modelé avec suffisamment de liberté selon les besoins en hommes et en espace que l'on a pu alors parler de « Japon, Inc. », et d'un « miracle économique ». etc. Pendant près de vingt ans le territoire s'est plié sans résistance à une politique de détermination sans précédent de la part des économistes d'État, de la concentration, de la fonctionnalisation, du zonage, etc.

Les hommes ont été soumis à cette rationalité militante aussi bien que les équipements. De 1950 à 1975, la population des municipalités rurales tombe de 33 à 27 millions d'habitants ; celle des municipalités urbaines bondit de 31 à 55 millions (1). De Tokyo à Osaka, plus tard jusqu'à Fukuoka, se constitue alors un noyau d'urbanisation de plus de 1 000 kilomètres, une mégapole apocryphique qui aspire la population des régions périphériques. Celles-ci se dépeuplent à un rythme dramatique : on y trouve des municipalités qui, d'un recensement à l'autre (soit en cinq ans), perdent plus de la moitié de leurs habitants. Le dou-

ble néologisme *ken-kanjû* (désertion-congestion), qui ne figure nulle part en 1955 encore, est sur toutes les lèvres quelques années plus tard. Cette dichotomie dans l'organisation de l'espace est l'un des facteurs de la croissance phénoménale de l'économie japonaise à la même époque.

Or, vers la fin des années 70, ce mouvement de concentration générale commence à s'inverser. C'est, comme on le sait, par les problèmes de pollution que ce dévergement s'est manifesté avec le plus d'évidence ; mais on dénote aussi, dans le même temps, les premiers symptômes d'un mouvement de déconcentration. On voit beaucoup de grandes villes de province, principes mêmes de l'organisation de l'espace. Tout se passe en effet comme si, aux alentours de 1970, la dynamique polarisante constituée par l'espèce de *boom* japonais dans l'entre-temps, au pour le moins *transitoire*, était devenue sensible à tous les niveaux, tant au sein des *ken* que celui des courants idéologiques (en particulier dans les orientations de la politique d'aménagement du territoire). Les « quatre grandes villes de pollution » — ce sont les pouvoirs des habitants l'emporter sur ceux des grandes firmes et de l'appareil politico-administratif qui constituait ces dernières — la crise pétrolière, — ressentie à la mesure des objectifs de la consommation d'énergie, lesquels étaient nettement plus élevés que ceux des autres pays industrialisés, — la chute théâtrale du premier ministre Tanaka Kakuei — qui, dans un livre publié en 1972 (2), s'était fait l'avocat d'une « fonctionnalisation » toujours plus poussée du territoire au service de la croissance, une croissance encore accélérée, la récession enfin sont venues sanctionner une évolution globale de la société japonaise, de son espace comme de ses valeurs.

### Renversement de tendance

Au plan matériel, ce retournement s'est amorcé vers le milieu de la dernière décennie. L'immigration de la province vers les trois grandes aires métropolitaines (3) commence alors à plafonner. Son flux avait grand continuellement jusqu'à dépasser, en 1964, 1,3 million de migrants. A quelques variations près, ce total se maintient jusqu'en 1970 ; puis il décroît. Par ailleurs, le courant inverse d'émigration

des trois aires métropolitaines vers la province, qui, vers 1950, n'était que des deux cinquièmes de celui des immigrants et restait à peu près stable en chiffres absolus, commence alors à augmenter. La courbe se poursuit régulièrement jusqu'à s'annuler aux environs du million à partir de 1970. En 1975, les deux courbes, décroissantes mais à des degrés différents, se rejoignent : désormais, les trois aires métropolitaines perdent plus

de migrants qu'elles n'en reçoivent.

Le peuplement du Japon entre ainsi, selon les termes du démographe Kuroda Toshio, dans une « troisième étape de l'urbanisation » (la première étant définie par le gonflement des trois métropoles, la seconde par leur débordement sur les *ken* et leur coalescence dans la mégapole dite du *Kôkaidô*). L'urbanisation actuelle est beaucoup plus finement polarisée, plus dispersée, et au total ralentie. Il s'agit de beaucoup plus que d'une allergie aux conditions de vie des grandes métropoles, aux *pollués* et *surpeuplés* celles des grandes villes de province, moins disproportionnées. Le mouvement touche les villes petites et moyennes, et même la ville en tant que telle. La croissance

### Ralentissement de l'émigration paysanne

PHÉNOMÈNE plus significatif encore, le dépeuplement des campagnes s'est fortement ralenti. À partir de 1975, pour la première fois depuis le début de l'après-guerre, la population des municipalités rurales s'est mise à augmenter (+ 0,5 % de 1975 à 1977). Certes, on classe comme rurales, au Japon, des municipalités qui seraient appelées urbaines en France (le statut urbain est réservé théoriquement aux municipalités de plus de quatre mille habitants, lesquelles, investies, ont des limites beaucoup plus amples qu'en France et peuvent donc englober de vastes portions de campagne). Quel qu'il en soit, le contexte socio-culturel de ce basculement est tellement interdit de n'y voir qu'une illusion statistique, ni d'ailleurs qu'un effet conjoncturel de la crise. Ce qui est en cours, c'est une véritable réévaluation de la vie rurale en tant que telle, et qui touche les agglomérations les plus modestes. Le dépeuplement des campagnes, les plus reculées n'a pas cessé pour autant, c'est vrai ; néanmoins on constate depuis 1970 un très net ralentissement de cette émigration. Ce changement de rythme est corroboré par la stabilisation des effectifs de la population

active agricole. Ceux-ci, de 1950 à 1975, étaient passés de 14,5 à 7,5 millions. Or, aujourd'hui, on dénombre chez les travailleurs masculins davantage de ceux de l'agriculture que de ceux de l'industrie et des services (38 200 contre 37 600, pour l'année 1976). Si l'on inclut les femmes, le bilan est encore légèrement négatif (une 17 000 en 1976), mais il est considérablement redressé depuis quelques années : en 1973, l'agriculture perdait par conversion professionnelle un total de cent quatre mille travailleurs par an. Les jeunes ruraux sont de plus en plus nombreux à choisir de rester au village, tandis que beaucoup de leurs aînés y reviennent, notamment sur de nouvelles bases les communautés traditionnelles.

démographique des municipalités urbaines baisse continuellement depuis quelques années (on leur a été de 1,1 % de 1975 à 1977, contre 3,8 % de 1972 à 1973, c'est-à-dire à peine plus que la moyenne de l'ensemble du territoire).

Certes, vu la jeunesse, donc la fécondité de leur population, les départements qui correspondent à la banlieue des trois métropoles continuent à présenter les taux de croissance démographique les plus élevés du pays. Mais, en ce qui concerne les migrations, donc la population de l'avenir, on peut parler comme Kuroda d'un « demi-tour » (*U-turn*). A certaines exceptions près, ce ne sont plus aujourd'hui les noyaux urbains ponctuant le tissu de la mégapole, mais les grandes villes de province qui absorbent les flux d'immigration les plus importants ; ainsi Sapporo, Hiroshima, Fukuoka, etc. (4). Dans le même sens que tous les chefs-lieux de préfecture non métropolitaines (sauf un : Tokushima) présentent aujourd'hui une évolution démographique positive, ce qui était loin d'être le cas dans les années 60. Parallèlement, depuis quelques années, la quasi-totalité des départements non métropolitains vient progresser leur popula-

tion. Ce basculement de valeurs n'est en rien issu de l'actuelle crise de l'emploi ; car la revalorisation de la vie locale a commencé à se traduire dans les faits avant que l'offre ne s'effondre. Ce sont, spécifiquement, les contradictions du régime socio-économique de la Haute Croissance — le

terme à pris valeur historique, comme la Belle Époque ou la Restauration, en France — qui ont engendré cet avènement du « localisme ». On ne connaît au Japon rien qui puisse se comparer au rôle de ferment culturel qu'ont joué en France les mouvements occitan, breton, etc. ; car même la réémergence de la question aléone, à Hokkaido, est en fait provoquée par ce mouvement général. Le Japon est le seul des grands pays industriels (et c'est ce qui fait sa force) dont on puisse dire que la nation, l'éthnie, la société et l'État y forment un bloc d'une cohésion proche de l'unité, et même, à certains endroits, proche de l'identité.

### Le « localisme »...

C'EST un « localisme » cohésion — qui s'est illustrée et illustre encore dans l'accomplissement des tâches du productivisme — qui permet de comprendre l'ampleur du revirement actuel, où la réalité démographique et socio-professionnelle va du même pas que la vie locale, voire la précoce. Voici quelques années à peine, la notion de « localisme » n'évoquait rien d'autre que la simple inertie des structures héritées de la pré-industrie. Elle a fait connaître désigner le courant actuel, forger un nouveau : *chihô-shugi* (*chihô* : aire locale ; *-shugi* : isme), qui permet de remarquer la situation persistante de

*chihô* (la province). Mais, d'emblée, c'est un véritable engoue-

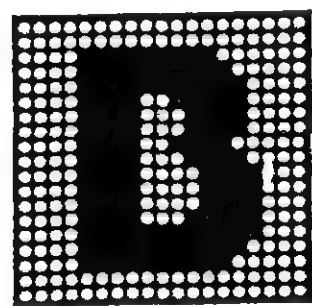
Avec à sa tête un groupe où l'on dénombre plusieurs universitaires connus (tel Tamao Yoshida, professeur d'économie à l'université de Tokyo), le mouvement « localisme » — qui ne non point ressusciter le passé mais dépasser des dogmes étroits de l'économisme et du fonctionnalisme — est devenu un mouvement organisé, avec un fonds de recherche, et qui s'est fait connaître par de nombreuses publications. Ses premières assises nationales se sont tenues au printemps dernier, à Kumamoto (Kyûshû).

### ... et les « aires d'habitat stabilisées »

COURANT diffusé du haut en bas de la société, à la fois intellectuel et populaire, théorique et concret, le « localisme » est en outre cautionné par l'orientation dominante du futur III<sup>e</sup> plan d'aménagement du territoire, dont la figure centrale est l'« aire d'habitat stabilisée » (*teishû-ken*). Le nouveau plan diffère par la radicalité des deux précédents, dont l'industrialisation était le principe moteur. Il est d'ailleurs significatif que son élaboration ait accumulé les succès, et que l'on baigne toujours dans l'incertitude quant à son succès définitif. On ne sait encore à quel point il pourra définir de manière satisfaisante, ni même par quels concepts, une politique de l'espace qui se situe sur autre chose que sur la fonctionnalisation des lieux. Les « aires d'habitat » que propose le Secrétariat d'État au territoire discordent non seulement avec les objectifs d'industrialisation hérités du II<sup>e</sup> plan (et qui, dans l'ensemble, ne sont pas reniés) mais, surtout, quelles sont sur des critères relevant en grande partie du milieu naturel (en particulier les bassins fluviaux), elles cadrent mal avec les réalités acquises de l'organisation de l'espace. Pour en donner un exemple simple, ces aires

seraient généralement perpendiculaires aux côtes et donc japonaises sont courtes et beaucoup d'entre elles vont directement de la montagne à la mer, alors que les axes principaux de la vie économique leur sont parallèles. Mais c'est justement l'orientation valorisation de ces axes qui contribue à provoquer les déséquilibres auxquels on cherche à remédier. Les aménageurs japonais se trouvent devant le même dilemme que leurs collègues français. La différence est que l'évolution naturelle de la société, au Japon, laisse déjà pressentir des solutions.

(1) Les regroupements de municipalités contiennent la population urbaine totale plus strictement celle-ci était en 1975 de 53 millions. (2) *Nihon retô kôron* (« Revue de l'histoire du Japon »), ouvrage qui a été traduit en français sous le titre *Le Japon ancien*, Presses de la Cité, 1974. (3) Tokyo, Osaka et Nagoya. Ces trois aires métropolitaines — à ne pas confondre avec les trois municipalités du même nom — regroupent un total de dix départements. Le phénomène en question n'a rien à voir avec le dépeuplement du centre des grandes villes, lequel commence d'ailleurs à s'observer à peu près dans le même temps.



BNP

パリ国立銀行

Au JAPON

Tokyo

929, Kokusai Building,

1-1 Marunouchi,

3-Chome Chiyoda-ku

Tél. 214.2881 Télex: J 24825

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social: 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris  
Tél. 523.55.00

IL Y A PLUS DE 100 ANS

que des commerçants français vendent au Japon.

IL Y A PLUS DE 60 ANS

que des industriels français produisent au Japon.

IL Y A PLUS DE 50 ANS

que des banques françaises opèrent au Japon.

SI VOUS VENEZ AU JAPON

Les Sociétés françaises sont plus qualifiées pour vous aider :

- elles ont l'expérience du Japon,
- elles parlent votre langue,
- elles ont les mêmes intérêts que vous.

Adressez-vous

à la Chambre de Commerce Française du Japon

French Bank Bldg 1-1-2, Akasaka

Minato-ku, TOKYO 107, JAPON

Tél. 584-4813

**POUR  
VOS RELATIONS D'AFFAIRES  
AVEC LE JAPON,  
vous souhaitez  
être conseillés et assistés  
efficacement.**

Représenté à TOKYO depuis 1970,  
LE CREDIT LYONNAIS  
vient d'y ouvrir une Agence,

Hibiya Park Building  
1-3-1 Yurakucho  
Chiyoda-Ku  
TOKYO

**CREDIT LYONNAIS**

Affaires Internationales

16 rue du 4 septembre - 75002 PARIS

Tél. 295.70.00 - Télex: 210100



# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

**Au Conseil de sécurité : renouvellement du mandat de FUNU...**

Le Conseil de sécurité a décidé le 21 octobre, par treize voix, de renouveler le mandat de la force d'urgence Nations unies au Proche-Orient pour une période d'un an, jusqu'au 31 octobre 1978. La Chine et la Libye n'ont pas pris part au vote.

**embargo obligatoire des armes destinées à l'Afrique du Sud**

Quatre projets de résolution d'origine africaine contre l'Afrique du Sud, le Conseil de sécurité a adopté l'un d'eux le 21 octobre. L'Assemblée générale a adopté, à l'unanimité, le 21 octobre, la résolution 3369 (XXIX) qui demande au régime d'Afrique du Sud de mettre un terme à la répression et à l'apartheid, à libérer la population noire et à permettre la libre circulation des personnes et des biens. La résolution a été adoptée par 12 voix contre 2 (Chine, Libye) et 1 abstention (États-Unis). Elle est destinée à l'Afrique du Sud, y compris l'outre-mer. Le projet avait été présenté par le Canada et la République fédérale d'Allemagne.

**Les travaux de l'Assemblée générale**

Poursuivant la session de l'Assemblée générale, l'Assemblée a adopté jusqu'à la fin de la session, les résolutions 3369 (XXIX) et 3370 (XXIX) sur les principes portant sur les problèmes du développement. Elle a également adopté la résolution 3371 (XXIX) sur les problèmes du développement.

**Mayotte** : Par 11 voix, le 17 octobre, l'Assemblée a adopté la résolution 3372 (XXIX) qui demande aux gouvernements comorien et français pour qu'ils établissent un régime d'autonomie juste et équilibré pour Mayotte, qui respecte les principes de l'équité territoriale et de la participation.

**Chypre** : Le 9 novembre, l'Assemblée a adopté la résolution 3373 (XXIX) qui demande aux gouvernements chypriotes, turcs et grecs de négocier la situation à la lumière de ce rapport.

**Chypre** : Le 9 novembre, l'Assemblée a adopté la résolution 3374 (XXIX) qui demande aux gouvernements chypriotes, turcs et grecs de négocier la situation à la lumière de ce rapport.

**Chypre** : Le 9 novembre, l'Assemblée a adopté la résolution 3375 (XXIX) qui demande aux gouvernements chypriotes, turcs et grecs de négocier la situation à la lumière de ce rapport.

**Chypre** : Le 9 novembre, l'Assemblée a adopté la résolution 3376 (XXIX) qui demande aux gouvernements chypriotes, turcs et grecs de négocier la situation à la lumière de ce rapport.

**Chypre** : Le 9 novembre, l'Assemblée a adopté la résolution 3377 (XXIX) qui demande aux gouvernements chypriotes, turcs et grecs de négocier la situation à la lumière de ce rapport.

## NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS INTERNATIONALES A VOCATION MONDIALE

**REPRESENTANT SPECIAL A CHYPRE** — M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a accepté de décharger M. P. Peres de ses fonctions de représentant spécial du secrétaire général à Chypre à la fin de décembre 1977.

**PRATIQUES TRADITIONNELLES DES TERRITOIRES OCCUPÉS** — Dans un nouveau rapport publié le 11 novembre, le secrétaire général d'enquêteur des pratiques traditionnelles dans les territoires occupés fait état de la situation des territoires occupés, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme et la situation des femmes.

**APARTHEID** — Réuni le 11 novembre, le comité spécial contre l'apartheid a analysé les mesures prises par le régime d'Afrique du Sud contre l'apartheid et les sports.

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL** — L'Assemblée générale a adopté la résolution 3378 (XXIX) qui demande au Conseil économique et social de continuer à travailler pour le développement.

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT** — Les conférences pour les agences de contributions au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont commencé le 11 novembre à New York.

**REFUGIES** — Le mois dernier, le secrétaire général des Nations unies a accepté la démission de M. Sadruddin Aga Khan, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, qui sera remplacé par M. J. P. S. de Gooijer.

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE** — Une mission préparatoire pour l'établissement d'un centre régional de coopération technologique a été envoyée en Asie occidentale le 11 novembre.

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE** — Selon le vol. 11 du Bulletin économique pour l'Europe (A), l'évolution récente du commerce européen a été décrite pour les pays d'Europe occidentale et septentrionale.

**VENTE D'OR DU FONDS** — Le Fonds monétaire international a procédé, le 2 novembre, en tant que mandataire du Fonds fiduciaire, à la vente mensuelle d'or par adjudication et a attribué 224 000 onces d'or fin.

**MISSION EN GRANDE-BRETAGNE** — Un groupe de trois délégués du F.M.I., dirigé par M. Alan Widdows, s'est rendu fin novembre en Grande-Bretagne afin de rencontrer les responsables britanniques du Trésor.

**VENTE D'OR DU FONDS** — Le Fonds monétaire international a procédé, le 2 novembre, en tant que mandataire du Fonds fiduciaire, à la vente mensuelle d'or par adjudication et a attribué 224 000 onces d'or fin.

**MISSION EN GRANDE-BRETAGNE** — Un groupe de trois délégués du F.M.I., dirigé par M. Alan Widdows, s'est rendu fin novembre en Grande-Bretagne afin de rencontrer les responsables britanniques du Trésor.

**VENTE D'OR DU FONDS** — Le Fonds monétaire international a procédé, le 2 novembre, en tant que mandataire du Fonds fiduciaire, à la vente mensuelle d'or par adjudication et a attribué 224 000 onces d'or fin.

**MISSION EN GRANDE-BRETAGNE** — Un groupe de trois délégués du F.M.I., dirigé par M. Alan Widdows, s'est rendu fin novembre en Grande-Bretagne afin de rencontrer les responsables britanniques du Trésor.

effective le 11 novembre, date d'expiration du prêt de 10 millions de dollars.

**Le communiqué gouvernemental**, publié à Washington, indique que les États-Unis avaient notifié leur intention de retrait si des mesures correctives n'étaient pas prises pour que l'Organisation respecte ce qu'il appelle « les engagements pris pour parvenir à ses buts initiaux ».

**Dés la première séance plénière** de sa réunion, qui débuta le 15 novembre, le conseil d'administration du BIT a approuvé les mesures proposées par M. Blanchard pour pallier les conséquences financières du retrait des États-Unis : la contribution de ce pays représentait le quart du budget (soit 43 300 000 dollars) sur les 168 millions de dollars prévus dans les budgets de dépenses adoptés pour les deux prochaines années.

**M. Blanchard** a finalement proposé une réduction de 36 000 000 dollars, soit 21,7 % des prévisions. Ces mesures se traduiront notamment par une réduction de 10 % de la contribution des États-Unis et la suppression de deux cent trente emplois.

**SUSPENSION DE LA** — Le 11 novembre, le conseil d'administration du BIT a approuvé la suspension de la contribution des États-Unis à l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.) en raison de la décision de ce pays de retirer ses représentants de l'O.I.T. et de ne pas participer aux travaux de l'O.I.T. de l'Assemblée générale, ni d'envoyer de représentants à l'Assemblée générale.

**OUVERTURE DE LA** — La conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), qui réunit tous les deux ans les représentants des pays membres de l'Organisation, a débuté à Rome le 12 novembre.

**La conférence**, qui réunit tous les deux ans les représentants des pays membres de l'Organisation, a débuté à Rome le 12 novembre.

**La conférence**, qui réunit tous les deux ans les représentants des pays membres de l'Organisation, a débuté à Rome le 12 novembre.

**La conférence**, qui réunit tous les deux ans les représentants des pays membres de l'Organisation, a débuté à Rome le 12 novembre.

**La conférence**, qui réunit tous les deux ans les représentants des pays membres de l'Organisation, a débuté à Rome le 12 novembre.

**La conférence**, qui réunit tous les deux ans les représentants des pays membres de l'Organisation, a débuté à Rome le 12 novembre.

**La conférence**, qui réunit tous les deux ans les représentants des pays membres de l'Organisation, a débuté à Rome le 12 novembre.

**Le directeur général**, d'autre part, présenté à la conférence le nouveau budget de l'Organisation pour les deux prochaines années (1978-1979) qui se monte à 111 250 000 dollars, soit une augmentation de 7 % par rapport à l'exercice en cours. On trouvera un bref résumé des travaux de la conférence dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

**PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL** — Le Programme alimentaire mondial (P.A.M.) a adopté au Vietnam une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 7,5 millions de dollars. Cette aide servira à contribuer au ravitaillement de plus de trois millions de personnes, victimes de deux typhons.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre. Préparée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), avec le concours du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.), la conférence a adopté une déclaration de Tbilissi sur l'éducation relative à l'environnement.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** — La première conférence intergouvernementale sur l'éducation relative à l'environnement s'est déroulée à Tbilissi (Union soviétique) du 15 au 21 octobre.

que arabe pour  
développement  
omique en Afrique

que asiatique  
développement

de développement  
arabes

**ALAIN PLANTEY**

**DROIT ET PRATIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE**

Pour première sont regroupées en un seul ouvrage les règles applicables à l'ensemble de la fonction publique internationale

**Editions du CNRS**  
15 quai Anatole France, 75700 Paris

documentation M.D.  
gratuite sur demande

## ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

### Fonds monétaire international

**Crédit « stand-by » au Pérou**

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a accordé le 18 novembre au Pérou un crédit « stand-by » de 10 millions de dollars, qui permettra d'effectuer des tirages jusqu'à concurrence de 90 millions de dollars.

**MISSION EN GRANDE-BRETAGNE** — Un groupe de trois délégués du F.M.I., dirigé par M. Alan Widdows, s'est rendu fin novembre en Grande-Bretagne afin de rencontrer les responsables britanniques du Trésor.

**VENTE D'OR DU FONDS** — Le Fonds monétaire international a procédé, le 2 novembre, en tant que mandataire du Fonds fiduciaire, à la vente mensuelle d'or par adjudication et a attribué 224 000 onces d'or fin.

**MISSION EN GRANDE-BRETAGNE** — Un groupe de trois délégués du F.M.I., dirigé par M. Alan Widdows, s'est rendu fin novembre en Grande-Bretagne afin de rencontrer les responsables britanniques du Trésor.

**VENTE D'OR DU FONDS** — Le Fonds monétaire international a procédé, le 2 novembre, en tant que mandataire du Fonds fiduciaire, à la vente mensuelle d'or par adjudication et a attribué 224 000 onces d'or fin.

**MISSION EN GRANDE-BRETAGNE** — Un groupe de trois délégués du F.M.I., dirigé par M. Alan Widdows, s'est rendu fin novembre en Grande-Bretagne afin de rencontrer les responsables britanniques du Trésor.

**VENTE D'OR DU FONDS** — Le Fonds monétaire international a procédé, le 2 novembre, en tant que mandataire du Fonds fiduciaire, à la vente mensuelle d'or par adjudication et a attribué 224 000 onces d'or fin.

De son côté, la Malaisie a reçu de la BIRD le 17 novembre un prêt de 10 millions de dollars destiné à financer l'infrastructure et les services de vulgarisation nécessaires pour améliorer le rendement du paddy et celui d'autres cultures de plantation. Également le 17 novembre, l'Indonésie a bénéficié d'un prêt de 66 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'aménagement et de mise en valeur des terres dont bénéficieront certains exploitants agricoles récemment implantés.

**CRÉDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT** — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a accordé récemment les crédits suivants : Bénin (11 novembre) : crédit de 5 000 000 dollars pour la réalisation d'un projet de développement des ressources de haute qualité.

**IDA (17 novembre)** : crédit de 10 millions de dollars pour le projet routier du Bénin.

**IDA (17 novembre)** : 10 millions de dollars pour aider au financement d'un programme visant à accroître la capacité du pays pour le stockage et la distribution de produits agricoles.

**IDA (17 novembre)** : crédit de 7,5 millions de dollars pour l'amélioration du système éducatif.

**OPÉRATION CONJOINTE DE LA BANQUE ET DE L'IDA** — Le 17 novembre, la Cameroun a reçu un prêt de la Banque de 4,5 millions de dollars et de l'IDA de 4,5 millions de dollars pour l'amélioration des conditions de vie d'un million de personnes à travers le pays.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE** — La Société financière internationale (S.F.I.) a consenti un prêt de 500 000 dollars pour l'extension et la modernisation de cette entreprise.

**OPÉRATIONS DE LA S.F.I.** — Les opérations de la S.F.I. ont été...



de denrées alimentaires... en sus de 200 millions de dollars supplémentaires dans lesquels la part de la S.F.I. est de 350 000 dollars.

— 2 novembre : prêt de 3 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 22 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 23 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 24 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 25 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 26 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 27 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 28 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 29 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 30 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 1 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 2 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 3 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 4 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 5 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 6 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 7 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 8 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 9 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 10 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 11 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 12 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 13 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 14 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 15 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 16 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 17 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 18 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 19 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 20 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 21 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 22 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

ment ainsi que le texte de la révision de l'accord conclu avec l'Agence pour le développement international en vue de l'adhésion de la Barbade au programme de développement intégré de l'agriculture ; il a également approuvé un accord de coopération conclu avec la CNUCED et le GATT en vertu duquel les pays membres de la Banque pourront bénéficier de l'assistance technique de ces deux organismes pour le développement de leurs exportations.

L'ordre du jour de la quarante-troisième session tenue le 24 octobre, le conseil de direction de la Banque a approuvé un accord conclu avec la Banque interaméricaine de développement en vue de la réalisation d'un programme de pré-investissement comportant un prêt de 500 000 dollars ainsi qu'une assistance technique de 1 000 000 de dollars ; la contrepartie de la Banque à ce projet sera de 300 000 dollars. Le même jour, la Banque nationale pour le commerce et le développement de la République dominicaine a reçu un prêt de 181 145 000 dollars qui financera l'extension de son programme de crédits aux petits exploitants agricoles.

## Banque européenne d'investissement

Prêts au Danemark, à la Yougoslavie, à l'Italie et à la Grande-Bretagne

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a annoncé le 27 octobre l'octroi d'un prêt d'une contre-valeur de 31,4 millions de couronnes danoises (6 millions d'e.c.) à l'électricité publique danoise pour l'extension de son programme de dispositifs anti-pollution qui doivent être installés dans deux centrales électriques du Danemark pour leur permettre de continuer à utiliser du charbon. Le prêt, d'une durée de dix ans, se porte intérêt à 3,5 %.

— Autres crédits annoncés en novembre : Un prêt d'une contre-valeur de 25 millions d'u.d. (pour quinze ans et à 9,5 %) consenti le 3 novembre à la Yougoslavie pour le financement de la construction d'un réseau de transport d'énergie électrique de 380 kV. Cette opération, la première de ce type en Europe, dans ce pays, se situe dans le cadre de la décision prise par le conseil des gouverneurs de la Banque d'accorder des prêts jusqu'à concurrence de 50 millions d'u.d. en faveur de projets d'infrastructure à la Yougoslavie et à la Communauté européenne ; Un prêt d'une contre-valeur de 53,7 millions de livres (80,6 millions d'u.d. pour quinze ans et à 9,75 %) le 10 novembre à la British Steel Corporation pour l'extension de l'usine sidérurgique de Ravenscroft à Motherwell (Ecosse). Le 10 novembre, cette région a bénéficié d'un second prêt accordé au Lochian Regional Council d'une valeur de 25 millions de livres (pour quinze ans et à 9 %) ; Il financera la remise en état ou la modernisation des réseaux d'adduction d'eau et des stations d'épuration des eaux usées ;

— Prêt d'une contre-valeur de 2,25 milliards de livres (2,23 millions d'u.d. d'une durée de huit ans et à 7,7 %) le 15 novembre à l'Institut du Crédit pour le Impres de Publica Utilita pour le financement d'installations industrielles dans la Mezzogiorno (Italie) ; Trois prêts d'une contre-valeur de 30,3 millions de livres (46,8 millions d'u.d.) pour la construction au Royaume-Uni de réseaux d'adduction d'eau de transport de l'électricité : 19,8 millions de livres pour quinze ans et à 9,5 %) au National Water Council ; 6,2 millions de livres (pour quinze ans et à 9,75 %) à la Welsh National Water Development Authority et à l'Electricity Board ; 4,3 millions de livres (pour quinze ans et à 9,75 %) au South of Scotland Electricity Board ;

— Prêt d'une contre-valeur de 12 millions de couronnes danoises (1,7 million d'u.d. pour quinze ans et à 9,5 %) le 17 novembre à l'Institut for Industri og Håndværk à Copenhague pour l'agrandissement et la modernisation d'une usine à blé.

## Opérations dans le cadre de la convention de Lomé

Au titre de la convention de Lomé, la Banque européenne d'investissement a accordé plusieurs prêts le mois dernier :

— Un prêt global de 3 millions d'u.d. le 3 novembre à l'Institut pour le développement de la Banque de Malawi pour le financement d'installations industrielles de petite et moyenne dimension ; ce prêt, d'une durée de quinze ans, est assorti d'un intérêt de 5,05 % compte tenu de la bonification de 3 % ;

— Un prêt global d'une contre-valeur de 5 millions d'u.d. le 8 novembre à l'Industrial Development Bank du Kenya pour le développement d'entreprises industrielles ; d'une durée de quinze ans, il se porte intérêt à 9 % ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 1 million d'u.d. à la Caribbean Investment Corporation aux Caraïbes (C.I.C.) qui utilisera ces fonds pour ses opérations normales ; ce concours, le premier accordé par la Banque dans cette région, est alimenté par des fonds réservés, aux termes de la convention de Lomé et d'une décision du conseil des ministres relative aux pays et territoires d'outre-mer ; pour le financement de divers types d'opérations de capitaux à risques dont la gestion est confiée à la Banque. Ce concours a été octroyé sous la forme d'un prêt conditionnel assorti d'un taux d'intérêt de 2 % l'an ; le calendrier d'amortissement sera fixé en fonction de la rentabilité des investissements réalisés par la C.I.C. à condition de ne pas excéder vingt-cinq ans ;

— Deux prêts d'un montant de 12 millions d'u.d. le 15 novembre à la Société financière de développement (SOFIDE) du Zaïre ; ils se composent d'une part, d'un prêt subordonné de 1 098 000 u.d. (pour quinze ans au taux de 8,5 %) destiné au financement de l'extension d'un cimentier au Shaba ; d'autre part, d'une participation prise par la Banque au nom de la C.E.S. d'un montant de 100 000 saïres (environ 123 000 u.d.), à la dernière augmentation du capital de la SOFIDE. Ces deux opérations sont financées par le montant qui, aux termes de la convention de Lomé, a été réservé pour des opérations de capitaux à risques dont la gestion est confiée à la B.E.I.

## RECENTE PUBLICATION

« Le développement dans la Communauté en 1976 et son financement : cinquante ans d'études annuelles publiées par la B.E.I., 3, place de Metz, S.F. 2006, Luxembourg.

— 16 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 17 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 18 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 19 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 20 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 21 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 22 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 23 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 24 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 25 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 26 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 27 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

finés au financement d'un programme de développement agricole ; 8,1 millions de dollars proviennent du fonds d'opérations spéciales (pour quinze ans au taux de 1 % l'an pendant les huit premières années et de 2 % ensuite) et 11,8 millions des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt-cinq ans et à 3 %).

— Honduras (3 novembre) : 4 500 000 dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour l'amélioration du réseau d'adduction d'eau de Tegucigalpa ; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique d'un montant de 1 120 000 dollars ;

— Bolivie (3 novembre) : 9,7 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour le développement de l'enseignement technique dans les régions les plus reculées ;

— Argentine (3 novembre) : deux prêts d'un montant de 35 millions de dollars pour financer la construction de réseaux d'adduction d'eau dans les zones rurales et urbaines afin d'améliorer les conditions sanitaires des couches sociales les plus démunies ; 31 millions ont été accordés à l'aide des ressources inter-régionales

— 28 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 29 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 30 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 1 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 2 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 3 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 4 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 5 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 6 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 7 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 8 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 9 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 10 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 11 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 12 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 13 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 14 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 15 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 16 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 17 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 18 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 19 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 20 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 21 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 22 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 23 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 24 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 25 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

de la Banque (pour vingt ans et à 8 %); 52 millions proviennent du fonds d'opérations spéciales (pour vingt-cinq ans et à 3 % l'an) ;

— El Salvador (3 novembre) : trois prêts d'un montant de 90,4 millions de dollars affectés à la construction d'une centrale hydro-électrique près de San-Lorenzo sur le fleuve Lempa ; ce projet a été financé par un prêt du fonds d'opérations spéciales (45,4 millions de dollars pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) ; par le fonds confié à l'administration de la Banque par le Venezuela (30 millions de dollars, pour vingt-cinq ans et à 3 % l'an) et par les ressources ordinaires de la Banque (15 millions, pour huit ans et à 1 1/4 %).

— Paraguay (3 novembre) : 6,2 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour financer la construction de réseaux d'eau potable dans les villes de Colonel-Oviedo et de Villarrica ; d'autre part, le 10 novembre, ce pays a reçu un prêt de 7,6 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour la construction et l'agrandissement de huit silos.

— 28 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 29 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 30 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 1 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 2 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 3 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 4 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 5 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 6 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 7 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 8 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 9 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 10 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 11 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 12 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 13 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 14 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 15 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 16 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 17 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 18 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 19 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 20 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 21 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 22 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 23 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 24 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 25 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 26 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 27 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

## GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

### Association européenne de libre-échange

Au comité consultatif : la montée du chômage et l'aide au Portugal

Le comité consultatif de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), réuni les 18 et 19 novembre à Genève, s'est montré préoccupé par la situation économique mondiale, notamment du fait de la persistance du chômage et de la montée du protectionnisme.

Il a demandé au conseil des ministres de l'A.E.L.E. d'intensifier ses efforts au sein du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en vue d'une plus grande libéralisation du commerce.

Au sujet du chômage, la proposition lancée par les syndicats de tenir en 1978 une conférence économique des pays d'Europe occidentale sur les moyens de parvenir au plein emploi a reçu un accueil mitigé. Elle sera néanmoins soumise au prochain conseil des ministres de l'A.E.L.E.

Le comité a aussi passé en revue la situation des pays membres dans le contexte européen et mondial actuel et ont examiné le dix-septième rapport annuel de l'Association. L'aide au Portugal a également été au centre des débats.

— 28 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 29 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 30 novembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 1 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 2 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 3 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 4 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 5 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 6 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 7 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 8 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 9 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.

— 10 décembre : prêt de 10 millions de dollars au Guatemala pour l'investissement de la S.F.I. à l'exportation de produits de la forêt tropicale.



patronat sur ces politiques des revenus et de l'emploi liées à la croissance à moyen terme, qui s'est tenu du 8 au 10 novembre à Paris.

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT.** — Le professeur Louis Sabourin (Canada) a été nommé président du Centre de développement de l'O.C.D.E. Il succède, à partir du 1<sup>er</sup> décembre, pour une période de trois ans, à M. Paul-Henry Henry (France).

#### RECENTES PUBLICATIONS

- **Tendances des marchés des capitaux**, n° 1 : premier numéro d'une nouvelle série éditée par la direction des affaires financières et fiscales de l'O.C.D.E. et publiée sous la responsabilité du secrétaire général de l'organisation.
- **L'éducation et la vie active** : rapport sur les politiques et les mesures qui peuvent améliorer les liens entre l'éducation et le monde du travail.
- **Politiques des sciences sociales au Japon** : après la France et la Norvège, troisième numéro de la série sur les politiques nationales, 224 pages.

• **ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE.** — Les trois principaux participants à la conférence commerciale de l'Organisation mondiale du Commerce (O.M.C.), la Communauté économique européenne, les États-Unis et le Japon, ont signé, le 1<sup>er</sup> novembre à Genève, un accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, leurs demandes respectives concernant l'agriculture et les mesures non tarifaires. Le prochain stade du calendrier est le 15 janvier 1978, date limite de dépôt des offres.

• **ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE.** — La dix-septième période des sessions ordinaires de la conférence de l'association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) a eu lieu à Montevideo du 7 au 23 novembre. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.

• **COMMUNAUTÉS DES CARAIBES.** — Les ministres des transports des pays membres de la Communauté des Caraïbes se sont réunis à Georgetown (Guyana) du 7 au 9 novembre. Ils ont approuvé la révision des statuts pour 1978 et le budget pour 1978 de la Corporation maritime des Indes occidentales (WISCO), et adopté le programme de développement de sa flotte pour les cinq prochaines années. D'autre part, les ministres ont autorisé le secrétaire général à explorer, avec la C.I.V.C.O., les possibilités de coopération technique afin de développer les services maritimes, l'administration portuaire et la législation douanière dans la zone. Compte de la session, les ministres ont adopté une série de mesures sur la création et l'installation de deux écoles de formation d'officiers de marine dans le domaine de l'aviation civile. Les ministres ont considéré le rapport du groupe de travail sur les transports et ont adopté un bon nombre d'arrangements touchant à la coordination et à la rationalisation des services aériens.

— Réuni à Georgetown (Guyana), du 13 au 30 octobre, le comité des données a poursuivi l'étude du nouveau système sur l'origine des marchandises, dont l'application par les pays membres du marché commun commencera effective le 1<sup>er</sup> janvier 1978, apportant d'importantes simplifications aux formalités des échanges. Le Comité s'est aussi penché sur les questions relatives à l'installation du tarif extérieur commun.

• **CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL.** — La trentième session du Conseil oléicole international (C.O.I.) s'est tenue à Madrid du 22 au 26 novembre. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

• **GROUPE ANDIN.** — Réuni à Lima du 7 au 9 novembre à l'occasion de sa septième période de sessions ordinaires, le Conseil consultatif économique et social (C.A.E.S.) a fait une analyse approfondie des différents aspects de la décade 1980 de la Commission du Groupe andin portant création d'une industrie automobile sous-régionale, des travaux du comité (la fonte) et des conclusions de son groupe de travail. Il s'est aussi penché sur les conséquences de l'intégration économique sur la structure et le fonctionnement des entreprises, d'une part, sur le développement de l'emploi, les conditions de travail et la situation générale des travailleurs, d'autre part.

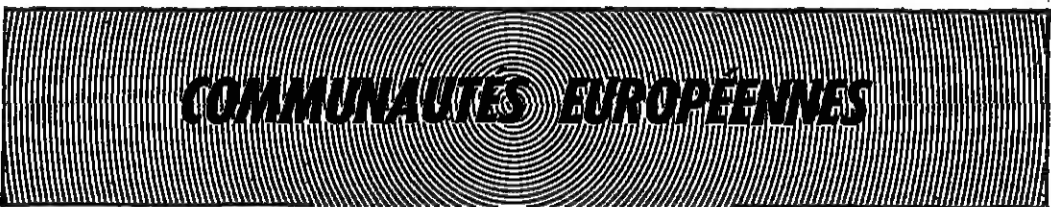
Des recommandations ont été formulées à propos de la représentation du secteur privé auprès du comité de l'industrie automobile, et des aspects sociaux de ce programme de développement industriel, notamment : la création d'emploi, la formation professionnelle, les conditions d'habitat de la main-d'œuvre, etc. La tenue de ces recommandations montre l'importance des rôles recommandés par le patronat et les travailleurs dans les choix et le contrôle des objectifs de l'intégration sous-régionale.

En vertu des dispositions de la décision de la Commission portant création d'une industrie automobile sous-régionale, les offices nationaux de normalisation ont tenu leur première réunion à Lima du 7 au 10 novembre. Celle-ci avait pour but de déterminer les normes de production qui seront adoptées par les cinq pays d'établir un office sous-régional d'homologation.

La cinquième réunion des offices nationaux de planification de l'agriculture, qui s'est tenue dans la capitale péruvienne du 15 au 18 novembre, a été consacrée à l'examen des deux mécanismes opérationnels mis en place dans le but de créer les conditions nécessaires à l'intégration de l'agriculture sous-régionale : les projets agricoles et la planification.

Le 20 octobre, les représentants du comité du Groupe andin et de la Grande-Bretagne ont signé à Lima un accord de coopération destiné à introduire dans les milieux ruraux de la Bolivie, de l'Equateur, de la Colombie et de la Pérou, des sources dans des conditions d'isolement géographique, économique et culturel le plus total, une technologie adaptée aux besoins des pays andins, dans le cadre de l'économie sous-régionale.

• **SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAINE.** — Le système économique latino-américain (S.E.L.A.) a organisé du 13 au 20 octobre à Lima une réunion consacrée à l'examen des progrès réalisés par les programmes de développement de l'agriculture et de l'industrie des différents pays membres régionaux. L'objectif principal de la réunion était de définir les orientations communes et d'établir des programmes de collaboration. Des représentants de l'association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), de l'Association sous-régionale andine, du Comité de l'Association des Caraïbes (C.A.C.), de la Corporation andine de développement (C.A.P.), de l'Association latino-américaine des institutions de planification (A.L.I.P.), de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (C.E.P.A.L.) ont participé aux discussions. Le S.E.L.A. a pour objectif de promouvoir le développement économique du sous-continent au moyen de projets spécifiques.



## Marché commun

**Accord des Neuf sur l'implantation du « jet »**

APRÈS plus de dix-huit mois de discussions, les ministres de la recherche des Neuf se sont mis d'accord le 28 octobre à Luxembourg pour installer le jet, machine à réaction capable de réaliser la fusion thermonucléaire contrôlée à Culham en Grande-Bretagne. Ce réacteur devrait permettre, selon les experts nucléaires européens de procurer à l'Europe des Neuf l'énergie de l'année 2000 et de la rendre plus indépendante à l'égard du pétrole importé.

Les ministres ont pris leur décision à la majorité de cinq voix en faveur de Culham, deux voix allant à l'usine de Garching en Bavière et avec deux abstentions (celles de la France et de l'Italie). A l'origine, ces deux pays avaient présenté les centres de recherches de Cadarache et d'Apra comme sites possibles d'implantation.

Le coût de construction du projet, qui doit être réalisé au cours des cinq prochaines années, est de l'ordre de 180 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,15 dollar, soit 850 millions de F.F.). Trois cents vingt physiciens et ingénieurs des neuf pays de la C.E.E. seront chargés de réaliser ce projet.

**Le dialogue euro-arabe maintenu sans grande illusion**

Le dialogue euro-arabe est maintenu sans grande illusion. Si sur le plan politique il n'a rien apporté de neuf, l'entrevue, par contre, de timides progrès en matière de coopération économique. Tel est le bilan tiré par les observateurs au terme de trois jours de laborieuses discussions ouvertes le 27 octobre au sein de la Commission générale du dialogue euro-arabe qui a rassemblé, à Bruxelles, les ambassadeurs de vingt et un pays plus l'O.C.E. et ceux des pays de la Communauté européenne.

Au niveau de la coopération économique, on peut noter que, pour la première fois, les deux délégations ont décidé de passer à la phase de réalisations concrètes. Il s'agit d'un domaine limité : le financement des études de sept projets.

Il reste de nombreuses divergences, en particulier dans les domaines de transfert de technologie de textiles et des travailleurs migrants. En ce qui concerne ces derniers, les Arabes demandaient l'abolition des mesures restrictives prises par certains gouvernements européens. Les pays de la C.E.E. ont refusé d'établir, dans la période de crise qu'ils traversent, un régime préférentiel à l'égard des travailleurs arabes. L'Europe n'a pas davantage accepté d'étendre à l'ensemble des pays arabes les accords préférentiels conclus au Maghreb, à l'Égypte, à la Syrie et au Liban, ainsi qu'à ceux qui sont parties à la convention de Lomé (Mauritanie, Somalie et Soudan).

**La déclaration sur la visite en Israël du président Sadate**

A l'issue du voyage du président égyptien Anwar El Sadate en Israël, les Neuf ont publié le 22 novembre la déclaration suivante : « Les neuf ministres des affaires étrangères, convaincus que la médiation constitue l'un des principaux obstacles à un règlement pacifique du conflit israélo-arabe, partagent l'expérience qu'on a recueillie l'initiative couronnée du président Sadate et sa rencontre historique avec les dirigeants israéliens. Ils souhaitent que le dialogue sans précédent qui s'est noué à Jérusalem ouvre la voie à une négociation globale conduisant à un règlement d'ensemble juste et durable tenant compte des

droits et des préoccupations de toutes les parties intéressées. Il est urgent qu'une trêve soit établie en faveur de tous les peuples de la région y compris le peuple palestinien, sur la base des principes de justice, de coopération internationale, et qui figurent en particulier dans la déclaration du Conseil européen en date du 23 juin 1977.

« L'impressionnant espoir qu'il sera possible de réunir dans un proche avenir la conférence de Genève... »

**La Commission élaborera un programme de lutte contre le chômage des jeunes**

Les ministres des affaires sociales des Neuf, réunis le 28 octobre en conseil à Luxembourg, ont chargé la Commission européenne d'élaborer un programme concret d'action pour lutter contre le chômage des jeunes.

Ce programme, qui devrait comporter des mesures détaillées sur la répartition des moyens financiers dans le cadre du Fonds social européen, devait être discuté lors du conseil consacré aux affaires sociales en décembre.

L'Italie et l'Irlande ont demandé des aides accrues de la part du Fonds social en faveur de la formation professionnelle et de la création d'emplois nouveaux, mais, suivant en cela la position de la délégation allemande, la plupart des pays membres se sont prononcés pour une utilisation plus large, ponctuelle et concertée des moyens financiers disponibles.

« En tout cas le conseil s'est déclaré conscient du fait que le chômage des jeunes est l'un des problèmes les plus préoccupants, 40 % en effet du nombre total des six millions de chômeurs de la Communauté sont des jeunes de moins de vingt-cinq ans. »

Le ministre français du travail, M. Christian Bonillaud, a pour sa part estimé qu'il faut définir clairement « les problèmes qui doivent être traités par la Communauté et ceux, comme l'industrie nationale, le secteur agricole, qui ne peuvent être traités qu'au niveau communautaire ». »

**L'Espagne et les Neuf**  
M. Adolfo Suarez, premier ministre d'Espagne, a indiqué le 5 novembre à Bruxelles, au cours d'une conférence de presse, que l'avis de la Commission des Communautés européennes sur l'adhésion de son pays au Marché commun ne sera arrêté qu'à la fin de l'année 1978. Selon lui, la signature du traité d'adhésion n'interviendrait qu'un an ou deux après ce délai.

« Le gouvernement espagnol, a-t-il dit, est ouvert à toute solution pour faciliter l'adhésion après la signature du traité, mais n'acceptera ni une période de pré-adhésion ni un traitement différent de celui qui a été réservé à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark. »

**La France et l'Italie face aux propositions visant à réformer l'agriculture méditerranéenne**

La France et l'Italie se sont montrées des propositions faites par la Commission de la C.E.E. pour réformer l'agriculture méditerranéenne dans la perspective de l'élargissement du Marché commun à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne.

À Bruxelles le 7 novembre, MM. Pierre Méhaignerie et Giovanni Marcollo, ministres français et italien de l'Agriculture, ont estimé que ces propositions étaient « inquiétantes, décevantes et encore au stade des généralités ». Le ministre français a souligné dans ce sens que l'Italie avait subi les effets d'un gigantesque marchandage, au mois de

mars 1978, qui infligeait la fixation annuelle des prix agricoles, une nouvelle réglementation du marché de la viande bovine, le problème de la suppression des montants compensatoires, une réforme du règlement communautaire sur le sucre et la réforme de la politique méditerranéenne.

Les importants problèmes, que pose la concurrence des produits grecs, portugais, et espagnols, a-t-il ajouté, n'ont même pas été abordés. Selon lui, les positions divergentes entre les États membres de la C.E.E. restent entières et ne pourront se rapprocher que si la Commission européenne fait des propositions concrètes à la fois dans le secteur des structures et d'organisations des marchés agricoles qui tiennent compte des problèmes des prix.

**Vers la suppression des « montants compensatoires agricoles »**

Tous les pays du Marché commun, à l'exception de la Grande-Bretagne, sont d'accord en principe pour supprimer progressivement les montants compensatoires monétaires dans les échanges agricoles intracommunautaires qui faussent la jeu de la concurrence à l'intérieur de la C.E.E. Tel est le résultat du premier tour de table fait le 9 novembre à Bruxelles par les ministres de l'Agriculture des Neuf sur les nouvelles propositions de la Commission européenne sur ce sujet.

Elles visent à supprimer, sur une période totale de sept ans, les montants compensatoires monétaires qui agissent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation pour les pays à monnaie faible (Grande-Bretagne, Italie, France et Irlande) et comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation pour les pays à monnaie forte (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Danemark).

« C'est une question de principe », a déclaré Pierre Méhaignerie, ministre français de l'Agriculture, a pressé ses collègues d'étudier d'urgence le dossier. Le maintien des montants compensatoires, a-t-il dit, provoque des distorsions de concurrence à l'intérieur du Marché commun, notamment sur les produits laitiers et la viande de porc. Le ministre a donc demandé à la Commission européenne de faire des propositions précises à ce sujet.

Le mois de décembre, dans le cadre du traditionnel marathon annuel sur la fixation des prix agricoles dans la C.E.E.

**Doublage des concours financiers à moyen terme**

Les ministres des finances de la C.E.E. se sont mis d'accord le 21 novembre sur le principe de doubler les concours financiers communautaires à moyen terme qui sert à aider les pays du Marché commun souffrant de déficits des dépenses.

De soutien financier, sera donc porté de 2,7 à 5,4 milliards d'unités de compte (6 milliards de dollars, soit 30 milliards de francs français). Dans le passé, l'Italie, la Belgique, la France et l'Irlande ont dû recourir à des concours financiers pour établir une situation financière.

D'autre part, les gouvernements de banques centrales de la C.E.E., également réunis à Bruxelles, sont tombés d'accord pour augmenter les concours financiers au titre de soutien financier à court terme. Les quotas restent inchangés mais la « rallonge » destinée à aider un pays du Marché commun dont le monnaie serait menacée passer de 1,5 à 3 milliards d'unités de compte (1,7 à 3,4 milliards de dollars, soit de 8,4 milliards à 16,8 milliards de F.F.). Toutefois, la décision formelle appartient aux gouvernements des banques centrales des Neuf à Bâle.

**SUPPRESSION DES NEGOCIATIONS ENTRE LA C.E.E. ET HONGKONG.** — Une crise grave a éclaté le 8 novembre entre la Communauté européenne et Hongkong, son premier fournisseur de produits agricoles. Les négociations ont été suspendues à la suite de la décision de Hongkong de limiter les importations de produits agricoles dans la Communauté et d'augmenter les droits de douane.

La Commission européenne a demandé à Hongkong de réduire ses exportations de produits agricoles vers la C.E.E. de 25 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978. Hongkong, qui exportait 150 000 tonnes, de son côté, a refusé de réduire ses exportations.

« M. Milla, chef de la délégation de Hongkong, a fait de nouvelles propositions à la Commission européenne sur lesquelles il a insisté pour que la Communauté accepte de réduire la part du marché réservée à Hongkong aux autres pays fournisseurs de la Communauté européenne. »

« Pour la C.E.E., les dernières propositions faites par Hongkong seraient inacceptables car les négociations portent sur les produits les plus sensibles des échanges commerciaux, les produits agricoles, notamment, les céréales, les fruits, les légumes, les produits de la pêche, etc. »

« Les ministres des transports de la C.E.E. ont décidé le 7 novembre de suspendre les négociations de Hongkong, car les propositions de Hongkong ne tiennent pas compte de la situation de Hongkong et de la C.E.E. et ne tiennent pas compte de la situation de Hongkong et de la C.E.E. »

**TRANSPORTS.** — Les ministres des transports des Neuf ont décidé, le 7 novembre, une série de mesures sociales touchant les transporteurs routiers des États membres de la C.E.E. Elles visent à améliorer les conditions de travail des conducteurs de camions et d'autobus et à réduire les coûts de transport.

« Les ministres des transports de la C.E.E. ont décidé le 7 novembre de suspendre les négociations de Hongkong, car les propositions de Hongkong ne tiennent pas compte de la situation de Hongkong et de la C.E.E. et ne tiennent pas compte de la situation de Hongkong et de la C.E.E. »

**PECHE.** — Les ministres des Neuf, chargés des questions de pêche, réunis à Luxembourg le 15 octobre, ont décidé de suspendre les négociations de Hongkong, car les propositions de Hongkong ne tiennent pas compte de la situation de Hongkong et de la C.E.E. et ne tiennent pas compte de la situation de Hongkong et de la C.E.E. »

**IMPORTATIONS DE POMMES.** — Les ministres de l'Agriculture de la C.E.E. ont décidé le 7 novembre à Bruxelles, de réduire de 14 à 6 % les droits de douane sur les importations de pommes dans le Marché commun jusqu'à la fin du mois de janvier 1978.

Cette mesure, réclamée notamment par la France, doit permettre de calmer l'actuelle flambée des prix sur le fruit dont la récolte a été décevante dans la C.E.E. cette année (5,2 millions de tonnes seulement).

**RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS.** — La C.E.E. a signé le 14 novembre, à Bruxelles, un accord avec la Communauté européenne. Un accord accordé attend très prochainement avec la Corée du Sud, prochainement l'adhésion de la C.E.E. à l'Organisation mondiale du Commerce (O.M.C.) et l'adhésion de la C.E.E. à l'Organisation mondiale du Commerce (O.M.C.).

Le comité a adopté des avis sur plusieurs questions soumises à son attention dont : les problèmes des transports en relation avec les pays de l'Est ; la situation des petites et moyennes entreprises ; la politique communautaire dans le secteur de la science et de la technologie ; une proposition de décision du Conseil arrêtant un programme de recherche et de développement pour la Communauté européenne de l'énergie atomique concernant l'exploration et l'exploitation de l'uranium ; un premier programme d'actions de recherches dans le secteur de la recherche médicale et de la santé publique, etc.

## CECA

**Les Neuf renforcent le plan anti-crise**

INVITÉS par les patrons de la sidérurgie de leurs pays respectifs à prendre des mesures de sauvegarde pour protéger l'acier européen de plus en plus menacé par la concurrence étrangère que stimule la crise, les Neuf s'y sont mis. Le 21 novembre, ils ont pris une décision commune pour renforcer le plan anti-crise. Ils ont décidé de réduire les importations d'acier étranger de 10 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978. Ils ont aussi décidé de réduire les exportations d'acier européen de 10 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978. Ils ont enfin décidé de réduire les importations d'acier étranger de 10 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978.

Pour l'instant, les Neuf se sont contentés d'approuver le renforcement du plan anti-crise que leur a soumis M. Davignon.

• **Les prix des produits sidérurgiques de la Communauté** vont être relevés de 15 % en 1978, aussi bien ceux qui sont décidés par la Commission (tronds à béton) que ceux qui sont décidés par les producteurs (acier à froid). Les prix des produits sidérurgiques de la Communauté vont être relevés de 15 % en 1978, aussi bien ceux qui sont décidés par la Commission (tronds à béton) que ceux qui sont décidés par les producteurs (acier à froid).

• **Les importations** ne seront pas contingentées comme le souhaitent les patrons de la Communauté, mais réglementées et les initiatives de Bruxelles sont couronnées de succès. Se plaçant dans la perspective de l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E., la Commission espère amener Madrid à s'aligner au plan anti-crise communautaire, autrement dit à réduire ses livraisons sur le marché et à respecter les prix fixés par Bruxelles. En attendant, les procédures anti-dumping débloquées par la Commission contre des importations de tubes espagnols à bas prix suivront leur cours normal.

Avec les autres fournisseurs des pays capitalistes (Japon, Corée, etc.), la Commission subordonne son attitude à celle des États-Unis.

**Le budget CECA de 1978 : + 23 %**

La crise de la sidérurgie a obligé la Commission européenne à relever de 23 % les dépenses inscrites dans le budget de la CECA pour 1978. L'apport apporté par la Commission à la réadaptation des sidérurgies et des mines a été de 100 millions d'unités de compte (100 millions de dollars, soit 1,1 milliard de francs français).

« Ce chiffre devrait être supérieur à 13 millions d'unités de compte, pour ne pas avoir à relever le prélevement européen sur le chiffre d'affaires de la sidérurgie et des mines (0,5 % depuis plusieurs années), ce qui aurait pu être entièrement inopérant en pleine crise de l'acier. »

La Commission de Bruxelles a décidé de ramener de 12 à 5 millions d'unités de compte le montant des dépenses administratives des Communautés européennes, le reste étant pris en charge par la C.E.E. Le conseil des ministres des Neuf n'a jusqu'ici formulé aucune objection à cette opération.

## AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allée au prestige de ses monuments anciens l'énergie souterraine d'une jeune cité qui, dans ses échos sonne, construit son avenir.

ELLE VOUS OFFRE

- LE PALAIS DES PAPES. LE PONT SAINT-REMY. L'abbaye de Saint-Rémy. Le musée de la ville et de la région.
- LES THEATRES DE LA VILLE. Le théâtre de la ville et de la région.
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE.
- SON FOLKLORE (danses et vieilles traditions).
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (10 juillet - 10 août) Théâtre chorégraphique, cinéma, musique.
- DES SALLES DE REUNION.
- DES SERVICES REGULARIS DE TRAINS.
- AUTOS-COURTESIES (à l'usage des touristes).
- L'EXPOSITION DES STAPLES (Le Touquet). BOU-LOXINE. LEJRE BRUXELLES. AMSTERDAM. GOSSELDORE.
- SON IMPORTANT MARCHÉ QUOTIDIEN DE FRUITS ET LEGUMES.
- DES SATISFACCTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grande classe (Châteauneuf-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.).
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement pour toutes les manifestations culturelles et luxueuses salles de conférences et restaurant son immense jardin.
- VISITE AVIGNON - La « Ville de la joie ».

Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaures.

Nice, ville de congrès vous attend.

502 10 10 10



Si, comme on peut l'espérer maintenant, Washington, renouant à la formule louche de la multiplication des procédures anti-dumping, décide d'appliquer à ses importations étrangères des prix minima de référence, la Commission appliquera sans doute la même formule aux fournisseurs de la C.E.E. Ces prix, pense-t-on, seront calculés de façon que les prix des produits importés ne soient pas gravement sur le marché intérieur, tout en permettant le maintien des courants d'échanges; cet équilibre pourrait être trouvé, dit-on, si les prix en question étaient inférieurs de 5 à 6 % aux prix de vente américains. Ce chiffre protégerait les producteurs américains contre les importations excessives, sans beaucoup gêner les producteurs japonais et européens. Fait remarquable, après la grave tension que l'on a connue (voir nos numéros précédents), Washington, Tokyo et Bruxelles seraient maintenant d'accord pour que ces prix minima d'importation soient fixés en commun.

Enfin, avec les pays de l'Est, M. Davignon a proposé l'ouverture prochaine de négociations qui porteraient sur les prix de livraison et probablement aussi sur les quotas.

■ **Conversion structurelle** : M. Davignon a rappelé dans sa communication aux ministres que la réglementation du marché n'est pas tout et qu'il faudrait s'engager en 1978 dans une action de contraction des capacités de production existantes, qui dépassent aujourd'hui largement les besoins dans les Communautés comme ailleurs. Pour faciliter cette opération d'abandon des usines vétustes et de reclassement du personnel, il a demandé une nouvelle fois que la C.E.E. ait doté de moyens financiers supplémentaires : 33 millions d'unités de compte sous forme de bonifications d'intérêt.

Cette somme devrait être fournie par un recours partiel au produit des droits de douane sur les importations d'acier provenant des pays tiers, car il serait absurde d'essayer de l'obtenir au moyen d'un relèvement du taux du prélèvement C.E.C.A. qui passe au secteur industriel. Ce projet pose évidemment des problèmes de fiscalité dans les Etats membres. Il figurera parmi les points que le Conseil de la mi-décembre devra examiner. Les Neuf, mais aussi ceux qui ont des réserves à l'égard de la formule préconisée par la Commission, ont reconnu que l'indispensable restructuration de la sidérurgie et la reconversion industrielle qui devra l'accompagner, seront des moyens financiers communautaires accrus.

Tel est le nouveau contenu du dispositif antérieur de la C.E.C.A. Seront-ils aussi dépassés par l'évolution comme l'ont été ceux des plans C.E.C.A. précédents ? Toujours en retard d'une crise, la Commission européenne avait d'abord espéré que la fixation de quotas de livraison aux entreprises sidérurgiques leur permettrait d'écarter les prix imposés ou conseillés metraient fin aux difficultés. En fait, l'évolution des prix aux importations a stimulé les importations, au point que les frontières des Neuf sont devenues de « simples passages » pour l'acier des pays tiers, de plus en plus avantageux.

An moment où les sidérurgistes européens demandent une fermeture partielle des frontières (des contingents), Bruxelles répond par une nouvelle dévaluation des prix internes et par l'offre de dialogues avec les pays d'où provient l'acier importé. L'événement montrera si cette discussion est suffisante.

Les derniers chiffres montrent, en tout cas, que — du fait notamment d'une sensible diminution des ventes européennes aux Etats-Unis, où leur part est tombée de 40 % des importations en 1970 à quelque 20 % aujourd'hui — le marché reste déprimé, d'acier. En octobre, les Neuf n'ont produit que 10,7 millions de tonnes d'acier, contre 11,9 un an plus tôt (-10 %). Cela porte la diminution de la production pour les dix premiers mois de l'année à 5,5 % (contre 9 % en Allemagne et en Belgique, 7,6 % en France, 6,7 % au Royaume-Uni).

■ **Le Président du C.E.C.A.** — Les pays de l'Est ont depuis 1970 et de plus en plus un consortium de banques européennes. Il s'agit de 20 millions de livres et porte intérêt à 5 1/2 %. Le paiement des intérêts est assuré par le consortium. Pour les vingt-cinq ans d'existence de l'O.C.E.A. pendant les cinquante ans de l'existence de la C.E.E. dans les mines de houille, une session commémorative a eu lieu à Luxembourg. Une déclaration d'adhésion à M. Paul Hain, président de l'Organisation permanente, a été prononcée par M. François Vinck, qui fut durant de longues années directeur de la C.E.C.A. puis à la Commission de la C.E.E.

■ **EXPORTATION DE VERRELLERIE** — Les pays de l'Est ont depuis 1970 et de plus en plus un consortium de banques européennes. Il s'agit de 20 millions de livres et porte intérêt à 5 1/2 %. Le paiement des intérêts est assuré par le consortium. Pour les vingt-cinq ans d'existence de l'O.C.E.A. pendant les cinquante ans de l'existence de la C.E.E. dans les mines de houille, une session commémorative a eu lieu à Luxembourg. Une déclaration d'adhésion à M. Paul Hain, président de l'Organisation permanente, a été prononcée par M. François Vinck, qui fut durant de longues années directeur de la C.E.C.A. puis à la Commission de la C.E.E.

## Parlement européen

### Le projet de budget pour 1978

Le Parlement européen a considérablement amendé, le 28 octobre, le projet de budget des Communautés européennes pour 1978 établi par le conseil des ministres.

La procédure budgétaire parlementaire a été l'occasion de modifications plus de trois cents amendements ont en effet été discutés en séance plénière. Dans l'ensemble, le Parlement a renforcé pratiquement tous les crédits proposés initialement par la Commission européenne et qui avaient subi des coupes sombres du fait du conseil des ministres. Le reproche essentiel formulé par le Parlement consistait à dire que le conseil a fait du budget des Communautés un « exercice comptable » au lieu d'en faire un instrument de politique.

Le président en exercice du conseil, M. Marc Eyraud (Belgique), a souligné que le projet de budget augmentait déjà les crédits de paiement des dépenses non obligatoires de 31 % par rapport à l'année 1977, crédits qui seraient un accroissement de 60 % si les amendements proposés par le Parlement étaient adoptés. Les crédits de paiement des dépenses obligatoires, qui étaient de 150 millions d'unités de compte, seraient portés à 230 millions.

Enfin, les amendements pour les crédits de paiement d'un montant total de 530 millions d'unités de compte (1 u.c. = 115 dollars) concernent essentiellement le Fonds social, le Fonds régional, la politique énergétique, l'aide alimentaire, la politique industrielle et l'aide aux pays en voie de développement.

Le budget de la C.E.E. sera définitivement voté en dernière lecture lors de la session plénière du 12 au 16 décembre à Strasbourg.

### Les relations avec l'Afrique du Sud

Le C.E.E. peut arriver à l'égalité intégrée avec l'Afrique du Sud, mais il ne faut pas se laisser aveugler par ce fait, a déclaré le 15 novembre, devant le Parlement européen à Strasbourg, M. Henri Simonet, président en exercice du conseil des ministres des Neuf.

Le ministre belge des Affaires étrangères, qui présidait au nom de la Communauté le rapport annuel sur la coopération politique dans la C.E.E., a rappelé que le Marché commun fait pression en ce sens sur le gouvernement d'apartheid. Les Neuf, a-t-il dit, ne veulent pas que les armes à destination de ce pays et

l'instauration d'un code de bonne conduite pour les sociétés européennes opérant en Afrique du Sud, soulignant qu'il n'avait pas été possible d'essorir ce code de sanctions juridiques. Mais après des premières réactions défavorables, le patronat européen s'est engagé à respecter ce code.

Pour M. Simonet, il serait catastrophique pour l'Occident que l'instabilité en Afrique du Sud soit le foyer d'incidents qui pourraient ravager tout le continent africain. La situation en Afrique du Sud, a-t-il conclu, doit être inscrite à l'ordre du jour des réunions des ministres des affaires étrangères des Neuf chaque fois qu'ils évoquent la situation internationale.

### Les élections au suffrage universel pourraient être retardées

Les prochaines élections du Parlement européen au suffrage universel ne pourront sans doute pas se tenir à la date prévue, c'est-à-dire en mai ou juin prochains, estime-t-on dans les milieux du Parlement européen à Strasbourg. On pense en effet que la Grande-Bretagne ne sera pas prête à temps pour organiser matériellement le scrutin, en raison du mode de désignation qu'elle va vraisemblablement choisir.

M. Henri Simonet, président en exercice du conseil des ministres de la C.E.E., a souligné à ce sujet le 16 novembre, au cours de la session, que si la Chambre des communes se prononçait en faveur du scrutin majoritaire pour la désignation des quatre-vingt-neuf représentants britanniques dans la nouvelle assemblée, il serait très difficile de concevoir que l'élection puisse se tenir au printemps comme prévu.

Seul le choix de la représentation proportionnelle comme mode de scrutin pourrait permettre, estime-t-on à Strasbourg, un respect des délais, mais la plupart des Britanniques participant à cette session du Parlement européen, travaillant comme conservateurs, ont semblé hostiles à cette solution.

M. Simonet a indiqué que la présidence belge de la C.E.E. demanderait au Conseil européen, qui devait se réunir les 5 et 6 décembre à Bruxelles, de se prononcer sur la date définitive des élections. Le Parlement européen doit pour confirmer la date de mai-juin 1978, soit pour les renvoyer à plus tard.

M. Simonet a cependant estimé, suivi en cela par de nombreux orateurs dont M. Jean Durieux (France), président du Groupe des libéraux européens, que si les Neuf devaient repousser la date prévue, ce serait un coup sévère pour la Communauté européenne.

## AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

### Organisation des Etats américains

#### Le Conseil permanent met fin à la tension entre le Costa-Rica et le Nicaragua

EN adoptant à l'unanimité la résolution présentée par son président, Mme Oyarzun, ambassadrice du Chili, sur la controverse opposant le Costa-Rica et le Nicaragua, le Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains a terminé avec succès le 15 novembre, à Washington, la session d'urgence qu'il avait été chargé en vertu de l'article II de la charte de l'O.E.A. d'organiser après le 11 mai au mandat de la commission ad hoc créée le 26 octobre pour procéder à la médiation entre les deux Etats. Les deux parties ont accepté de se retirer de la zone de tensions militaires d'Occident et de San Carlos, le 12 et le 13 octobre, par des groupes d'activistes armés se réclamant du front sandiniste de libération nationale du Guatemala.

Dans sa résolution, le Conseil permanent renvoie à se prononcer sur les faits et formule l'espoir que les deux parties évitent dans l'avenir la répétition de tels faits. Il recommande aux deux gouvernements d'appliquer strictement les mesures de contrôle pour éviter l'installation sur leur territoire de groupes subversifs qui constituent une menace à la paix et à la sécurité d'autres Etats. Le gouvernement du Nicaragua est invité à renouer ses instructions à ses forces armées de façon à éviter des incidents qui pourraient constituer une atteinte à la souveraineté du Costa-Rica.

■ **RELATIONS ENTRE EL SALVADOR ET LE HONDURAS** — Les ministres des affaires étrangères d'El Salvador et du Honduras, a-t-il été annoncé, ont signé un accord général, les instruments de ratification du document ont été déposés dans les deux pays en octobre 1976 et dans lequel les deux Etats ont accepté de soumettre à la procédure de médiation les différends surgis à la suite de leur affrontement militaire. Un médiateur devait être choisi dans un délai de six mois.

■ **PRÉFÉRENCES GÉNÉRALISÉES** — Le groupe ad hoc pour le commerce de la Commission spéciale de consultation et de négociation (OCCON), réuni à Washington du 11 au 21 octobre, a examiné les réponses de divers Etats latino-américains dans le cadre du système des préférences généralisées, ainsi que le problème des droits compensatoires appliqués par les Etats-Unis aux produits étrangers exportés sur le marché américain, qui avaient bénéficié, dans leur pays d'origine, d'une aide à l'exportation. La réponse de Washington a été jugée décevante. Le gouvernement américain n'a pas retenu les propositions latino-américaines. En même temps, les Etats-Unis ont fixé un nouveau délai pour la présentation de nouvelles propositions à des conditions jugées préconvenables par leurs partenaires.

■ **EVÉNEMENTS DE LA POLITIQUE SUD-AMÉRICAINE** — Le 28 octobre, session extraordinaire du Conseil interaméricain économique et social (C.I.E.S.), convoquée à Washington du 7 au 9 novembre pour examiner le déficit du budget des programmes de développement régional pour l'année 1976, s'est surtout préoccupée des activités des troupes de recherche sur la situation de la femme dans les domaines juridique, économique, social, éducatif et culturel, et des méthodes de formation et d'orientation.

■ **COOPÉRATION AVEC L'UNESCO** — En vertu des dispositions du programme de coopération adopté par l'O.E.A. et l'UNESCO en mars dernier à Washington, les représentants américains, les communistes, les experts des deux organisations se sont réunis à Guatemala le 12 et le 14 novembre pour mettre au point les mesures d'application.

### Ligue des Etats arabes

#### Conférence des ministres des affaires étrangères

LE huitième « sommet » arabe, qui aura à régler la crise du Proche-Orient, sera convoqué le 15 février prochain. C'est ce qu'a décidé la conférence des ministres des affaires étrangères de la Ligue des Etats arabes, réunie à Tunis du 12 au 14 novembre.

Deux thèmes étaient en présence : celui de l'égypte et celui de la Syrie. L'opportunité de ce « sommet » a été insistée sur la nécessité de la préparer minutieusement, et celle de la Syrie, approuvée par l'O.L.P., demandant sa tenue dans un délai d'un mois. Finalement, il a été décidé que les ministres des affaires étrangères des deux Etats se réuniraient à Damas le 15 novembre, pour discuter des questions de coopération entre les deux pays du champ de bataille, des réunions du conseil de défense arabe et du conseil économique et social, et une nouvelle rencontre entre les ministres des affaires étrangères.

La déclaration finale des ministres des affaires étrangères ne mentionne pas le lieu de la prochaine rencontre des chefs d'Etat (l'Union arabe de la Syrie ne participant pas avoir fait l'unanimité). De même, la déclaration n'a pas retenu définitivement la proposition tunisienne de création d'un comité permanent de cinq Etats chargé d'intervenir dans les différends entre les Etats arabes pouvant surgir entre pays arabes. Cette question sera examinée à la prochaine réunion des ministres arabes des affaires étrangères, qui précèdera le « sommet » du 15 février.

Bien que non inscrite à l'ordre du jour, la situation au Liban a été discutée, et une large place lui a été réservée dans la déclaration finale. Les ministres des affaires étrangères condamnent les actes d'agression préméditée par Israël dans le sud du pays et font appel aux grandes puissances et aux membres des Nations unies afin qu'ils prennent « les mesures nécessaires » pour faire cesser « ces agressions flagrantes et éliminer les menaces qu'elles font peser sur la situation explosive du Proche-Orient et les obstacles qu'elles dressent devant l'établissement d'une paix juste dans la région ». Les conversations qui ont eu lieu en marge des séances plénières sur l'assainissement des rapports interrégionaux n'ont débouché que sur une déclaration concrète : la reprise des relations diplomatiques entre la Libye et le Soudan, qui a été annoncée le 12 novembre.

■ **CONFÉRENCE DES MINISTRES ARABES DE L'INDUSTRIE** — Les pays arabes ont demandé à l'Europe de limiter l'exportation des secteurs d'industrie lourde et de l'acier, et de leur fournir des renseignements sur la production arabe de ces secteurs. L'Arabie saoudite a demandé à l'Europe de limiter l'exportation des secteurs d'industrie lourde et de l'acier, et de leur fournir des renseignements sur la production arabe de ces secteurs.

Le texte adopté par les ministres arabes de l'industrie a été inscrit dans le dialogue arabo-européen, tend à permettre à la production arabe de couvrir une partie des besoins du marché commun, à ouvrir les marchés européens aux exportations industrielles arabes et à formuler des conditions acceptables de nature à faciliter les transferts de technologie.

■ **CONFÉRENCE DES MINISTRES ARABES DE L'AGRICULTURE** — Les ministres arabes ont voté une déclaration dans laquelle ils réaffirment leur engagement à l'égard des exportations de produits agricoles, et à l'égard des exportations de produits agricoles, et à l'égard des exportations de produits agricoles, et à l'égard des exportations de produits agricoles.

Le Conseil de l'Europe comprend désormais vingt Etats membres.

### Conseil de l'Europe

#### Admission de l'Espagne

LE comité des ministres du Conseil de l'Europe a admis l'Espagne parmi les Etats membres du Conseil de l'Europe le 24 novembre. Le ministre des affaires étrangères espagnol a aussitôt signé la convention européenne des droits de l'homme. Le Conseil de l'Europe comprend désormais vingt Etats membres.

■ **COLLECTIVITÉS LOCALES** — A l'issue de deux jours de travaux, les ministres des Etats membres du Conseil de l'Europe responsables des collectivités locales, réunis les 28 et 29 octobre à Strasbourg, ont pris une nouvelle conception de l'administration locale, répondant aux vœux des habitants et assurant le développement de la collectivité.

Les ministres ont réaffirmé une administration locale et régionale qui permette d'améliorer la qualité de la vie, de tenir compte de la diversité des solutions locales et de leur mesure de préférence à des réformes profondes.

■ **TROISIÈME COLLOQUE CRIMINOLOGIQUE** — Le Conseil de l'Europe a organisé du 21 au 23 novembre un colloque sur la police et la prévention de la criminalité. Les participants ont examiné trois rapports : rôle social de la police dans la prévention de la délinquance juvénile; attitudes du public vis-à-vis de la police; police et prévention de la violence.

■ **PRESERVATION DE L'ARCHITECTURE RURALE** — Les lignes directrices d'une politique d'ensemble de protection de l'habitat et des sites ruraux en Europe ont été adoptées par une conférence du Conseil de l'Europe réunie à Strasbourg du 25 au 29 octobre. Les propositions seront transmises au Conseil de l'Europe pour prendre la forme de recommandations précises qui seront adressées aux gouvernements européens et aux pouvoirs locaux.

■ **INFORMATION** — Que peuvent les parlementaires et les journalistes pour promouvoir l'Europe ? Une table ronde a réuni à Strasbourg les 3 et 4 novembre les députés de quinze des dix-neuf pays membres du Conseil de l'Europe et les représentants du Club européen des journalistes et a traité de ce thème.

### Comité intergouvernemental pour les migrations européennes

#### Le programme des activités en 1978

REUNI à Genève du 15 au 17 septembre, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a adopté un budget de 32 millions de dollars afin d'aider, en 1978, plus de six cents et un mille personnes. Le principal programme d'assistance du CIME concerne l'Indochine, où l'organisation a financé environ 22 000 des 33 536 réfugiés arrivés en Thaïlande, venus du Laos (75 977), du Cambodge (14 035) et du Vietnam (3 190), auxquels il faut ajouter 1 544 personnes dont les nationalités ne sont pas indiquées.

L'Allemagne occidentale, l'Autriche, la Belgique, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse ont annoncé qu'ils allaient augmenter leurs contingents d'immigration en provenance de l'Indochine.

Le second grand groupe d'émigrés dont s'occupe le CIME provient d'Europe de l'Est, notamment d'U.R.S.S. et d'U.R.S.S. Les migrants sont attendus l'année prochaine. Il en est déjà arrivé plus de 14 000 cette année, et cette émigration est en augmentation.

Le CIME aidera aussi 13 000 réfugiés provenant d'Algérie, du Maroc, du Liban, du Soudan, d'Extrême-Orient, ainsi que 8 150 Européens hautement qualifiés, d'origine latine, et 5 000 Latino-Américains ayant quitté leur pays.

■ **LE CIME** aidera l'année prochaine 4 000 Portugais, rentrés des anciennes colonies d'Afrique, à s'installer, notamment au Venezuela (1 345), aux Etats-Unis (1 260), au Canada (760), et en Australie (260).

### Association du transport aérien international

#### A l'Assemblée générale : vers un retour à la libre concurrence ?

L'ASSOCIATION du transport aérien international (IATA) a tenu sa trente-troisième assemblée générale annuelle à Madrid du 8 au 11 novembre. Des représentants des travaux de l'association, a dressé un réquisitoire contre la nouvelle politique américaine de « libéralisation » des règlements de l'aviation civile. Dans son rapport annuel sur la situation de l'industrie du transport aérien, le directeur général de l'IATA s'élève contre les accusations dont l'association est l'objet, qui tendent à la présenter comme un « cartel prédateur et anti-concurrentiel ».

A l'issue de ses travaux, l'Assemblée a souligné que l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) convoque rapidement une assemblée extraordinaire en vue d'examiner dans sa charte les conventions de Tokyo, de La Haye et de Montréal relatives à la répression des actes de piraterie aérienne. L'IATA a proposé que tout Etat qui n'aurait pas ratifié ces conventions dans un délai donné soit exclu de l'O.A.C.I.

D'autre part, les représentants des cent neuf compagnies régulières membres de l'IATA, inquiètes des conséquences de la nouvelle politique américaine de concurrence à tout prix, ont confié à une « task force » composée de cinq membres — Air Canada, Air India, All India, British Airways et T.W.A. — le soin d'étudier, d'ici au 30 juillet 1978, s'il y a lieu de réviser la procédure de fixation des tarifs et s'il n'est pas souhaitable de laisser jouer pendant un an, sur l'Atlantique nord, les mécanismes du libre marché.

■ **L'ASSOCIATION** a élu à sa présidence M. Manuel de Prado, président-directeur général de la compagnie espagnole Iberia.

■ **ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE** — La conférence des ministres de l'Information des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), réunie à Kampala (Ouganda) du 7 au 11 novembre, a décidé de charger un comité intergouvernemental composé des représentants de dix-sept pays de superviser la création d'une agence de presse panafricaine. L'existence d'une agence panafricaine est envisagée depuis 1963 par les pays de l'O.U.A. qui souhaitent se libérer de leur dépendance à l'égard des agences occidentales. Selon un porte-parole de l'O.U.A., l'agence panafricaine pourrait fonctionner dès 1980.

■ **UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE** — La vingt-troisième session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) s'est tenue à Paris du 29 novembre au 2 décembre. On trouvera un bref résumé des travaux dans le prochain numéro.

■ **COMMISSION DU PACIFIQUE SUD** — Les priorités nationales et régionales dans le domaine de la défense des cultures ont été au centre des travaux de la conférence régionale qui s'est tenue au siège de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.) en Nouvelle-Calédonie, du 16 au 18 novembre. Les participants ont échangé leurs services techniques de leur pays, exposé leurs problèmes phyto-sanitaires, la défense des cultures et les pesticides.

■ **CROIX-ROUGE** — Le délégué régional du C.I.C.R. pour l'Amérique centrale et les Caraïbes a terminé, le 10 octobre, une série de visites de lieux de détention en Amérique latine au Guatemala, au Venezuela, en Colombie, au Paraguay et au Chili.

■ **LE C.I.C.R.** a admis l'Espagne parmi les Etats membres du Conseil de l'Europe le 24 novembre. Le ministre des affaires étrangères espagnol a aussitôt signé la convention européenne des droits de l'homme. Le Conseil de l'Europe comprend désormais vingt Etats membres.

**Nice, ville de congrès vous attend.**

Nice a mis au point une structure d'accueil pour vous prouver que tourisme et congrès ne sont pas incompatibles : un aéroparc de classe internationale met Nice à 15 de Paris. Une capacité hôtelière encore accrue, 90 salles de conférences. Un Palais des Expositions de 17 000 m<sup>2</sup>.

**Le Palais des Expositions**

Nice-Congrès : Palais des Expositions, 06300 Nice. Tél. (93) 54.02.02 et 55.18.55. Telex : Nicopex 90937.



## LOIS ÉCONOMIQUES ET DROIT À LA VIE

### Où trouver de l'argent pour les pays sous-développés ?

Par FRANÇOIS PERROUX \*

LES experts et l'opinion informée demandent, avec une belle unanimité, d'augmenter les moyens monétaires et les ressources en capitaux à la disposition des pays en voie de développement ; il s'agit clairement de les aider à réduire le déficit de leurs balances des paiements et à renforcer durablement leur appareil de production. Sur le niveau chiffré de l'aide supplémentaire, le comité de développement, formé des gouverneurs du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, ne semble pas, en 1976, être parvenu à un accord. C'est que la distance est trop grande entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible. D'ailleurs, l'addition des ressources, par elle-même, serait peu significative ; la forme de leur combinaison importe au moins autant que leur volume, et l'efficacité d'une combinaison déterminée dépend de son utilisation par le milieu d'accueil.

En tout cas, on comprend de mieux en mieux le contenu angossant du problème. Le rapport au Club de Rome sur le nouvel ordre économique international (R.I.O.), Jan Tinbergen coordonnateur, produit des chiffres impressionnants et marque, avec insistance, que des retouches, imprimées au fonctionnement de nos économies, ne suffisent point. Des changements dans les structures s'imposent au nom de la justice, et pour donner toutes les chances à la paix, dans un monde bouleversé par de redoutables déséquilibres monétaires et réels. Une information rudimentaire se répand malgré les résistances ; on admettra difficilement que les plus riches disposent d'un revenu treize fois supérieur à celui des plus pauvres, que 70 % des enfants restent condamnés à la

\* Professeur au Collège de France, directeur de l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées.

malnutrition, qu'un milliard et demi d'êtres humains soient plongés dans une sombre misère, que le quart des vivants demeurent illettrés, et que les nations industrialisées consomment vingt fois plus de ressources par capita que les nations sans industrie. Si ces faits laissent encore impassibles certains économistes, ils exaltent les justes revendications des pays moins développés, dont l'influence politique se confirme dans les organisations internationales et sur la scène du monde.

AUCUN Etat ne saurait rester sourd à cet appel. Les déclarations d'intention, peu suivies d'effet, ne suffisent pas ; il s'agit de savoir où trouver les ressources monétaires et financières indispensables à l'action, même si elle doit être tenue dans des limites que resserrent nos épreuves présentes. A la crise des mauvaises années (1971-1974) a succédé le redéploiement de 1975, puis un nouveau réajustement : les séquelles de ces troubles sont une excuse occasionnelle, mais pourrions-nous indéfiniment rendre acceptable un système qui, après deux siècles d'industrialisation occidentale, donne, à l'échelle du monde, des résultats aussi déplorables pour les quatre milliards et plus de Terriens ? C'est notre économie occidentale elle-même qui fait déjà figure d'accusée et, avec elle, la civilisation d'où elle procède.

Il est donc urgent de faire le point, de dénoncer l'insuffisance de l'aide publique, de prendre la mesure des ressources du crédit privé et de nommer les réformes audacieuses sans lesquelles il paraît bien qu'il n'y a aucune solution.

LE Fonds monétaire international continue de déployer une activité éclairée et très méritoire au milieu des difficultés de ce temps. L'augmentation des quotes-parts du Fonds, qui dépend des gouvernements, est en voie de réalisation non à 100 %, comme le voulait le groupe des Vingt-Quatre, en avril 1977, mais pour un tiers, ce qui n'est pas négligeable. Quant aux facilités Witterveen, du nom du directeur actuel du Fonds, la réunion de Paris (août 1977) a obtenu un supplément de quelque 10 milliards de dollars (1). On souhaite que ce ne soit qu'une étape vers de nouveaux progrès, comportant une participation accrue des pays de l'OPEP et leur accès aux organes de direction, mais avec contrôle serré sur la politique des prêts par le Fonds lui-même. On le voit, ce sont les Etats et, en fin de compte, les peuples riches qui limitent son action.

Du moins, en principe, est-il mieux armé maintenant pour contribuer à préparer la transition vers une certaine régulation mondiale de la monnaie. Le nouvel article 4 du statut laisse aux pays une grande latitude pour choisir leur politique de change ; il confie au Fonds une mission de « ferme surveillance » et lui fait un devoir d'interdire la manipulation des taux dans le dessein d'obtenir des avantages compétitifs. L'avenir dira ce que le Fonds peut faire pour améliorer la pratique des flottements dirigés.

Au vrai, son activité renforcée est étroitement liée au sort, assez précaire pour le moment, de la réforme de la monnaie internationale. D'une part, il s'agit du *phasing out* de l'or, qui n'a plus de prix officiel, et dont un schéma est venu au profit des plus pauvres parmi les pays en voie de développement. D'autre part, Robert Triffin a proposé des comptes de réserve (*Reserve accounts*) progressivement constitués par des réserves en dollars déposées au Fonds et soumises à une gestion concertée ; le projet est en discussion.

ON voit assez clairement se former le dessein de faire progressivement des droits de tirage spéciaux (D.T.S.), améliorés et contrôlés, une nouvelle monnaie internationale et, au cours de la transition, de conseiller et surveiller les ententes entre places et les accords régionaux.

L'intention est excellente, mais qui ne comprend les difficultés considérables que

rencontrera tout effort pour substituer au dollar, actuellement régnant, une monnaie mondiale gérée par des pouvoirs mondiaux aux aussi ? Nul ne doute qu'il aurait fallu considérer comme prioritaire, dès 1971-1972, le rétablissement concerté d'un ordre monétaire international, sans lequel aucune politique économique n'est possible ni pour les pays développés ni pour les pays en voie de développement.

Les « lois naturelles », les « spontanés » du marché, la main invisible qui répartit les ressources « rares », au mieux et à coup sûr, continueront-elles d'être commentées et enseignées à titre exclusif, avec un grand luxe de raffinements formels ? Ou comprendra-t-on que, en matière de monnaie et de crédit aussi — entre nations, dans une même nation, — nous devons pratiquer « des politiques de stabilisation plus effectives encore dans l'avenir qu'elles ne l'ont été dans le passé » (Franco Modigliani) ?

LA Banque mondiale, le président McNamara fait preuve de compétence et de courage en chaque occasion. Il ose dénoncer l'état des pays les plus pauvres (revenu par tête : 200 dollars) par comparaison aux pays à revenu moyen (350 dollars et au-dessus) ; il rappelle sans relâche que la faim dans le monde n'est pas vaincue, mais qu'elle pourrait l'être. Quelles réponses hésitantes, faibles, tristement « prudentes » à ces appels insistants !

Une fois de plus, on sait fort bien ce qu'il faudrait faire et ce qu'on ne fait pas dans les deux domaines de l'aide publique et des prêts.

Au cours des dix dernières années, l'aide totale des riches aux pauvres augmente à peine en termes réels. L'aide des pays industrialisés se contracte. Sauf la Suède et la Hollande, les pays riches n'atteignent pas l'objectif assigné de 0,7 % de leur produit national brut. C'est l'aide des pays de l'OPEP qui s'élève fortement depuis 1973, surtout au profit de partenaires avec qui les unissent des liens spéciaux.

La Banque est parvenue, non sans peine, en mars 1977, à réajuster l'Association internationale de développement (IDA). Il faut maintenant augmenter son capital pour étendre sa capacité propre de crédit et lui permettre d'encourager les prêts privés. L'IDA accorde aux pays les plus pauvres des prêts de faveur ; ils sont à peu près équivalents à des dons, puisqu'ils sont consentis pour cinquante ans à l'intérêt de 0,34 %. Elle parait, d'autre part, étendre et accomplir ses interventions ; sans renoncer, bien sûr, au financement des projets spécifiques, elle a consenti des prêts globaux aux opérations de développement rural ou aux banques d'investissement, et elle multiplie sans doute ses opérations de cofinancement en associant son intervention à celle des capitaux privés.

Pour la Banque comme pour le Fonds, c'est la parousie des « donneurs » et l'inertie des prêteurs qu'il faudrait vaincre. Nous en sommes très loin.

Disons donc que l'extension vraiment efficace de l'aide et des prêts à conditions appropriées est subordonnée à des changements radicaux dans les motivations et les attitudes des gouvernements et des peuples riches. Comme il n'y a pas lieu d'attendre d'eux une conversion, on souhaite qu'ils comprennent leurs intérêts politiques et se souviennent que des abus trop criants et trop prolongés mettent debout des combattants qui ne manquent jamais d'armes. La multiplicité et la simultanéité des violences locales, organisées et coordonnées, n'échappent-elles pas à la répression ? Le vingtième siècle finissant n'est plus cette « Belle Époque » où l'on ne parlait pas des famines et où les ministères des colonies déclinaient ou prolongeaient les initiatives des ministères du commerce.

L'AIDE officielle aux pays en voie de développement ne représente pas plus de 10 % de leur investissement intérieur ; il est tributaire de plus en plus du crédit public et, dans une proportion rapidement croissante, des crédits privés.

Les eurodollars sont pour 80 % des eurodollars : ces créances en devises fortes ont envahi le marché du crédit. Dès 1975, les emprunts directs en eurodollars des pays en voie de développement s'élevaient à 3,7 milliards de dollars, contre 734 millions auprès des institutions spécialisées, et ils se sont développés puissamment en 1976. Les *aspidollars*, leppés puissamment en 1976, se sont répandus grâce aux nouvelles places financières de Hongkong et de Singapour, et en liaison avec les centres d'exportation de produits manufacturés qui prospèrent en Corée du Sud, à Taiwan ou aux Philippines.

Eurodollars, aspidollars, nous vivons tous dans un réseau de créances fortes et, non moins, dans un treillis d'entreprises multinationales à dominante américaine. Plus que la puissance des plus grandes d'entre elles, ce qui compte, c'est l'étendue, la complexité et la souplesse de l'agencement hiérarchique de leur flux de marchandises, de finance et d'information. Elles mettent en contact permanent les opérations de production, de transports, de crédit ; elles forment une sorte de grappe appliquée dans les espaces nationaux, régionaux et industriels où elles opèrent. Qu'elles aient apporté des moyens monétaires aux pays-hôtes est hors de doute. Au bénéfice principal des nouvelles bourgeoisies ou des populations laborieuses ? A quel coût social, et même économique, pour le pays d'accueil ?

Le poids relatif des Etats-Unis, premier banquier et premier producteur du monde, s'élève, en dépit de leurs difficultés. Fort heureusement, ni les banques ni les entreprises transnationales ne peuvent être, sans injustice, confondues avec la tradition et la volonté collective de ce peuple. C'est sur son action politique et son intelligence politique que l'on peut encore fonder quelque espoir.

C'EST pas l'argent seul qui pacifiera le monde. C'est son usage moins démentiel et sa mise au service des hommes. Affirmation qui semblera aux uns une lapalissade, aux autres une naïveté coupable, mais qu'aucun économiste informé et conscient ne peut prendre à la légère. Les dépenses militaires de la planète s'élevaient, en 1975, à 371 milliards de dollars, contre 17 milliards d'aide au développement, soit vingt et une fois plus.

A la même date, d'après le *Federal Reserve Board*, les six plus grandes banques américaines avaient prêtée 12 milliards de dollars à une quinzaine de pays en voie de développement. Quant au total des sommes correspondant aux engagements de l'économie et des banques commerciales des Etats-Unis à l'égard du reste du monde, il n'est rien de moins qu'une masse de 500 milliards de dollars. Si solide et élastique que soit le système bancaire aux Etats-Unis, cette inflation de crédit n'est pas à l'abri de tout accident.

Nous voilà bien forcés de prendre en sérieuse considération des méthodes nouvelles, rigoureuses jusqu'ici utopiques. On ne se lasse pas de dire que le désarmement progressif, universel et sévèrement contrôlé est la condition nécessaire mais non suffisante d'un redressement durable ni de répéter que ce sont les structures de la consommation et de la production des pays riches qui doivent changer.

Pour être même osés-on avancer que les économistes de toute école, s'ils ne trahissent pas l'honneur de leur métier, doivent, en tant qu'économistes, diriger les conséquences d'un « contradiction, violente et cruelle » entre deux énoncés :

— L'un se lit sous une plume autorisée : « Rien pour rien, voilà la plus importante des lois économiques » (« Nothing for nothing, the most important economic law »).

— L'autre s'inscrit, en lettres de sang, dans l'article 3 de la Déclaration universelle des droits : « Chaque individu a droit à la vie ».

Une analyse économique rigoureuse, armée de moyens très modernes et de statistiques, se convertissent en larmes et en trépidations, doit partir de cette contradiction.

(1) Cf. « Le Gendarme du grand capital », par Julia Jurens, *Le Monde diplomatique*, octobre 1977.

### Dans ce numéro :

#### PAGES 2 et 3 :

LE NIGERIA. « CLE DU PROBLEME AFRICAIN » ? Un tournant spectaculaire entre Washington et Lagos, par Suzanne Cronje.

#### PAGES 4 à 6 :

AU-DELA DE L'AFFAIRE CROISSANT : LES DROITS DE LA DEFENSE. De quelques ministres et du terrorisme d'Etat, par Claude Julien. — En Amérique latine : la dictature et les lois de l'enfer, par Armando Uribe. — En Union soviétique : l'infatigabilité du procureur, représentant du système, par Jacques Amelric. — Lettre d'une prison allemande : témoignage d'un détenu de droit commun.

#### PAGE 7 :

Le président Carter et l'immigration sauvage, par Christian Déverre.

#### PAGE 8 :

Les Indiens des Amériques revendiquent leur droit à l'autodétermination, par Jean-Claude Buhrez.

#### PAGE 9 :

Comment aménager la coopération financière entre l'Est et l'Ouest, par Marie Lavigne. — Chine : La lutte contre les « quatre » se durcit, par Jean Danbier.

#### PAGES 10 et 11 :

L'instabilité du Bangladesh, par Daniel Peiris. Elections législatives et nouveaux gouvernements. Vers un code de conduite pour régir le transfert des techniques, par Zalmat Elagami.

#### PAGES 12 à 14 :

LA GAUCHE FRANÇAISE ET LES CONTESTATAIRES SOVIETIQUES, enquête d'Yves Hardy et Pascal Gabal.

#### PAGE 15 :

L'extension du droit humanitaire en cas de guerre, par Yves Sautou, Le carnet des ambassadeurs.

#### PAGES 16 et 17 :

Les jeux des militaires au Portugal, suite de l'article d'Alain Echegut et Karl M. van Metex.

#### PAGES 18 à 20 :

SURECHERES AU PROCHE-ORIENT : De l'affrontement à la convergence, par Amnon Kapellon. — La nouvelle politique économique du Likoud : une révolution bourgeoise, par Meir Mezhar. — Une victoire pour l'Egypte égyptienne ? suite de l'article de Marie-Christine Aulas. Haïti : la reconquête, par René Depestre.

#### PAGE 21 :

CINEMA POLITIQUE : Images d'intervention, par Ignacio Ramonet et Noëlle de Chambrun.

#### PAGES 22 et 23 :

LES LIVRES DU MOIS : « L'Europe interdite », de Jean-François Deniau, par Yves Florenne. — Richesses naturelles et industrialisation au Maghreb, par Christophe Batsch. — La gauche éthiopienne face au pouvoir militaire, par Olga Kapellon.

#### PAGE 24 :

Dans les revues...

#### PAGES 25 à 31 :

JAPON : La recherche d'un nouvel équilibre (supplément).

#### PAGES 32 à 35 :

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de novembre 1977

a été tiré à 113 000 exemplaires.

Comme toutes les publications du « Monde »,

souffrant de la maladie des photodétecteurs, le « Monde diplomatique »

est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.

**RIVES**  
LA GRANDE MAROQUINERIE  
DE PARIS



existe en box-calf,  
léopard et crocodile

156, rue de Rivoli, 156  
BOYSSONNET METRO : LOUVRE